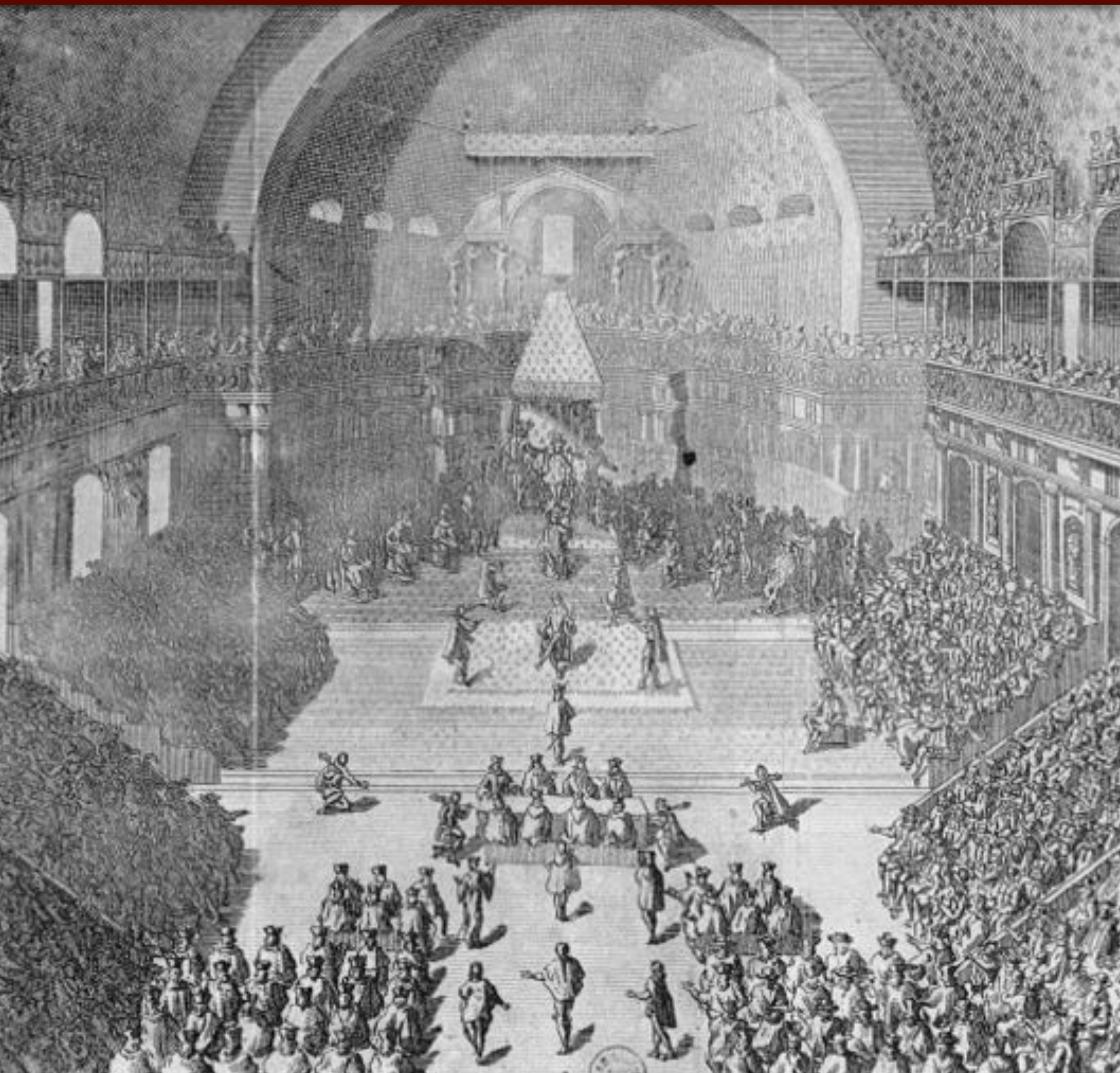


Charles Gave

**C'est une révolte ?**

**Non, Sire, c'est une révolution !**



**INSTITUT DES LIBERTÉS**

LE MOMENT EST ARRIVÉ



Charles Gave

C'est une révolte ?

Non, Sire, c'est une révolution !

L'intelligence prend le pouvoir

[www.institutdeslibertes.org](http://www.institutdeslibertes.org)



**INSTITUT DES LIBERTÉS**

LE MOMENT EST ARRIVÉ

*À Chantal, sans qui les choses  
ne seraient que ce qu'elles sont.*

# Sommaire

|  |     |
|--|-----|
| INTRODUCTION                                 | p.9 |
| Nous entrons dans des temps révolutionnaires |     |

## PREMIÈRE PARTIE - LE B.A.-BA DE L'ÉCONOMIE

|                                     |      |
|-------------------------------------|------|
| CHAPITRE I                          | p.21 |
| L'économie : un jeu à trois joueurs |      |

|                           |      |
|---------------------------|------|
| CHAPITRE II               | p.29 |
| Le partage de la richesse |      |

|   |      |
|---|------|
| CHAPITRE III  | p.41 |
| Pourquoi Robin des Bois fut un désastre, surtout pour les pauvres |      |

|   |      |
|---|------|
| CHAPITRE IV                                   | p.55 |
| Mais à quoi peut servir un banquier central ? |      |

|                            |      |
|----------------------------|------|
| CONCLUSION PREMIÈRE PARTIE | p.63 |
|----------------------------|------|

## DEUXIÈME PARTIE - LA DÉRIVE DES CONTINENTS

|                                     |      |
|-------------------------------------|------|
| INTRODUCTION                        | p.67 |
| Retour sur une histoire personnelle |      |

|  |      |
|--|------|
| CHAPITRE V   | p.71 |
| Quand meurt une idée missionnaire<br><i>les conséquences intellectuelles</i> |      |

|   |       |
|---|-------|
| CHAPITRE VI   | p.79  |
| Quand meurt une idée missionnaire<br><i>les conséquences économiques</i>                              |       |
| CHAPITRE VII  | p.91  |
| Révolution politique + révolution de l'information =<br>boom économique mondial                       |       |
| CHAPITRE VIII   | p.99  |
| Les secteurs de croissance dans l'économie de la<br>connaissance                                      |       |
| CHAPITRE IX   | p.109 |
| Le grand retour de Charles Maurras  |       |
| CONCLUSION DEUXIÈME PARTIE  | p.121 |
| TROISIÈME PARTIE - UNE FORCE IRRÉSISTIBLE   |       |
| CHAPITRE X  | p.125 |
| Ultra-étatisme ou ultralibéralisme ?  |       |
| CHAPITRE XI   | p.137 |
| Où l'auteur démontre que l'euro est semblable au lit<br>de Procuste et inadapté à la période actuelle |       |
| CHAPITRE XII  | p.149 |
| La revanche de l'individu<br>Quand un rocher change le cours d'un fleuve                              |       |
| CONCLUSION  | p.157 |
| Crise et opportunité  |       |



# Introduction

## Nous entrons dans des temps révolutionnaires

*"En politique, il y a un temps pour les renards et un temps pour les lions."*

Winston Churchill

Comme le rappelait Raymond Aron au président Giscard, «l'Histoire est tragique».

Il est à craindre que les peuples européens, qui cherchent tant à sortir de l'Histoire, ne redécouvrent bientôt cette éternelle vérité. Nous sommes en effet entrés dans des temps révolutionnaires, comme cela se produit en Europe continentale à peu près une fois par siècle.

De 1790 à 1820, toute l'Europe se transforma. Un homme qui se serait endormi en 1790 et réveillé en 1820 n'aurait pas reconnu le monde dans lequel il était. Tout lui aurait semblé étrange, incompréhensible, fou.

De même, celui qui aurait fait une longue sieste entre 1890 et 1920 aurait été abasourdi à son réveil par le spectacle d'une Europe - et d'un monde - bien différents de ce qu'ils étaient quelques décennies plus tôt.

1790-1820, 1890-1920 furent des temps révolutionnaires, où des structures considérées comme éternelles se brisèrent et disparurent.

La thèse de ce livre est simple: de même que les périodes 1790 à 1820 et 1890 à 1920, les années 1990 à 2020 ont déjà été, et continueront à être des années révolutionnaires. Dans les périodes calmes qui précèdent les temps de

dislocations, les systèmes politiques, économiques, sociaux s'ossifient, se rigidifient, s'alourdissent, et les renards dominent le débat politique. Mais la vie continue, et bientôt les diplodocus à la toute petite cervelle, encombrés d'une graisse engendrée par la facilité des temps, n'ont plus d'herbe à brouter. Il faut changer de pâture, c'est-à-dire bouger, se transformer, ou mourir.

Certaines institutions, certains systèmes politiques sont tout à fait capables de se réformer, d'autres beaucoup moins<sup>1</sup>... Les pays, les sociétés, les civilisations incapables d'effectuer les réformes nécessaires sont dans la situation de ceux qui dorment à l'abri d'un barrage derrière lequel le niveau d'eau monte inexorablement. Un jour, la pression de l'eau devient trop forte, et le barrage cède... Les temps révolutionnaires commencent.

Nous y sommes.

Déjà, l'Union soviétique a disparu, la Chine a changé de régime économique, l'Inde s'ouvre, le monde musulman est en pleine révolte... L'Histoire bouge à nouveau, s'ébroue. Mais les forces qui ont déjà entraîné la disparition de «l'Empire du Mal<sup>2</sup>» sont loin d'être épuisées. Elles vont continuer à déferler. Et les barrages, que nos hommes politiques avaient cru éternels, vont se rompre les uns après les autres comme se sont effondrés la millénaire royauté française ou les empires austro-hongrois, ottoman, soviétique...

---

<sup>1</sup> Ce qui est loin d'être évident. Toynbee, le grand historien anglais, soutenait que les civilisations ne sont pas assassinées, mais se suicident.

<sup>2</sup> Selon la célèbre formule de Ronald Reagan, qui fait allusion au film La Guerre des étoiles. Le président américain, lorsqu'il accompagnait l'ambassadeur soviétique, lui demandait toujours de présenter ses respects à Dark Vador, ce qui agaçait beaucoup le diplomate...

Ce livre ne s'inscrit en rien dans la série des livres catastrophes annonçant le déclin inéluctable de notre « cher et vieux pays ». Rien n'est inéluctable et le futur est inconnaissable. Selon certains prophètes, le socialisme, l'avenir, devait partout triompher et l'Union soviétique allait devenir la plus grande puissance mondiale. Or elle n'a pas survécu à 1990...

Notre thèse s'articulera autour du point central suivant:

*Nous sommes en train de passer d'une économie industrielle à une économie de la connaissance*<sup>3</sup>.

Les « mécanismes de production », pour parler comme un bon vieux marxiste, connaissent un bouleversement aussi profond que celui qui a eu lieu au moment de l'émergence de la révolution industrielle. Ce bouleversement des modes de production, « l'infrastructure », entraîne, d'ores et déjà, un bouleversement encore plus important des modes d'organisation politiques et sociales, « la superstructure ». De ce point de vue, même Marx a eu raison: on peut affirmer sans crainte d'être démenti que la superstructure politique est presque toujours la conséquence directe de l'infrastructure économique. Il n'y a pas une seule démocratie qui n'ait adopté le mode de production capitaliste.

Démocratie pluraliste et capitalisme libéral sont l'avvers et l'envers de la même pièce de monnaie. Etre contre le capitalisme, c'est être contre la démocratie, comme l'a montré

---

<sup>3</sup> La thèse centrale de ce livre est directement inspirée des thèses développées par Alvin Toffler dans deux livres remarquables : Le Choc du futur et La Troisième Vague. Le premier date de 1970, le deuxième de 1980 et tout se déroule selon les processus logiques décrits par Toffler il y a déjà plus de deux décennies.

toute l'histoire du XXème siècle. Or le capitalisme est en train de s'emballer... La démocratie va donc s'emballer...

Les sociétés vont certainement en être profondément et durablement affectées. Nous allons vers des changements immenses qui auront des aspects aussi bien positifs que négatifs. Tout dépendra de la réaction de chaque pays et de chaque institution à ces bouleversements. Par exemple, lors de la précédente vague de globalisation à la fin du XIXème siècle, l'arrivée du bateau à vapeur permit la mise en valeur d'immenses terres agricoles en Argentine ou aux États-Unis. De ce fait, les prix relatifs et absolus du blé s'effondrèrent. Excellente nouvelle pour les acheteurs de pain... et mauvaise nouvelle pour les paysans ! En France, où les pouvoirs politiques favorisent toujours le producteur contre le consommateur, la réaction<sup>4</sup> fut le protectionnisme, ce qui nous fit perdre un siècle de développement. En Grande-Bretagne, ce fut l'exode rural et l'immigration vers les États-Unis ou l'Australie. Au Danemark ou en Hollande, les agriculteurs locaux achetèrent du blé à bon marché et l'utilisèrent pour nourrir cochons ou vaches, dont la viande fut revendue fort chère dans le reste du monde. La solution danoise ou hollandaise fondée sur l'ingéniosité ou la capacité à s'adapter me paraîtra toujours préférable à la dureté britannique ou à la frilosité économique française.

Encore une fois, nous rentrons dans des temps révolutionnaires, et nous savons tous que les seules révolutions qui aient réussi ne sont pas les révolutions politiques menées par quelques colonels ignares et barbus, mais les révolutions

---

<sup>4</sup> Les gouvernements français sont toujours profondément réactionnaires devant les changements économiques. Au lieu de les accompagner, ils les combattent. Méline, Chirac, Bové même combat? Même merveilleuse compréhension des phénomènes économiques en tout cas.

technologiques. Ce qui change la vie des gens, c'est la pénicilline, pas le Programme commun.

Parfois - fort rarement -, il ne s'agit pas d'une seule invention, mais d'une série d'inventions qui s'associent les unes aux autres pour engendrer un bouleversement total des méthodes de production.

Aujourd'hui, nous en sommes là. Nous sommes entrés, et depuis un certain temps déjà, dans la troisième grande révolution technologique que l'humanité ait connue (théorie des trois vagues d'Alvin Toffler).

La première marque le passage de la cueillette et de l'élevage à l'agriculture, et du nomadisme à la vie urbaine. La deuxième eut lieu avec le passage de l'agriculture à l'industrie. La troisième enfin marque l'arrivée de l'âge de la connaissance.

Cette évolution eut d'immenses conséquences politiques, économiques et sociales, mais avec l'avènement de la troisième vague, le fond de l'océan s'est effondré, un raz de marée s'est produit et le surf de certaines économies sur cette vague, beaucoup plus haute que les deux précédentes, a commencé. Hélas, une grande partie de nos institutions reste fermement ancrée dans ce que j'appelle les réalités et l'économie de la deuxième vague. Elles sont aussi sûrement condamnées que ne l'était Abel (le nomade) quand Caïn (l'agriculteur sédentaire) a fait son apparition.

Soit on surfe sur la vague, soit on est submergé par elle.

Je suis convaincu que ces changements qui touchent l'infrastructure économique vont nous amener vers des modèles politiques beaucoup plus démocratiques, car beaucoup plus décentralisés que par le passé. La concentration du pouvoir politique et économique dans quelques mains, qui était

directement liée à l'organisation économique de la deuxième vague, n'a plus de raison d'être. Elle va disparaître.

Mais les progrès de la démocratie suscitent rarement la bénédiction des élites qui jusque-là exerçaient les pouvoirs. Pensons simplement aux partis communistes en Europe de l'Est après 1990. L'apparition du pluralisme politique n'a pas correspondu, c'est le moins que l'on puisse dire, à un renforcement de leurs possibilités d'action ou de leur prestige dans les nations concernées. Car il est évident que ce qui est une bonne nouvelle pour une partie de la population peut tout à fait en être une mauvaise pour une autre. Si celui qui souffre de l'irruption de la nouveauté se sert de son pouvoir politique pour empêcher son sort de se dégrader, alors la sortie ne peut être qu'explosive. D'où les périodes révolutionnaires dont nous avons parlé plus haut<sup>5</sup>.

Mon premier objectif est donc d'expliquer au lecteur comment ne pas planter sa tente sous la digue qui va s'effondrer. Ce faisant, il faudra analyser un certain nombre de concepts, d'idées, de réalités, en restant aussi clair que possible, en encourant le risque de «simplification abusive». À tout prendre, entre trop simplifier et être confus, je choisirai toujours la première branche de l'alternative...

Dans une première partie, je rappellerai quelques vérités de base sur la façon dont une économie fonctionne, mais à aucun moment je ne me lancerai dans des prévisions. Comme le dit une vieille plaisanterie, fort répandue dans les milieux financiers, «les économistes ont été inventés pour que les astrologues aient l'air sérieux». En revanche, je me servirai

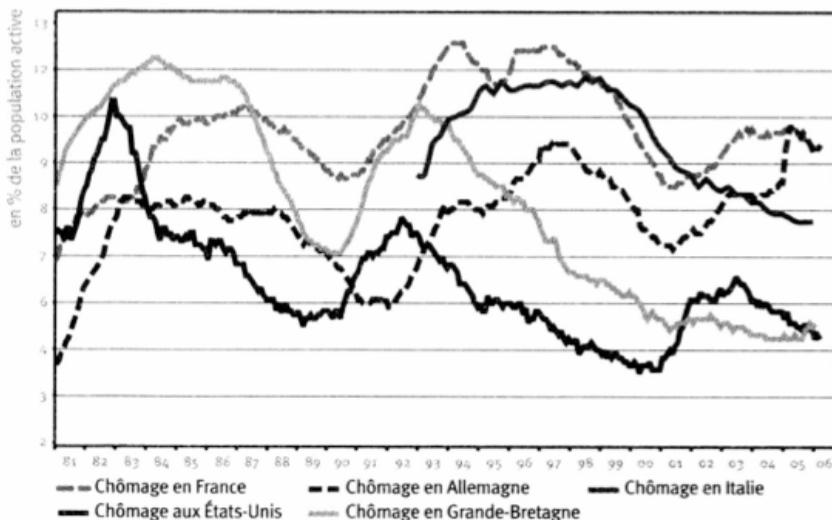
---

<sup>5</sup> Le lecteur qui le souhaite peut aller sur notre site (en anglais, malheureusement) [www.gavekal.com](http://www.gavekal.com) et demander un mot de passe.

abondamment de la méthode utilisée pour mon premier livre<sup>6</sup>, c'est-à-dire une méthode visuelle utilisant quelques graphiques. « Un bon croquis vaut mieux que cent discours », disait Napoléon. Quand il le faudra, et si c'est possible, j'utiliserai deux sortes de graphiques.

Une première série servira à montrer des évidences indiscutables<sup>7</sup>. Par exemple, de tous les grands pays, la France et l'Allemagne ont les plus piètres résultats dans le domaine de l'emploi. Même l'Italie a fait mieux... depuis l'arrivée de Silvio Berlusconi en 2001.

### Courbe du chômage



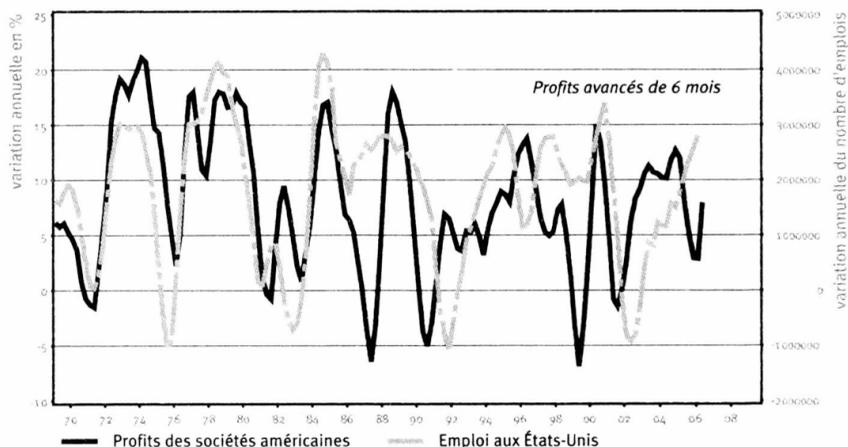
<sup>6</sup> Des lions menés par des ânes, Robert Laffont, 2003.

<sup>7</sup> Un point important: en France, quand une évidence est indiscutable, cela ne l'empêche pas d'être discutée. Par exemple, Jacques Chirac, au pouvoir depuis 1967, confronté à ce graphique, a simplement dit que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient «réussi à faire baisser le chômage par des moyens inacceptables» L'esclavage sans doute...? On aimerait que le président ait précisé sa pensée.

Pendant que le taux de chômage de la Grande- Bretagne passait de 10% en 1982 à moins de 4% en 2005, le nôtre restait ancré aux alentours de 10%, et ce depuis vingt ans.

Une seconde série de graphiques servira à illustrer des relations du type «cause» (ligne continue), «conséquence» (ligne en pointillé). Voici, par exemple, le rapport entre la variation des profits des sociétés aux États-Unis et les variations de l'emploi six mois plus tard.

### Emploi et profits aux États-Unis



La variation des profits en pourcentage est représentée par la ligne noire continue, et la variation de l'emploi par la ligne grise en pointillé.

Le lecteur, même non averti, peut se rendre compte par lui-même: l'augmentation des profits entraîne six mois plus tard une amélioration de l'emploi. Inversement, une baisse des profits engendre six mois plus tard une hausse du chômage.

Cette relation est vraie pour tous les pays à toutes les époques. Le temps d'interaction entre les profits et l'emploi

peut varier - par exemple, il est de un an en Grande Bretagne, contre six mois aux États-Unis - mais le sens de l'interaction ne change jamais : si les profits augmentent (la cause), l'emploi, à terme, augmente (la conséquence).

Je reviendrai, bien entendu, sur cette réalité, si mal comprise en Euroland et dont l'ignorance ou le refus expliquent une grande partie de nos malheurs actuels. Après tout, si dans une économie, les règles que chacun peut tirer de l'observation de la réalité ne sont pas respectées pour des raisons idéologiques, on voit mal comment cette même économie pourrait s'adapter à des changements à la fois structurels et violents.

Dans une deuxième partie, je tenterai de répertorier les différentes tendances lourdes dont l'émergence crée la situation révolutionnaire déjà évoquée. En commençant par ce qui me paraît le plus important, c'est-à-dire les idées, et en terminant par les mécanismes économiques, politiques ou financiers qui en sont la résultante.

Enfin, j'essaierai dans une troisième partie, beaucoup plus ambitieuse et donc beaucoup plus critiquable, de comprendre comment ces mécanismes vont se conjuguer pour prendre d'assaut les places fortes derrière lesquelles campent nos élites actuelles. Parmi ces places fortes, il y a l'euro<sup>8</sup>, dernier grand avatar des tendances constructivistes de nos technocraties européennes.

---

<sup>8</sup> Le «constructivisme» a été défini par Hayek comme la tentation de bâtir de toutes pièces des systèmes qui n'ont aucun rapport avec la réalité jusque-là, du type nouvelle constitution, nouvelle monnaie, etc. Il opposait cette tendance des élites, françaises en particulier, à la lente maturation, provenant de la base, de réalités telles que la constitution britannique, qui à ce jour n'est toujours pas écrite.

Nul doute que la monnaie commune ne soit l'une des premières à rejoindre, dans la poubelle de l'Histoire, l'Allemagne de l'Est ou le « Parti comme avant-garde du prolétariat », mais on peut aussi nourrir les réserves les plus sérieuses sur la survie de nos systèmes sociaux en général ou du prétendu « modèle social » français, en particulier.

Les Chinois ont fort bien compris une réalité qu'ils appréhendent de deux façons :

Pour eux, crise et opportunité sont synonymes.

Le vœu qu'ils échangent souvent est le suivant :

« Puissiez-vous vivre durant des temps intéressants. »

Nous allons, je crois, vivre des temps que les Chinois qualifieraient d'intéressants, car remplis d'opportunités...

PREMIÈRE PARTIE

# **LE B.A.-BA DE L'ÉCONOMIE**

OU

CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR  
LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE, MAIS QUE  
L'ON N'A JAMAIS VOULU VOUS APPRENDRE



# CHAPITRE I

## **L'économie : Un jeu à trois joueurs**

*"Les opinions, c'est comme les paires de fesses.  
Tout le monde en a.  
Je ne m'intéresse pas aux opinions,  
Mais aux faits et à leurs explications."*

Clint Eastwood

### **Les faits**

*Fait numéro un : la croissance dépend des entrepreneurs*

La croissance économique dépend d'individus un peu anormaux appelés communément «entrepreneurs».

Ils prennent tous les risques, supportent tous les coûts (devrais-je dire les coups?) et se paient avec la différence tout à fait aléatoire entre l'argent qu'ils ont avancé et celui qu'ils peuvent récupérer chez leurs clients.

Cette différence s'appelle profit si elle est positive (dans ce cas de figure, elle est toujours excessive aux yeux des tiers), et perte si elle est négative (dans ce cas, elle est, toujours aux yeux des tiers, le signe d'une incompétence notoire de l'entrepreneur).

Les seuls pays qui ont connu une croissance forte et le plein-emploi sont toujours ceux où, sans favoriser les

entrepreneurs, le pouvoir politique les a simplement laissés tranquilles<sup>9</sup>.

Les entrepreneurs, ayant par essence plus d'idées que d'argent, sont sans arrêt à la recherche des trois sous qui leur manquent pour boucler leur budget ou finir de mettre au point leur dernière invention.

Sur le plan financier, ils ont donc tendance à avoir ce que l'on nomme en termes techniques un «cash-flow négatif», c'est-à-dire qu'ils gagnent (parfois) de l'argent, mais que curieusement ils ont (toujours) un trou dans la caisse, tout simplement parce qu'ils réinvestissent constamment dans leur entreprise.

Leur dernière caractéristique est enfin qu'ils vivent dans une incertitude totale, toujours coincés entre des coûts qu'ils contrôlent mal et des clients qu'ils contrôlent moins encore. À tout moment, notre entrepreneur peut tout perdre et se retrouver à la rue, totalement démuné. Et c'est un fait bien connu que la très grande majorité des entrepreneurs échouent, perdent tout et ruinent leurs actionnaires. Ils payent ainsi un lourd tribut à leur passion - la création -, puisqu'ils enregistrent le taux de mortalité le plus élevé des classes d'âge 40-70 ans (source: INED), ce qui donne une idée de la tension psychologique dans laquelle ils vivent. Par contre, l'infime pourcentage qui réussit gagne suffisamment pour compenser toutes les pertes enregistrées par les incapables ou les malchanceux... et au-delà.

---

<sup>9</sup> Louis XIV, en visite à Saint-Malo, avait demandé aux armateurs locaux comment il pouvait les aider. Ceux-ci avaient répondu : « Surtout, surtout ne faites rien, Sire. »

Et, c'est bien entendu, cet infime pourcentage qui est à l'origine de la croissance économique<sup>10</sup>.

*Fait numéro deux: l'épargne est constituée par les rentiers.*

Dans n'importe quelle société, il y a une toute petite minorité d'entrepreneurs et une énorme majorité de rentiers. Les rentiers sont les fourmis de ce bon monsieur de La Fontaine. Si elles gagnent 100, elles épargnent régulièrement 10, comme les petites créatures raisonnables qu'elles sont. Et cette épargne, elles entendent la voir fructifier régulièrement, sous le double effet de son accumulation et des intérêts perçus. Par définition, les rentiers veulent prendre le minimum de risques. Ils prêteront leur épargne, à condition d'en retirer un loyer suffisant pendant la période durant laquelle ils ne peuvent en disposer. Sans oublier qu'ils entendent la récupérer dans son intégralité à la fin du contrat de prêt.

La différence de profil psychologique entre le rentier et l'entrepreneur est donc immense.

L'un vit dans le risque perpétuel, est prêt à tout perdre et se trouve en permanence en situation de cash-flow négatif; l'autre vit dans le confort d'un revenu assuré, ne souffre d'aucune angoisse et se réjouit de voir son épargne grossir régulièrement. Comme le disait Dickens : « Revenu 20 livres par an, dépenses 19 livres et six shillings, bonheur; Dépenses, vingt livres et six shillings, angoisse et insomnies. »

---

<sup>10</sup> Voir *Des lions menés par des ânes* du même auteur, pour une démonstration plus complète de ces points, ou beaucoup mieux encore, la parabole du semeur dans les Évangiles, parfaite illustration du phénomène que nous venons de décrire (pour une explication libérale des Évangiles, cf. *Un libéral nommé Jésus*, même auteur, Bourin éditeur, 2005).

Il va sans dire que notre rentier n'a pas la moindre intention de confier son épargne à ce fou d'entrepreneur, car il sait parfaitement qu'il pourrait fort bien ne jamais la revoir.

Nous avons donc à l'évidence un gros problème d'organisation.

D'un côté, des preneurs de risques (en petit nombre), bourrés d'idées et sans un sou, et dont nous savons à l'avance qu'une grande majorité va échouer; de l'autre, de très nombreux individus, bons pères de famille et bons citoyens, disposant individuellement d'une épargne, certes faible, mais qui, si on l'agrège à celle de tous les autres, peut représenter des sommes gigantesques.

Comment organiser, à la satisfaction générale, le transfert de l'épargne des seconds vers les premiers ? Voilà l'une des questions centrales de tout système économique.

Et c'est là qu'arrive sur la scène notre troisième joueur, l'immonde, le détestable, le monstrueux intermédiaire financier.

*Fait numéro trois: une économie performante a besoin de Shylock<sup>11</sup>.*

Résumons: d'un côté, nous avons une multitude de petits épargnants méritants et consciencieux ; de l'autre un petit nombre d'aventuriers, dont nous savons déjà qu'une majorité va tout perdre, mais qui, par la compensation globale des gains et des pertes, vont beaucoup gagner.

---

<sup>11</sup> Personnage central du Marchand de Venise, de Shakespeare, pour lequel nous avons toujours eu une grande sympathie.

La question est donc simple: Comment mettre à la disposition des entrepreneurs l'argent accumulé par les rentiers de la façon la plus efficace possible?

La réponse a toujours été la même, depuis Hammurabi jusqu'à Goldman Sachs ou Axa. Il nous faut un intermédiaire qui accepte de supporter le risque du nécessaire transfert financier entre les entrepreneurs et les rentiers. Notre intermédiaire - Shylock, monsieur de Nucingen, ou le Crédit agricole... - va collecter l'épargne des rentiers et la mettre à la disposition des entrepreneurs, et, bien entendu, comme tout le monde doit vivre, il prendra sa livre de chair au passage. Il «empruntera», par exemple, à 3% aux rentiers<sup>12</sup> et prêtera à 6% aux entrepreneurs.

La différence doit servir à couvrir les coûts de fonctionnement de son organisation, rémunérer son capital, et lui permettre de faire des réserves pour le cas fort probable où un certain nombre de ses débiteurs viendraient à faire faillite...

Très curieusement, de nombreuses religions, l'islam d'aujourd'hui par exemple, refusent cette médiation par le banquier pour des raisons morales, ne comprenant pas que le banquier est un entrepreneur comme un autre, qui vit en risque perpétuel. De ce fait, les sociétés où règnent ces interdictions sont condamnées à la stagnation économique et donc politique...

Le rôle de notre intermédiaire financier requiert des qualités tout à fait exceptionnelles: il lui faut de la probité, de la rigueur, beaucoup de discernement - pour sélectionner les bonnes entreprises et écarter les mauvaises -, une grande et

---

<sup>12</sup> Très peu de ceux qui déposent leur argent à la banque se rendent compte que, dans le fond, la banque le leur «emprunte».

nécessaire sécheresse de cœur, enfin, de très, très importants fonds propres; c'est-à-dire être riche comme Crésus.

Si plusieurs chefs d'entreprise auxquels notre intermédiaire a fait confiance font faillite, il lui faudra amortir le choc en puisant dans son capital et ses réserves.

Compétent, rigoureux, intelligent, riche (et pourquoi pas beau, tant qu'à faire ?), prêtant de l'argent aux gens qui en ont besoin en contrepartie de l'assurance d'être remboursé, notre intermédiaire a toutes les qualités requises pour être haï, ce qui n'a jamais manqué d'être le cas tout au long de l'Histoire. Pour ma part, je n'ai pas le souvenir d'avoir lu une seule description favorable ou même vaguement neutre d'un banquier dans toute la littérature mondiale<sup>13</sup>.

Résumons-nous.

La plupart des entrepreneurs vont échouer mais ceux qui vont réussir vont le faire au-delà de tous leurs espoirs. Ces entrepreneurs vont toucher des profits (P).

Le rentier de base veut sa « rente » (R), mais surtout, il veut que son capital lui soit garanti.

Notre intermédiaire financier va donc collecter l'argent des seconds pour le prêter aux premiers. Pour ce faire, il va toucher une commission d'intermédiation (I), qui doit être suffisante pour couvrir à la fois ses coûts et ses risques.

Comment le partage de la valeur ajoutée créée par nos entrepreneurs va-t-il s'effectuer? C'est la question centrale. Je vais essayer d'y répondre.

---

<sup>13</sup> C'est d'autant plus étonnant que nombre de banquiers, et non des moindres, ont été des mécènes ou des philanthropes de grande renommée, par exemple les Médicis ou les Rothschild, ce dont les artistes ont largement profité.

Pour que notre économie à trois joueurs fonctionne harmonieusement, l'équation suivante doit être vérifiée:

$$P-I = R.$$

Je viens d'énoncer, sous une forme abrégée, une relation de simple bon sens: pour que nous ayons une solide croissance économique, il faut que les entrepreneurs gagnent plus, en moyenne, que les rentiers, déduction faite des frais de notre intermédiaire...

Par exemple, si on emprunte de l'argent à son banquier, on lui paiera un intérêt qui devra couvrir le coût de l'argent pour le banquier - c'est-à-dire le coût auquel le banquier lui-même a emprunté - ainsi que les frais de fonctionnement et de garantie dudit banquier.

C'est tout le sens de l'équation  $P-I = R...$

Mais celle-ci va permettre de faire un bond gigantesque dans la compréhension des faits économiques. En effet, elle permet d'analyser de façon rationnelle la façon dont doit se partager la richesse créée dans une économie entre le banquier, l'entrepreneur et le rentier.



## CHAPITRE II

### **Le partage de la richesse entre le père Goriot (le rentier), César Birotteau (l'entrepreneur) et le Baron de Nucingen (le banquier)**

*"Français, enrichissez-vous...  
par le travail et par l'épargne."*

Guizot

Dans tous les discours socialistes de préaux, il est de bon ton de citer le « Enrichissez-vous » de Guizot pour s'en moquer et ainsi mettre en lumière la dureté de cœur des horribles capitalistes face à l'infinie bonté de l'orateur.

Pour arriver à leurs fins, nos Tartuffes ne retiennent qu'une partie de ce qu'a dit le grand homme d'Etat et historien du XIXème siècle... « Enrichissez-vous » sans jamais mentionner la deuxième partie «...par le travail et par l'épargne». Ces nobles cœurs savent en effet que leurs concitoyens ne trouveraient rien à redire à l'idée que ceux qui travaillent beaucoup et épargnent beaucoup s'enrichissent plus que ceux qui ne font rien et vivent de la charité publique. En réalité, Guizot disait déjà ce que j'essaie d'expliquer.

D'abord une question toute simple: dans une économie moderne, « normale », que gagnent les entrepreneurs? Les statistiques tirées de l'économie américaine sont les plus probantes, car elles sont disponibles depuis cent ans sans interruption, ce qui leur assure une grande fiabilité historique.

En aucun cas, cela ne doit être interprété comme une prédilection pour les États-Unis<sup>14</sup>, puisque je montrerai également que les résultats sont directement transposables à d'autres pays, pour peu qu'ils disposent de statistiques.

### *Détermination du profit*

Les économistes ont un talent tout particulier pour créer des mots compliqués et pour faire croire qu'ils savent des choses que le commun des mortels ignore. L'un de ces termes est le PNB (produit national brut) qui correspond simplement à la somme des richesses nouvelles créées dans une année par l'économie d'un pays - techniquement, la somme des valeurs ajoutées. Or tout bon socialiste-marxiste de base sait que les profits sont:

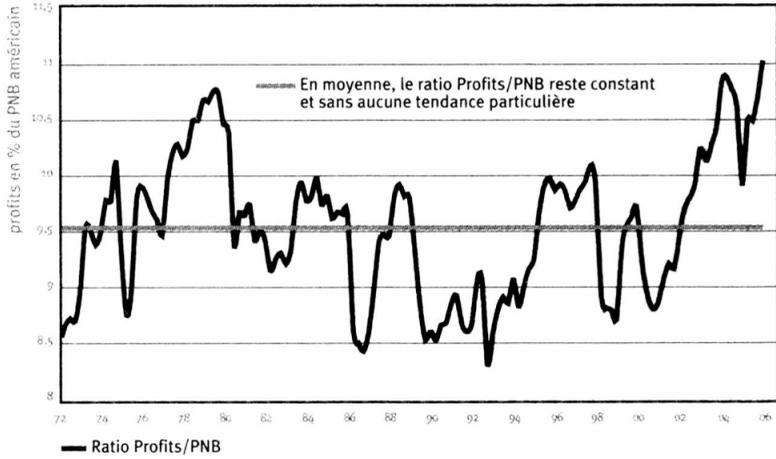
- dans une constante baisse structurelle (thèse de la rentabilité décroissante du capital, thèse centrale à toute la théorie marxiste),
- trop élevés aujourd'hui comme hier, ce qui est un peu contradictoire avec la thèse précédente, mais permet d'expliquer que tous les problèmes seraient réglés si les profits étaient distribués aux travailleurs - syndiqués à la CGT de préférence !

Qu'en est-il en réalité?

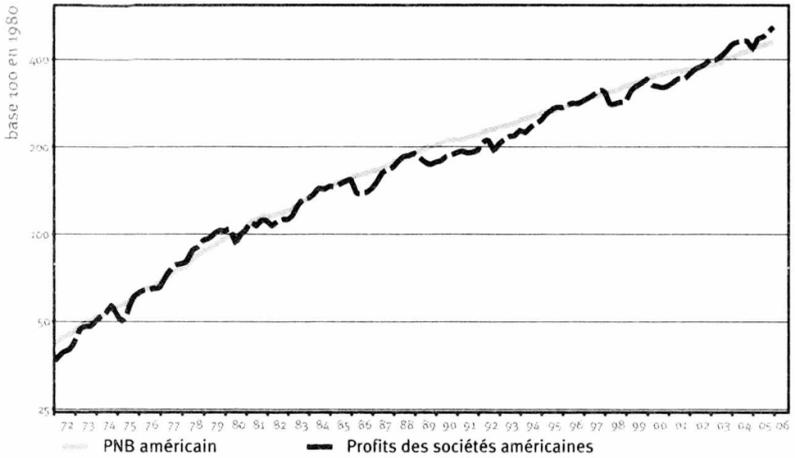
---

<sup>14</sup> Par contre, je ferai preuve d'une prédilection constante pour les pays gérés rationnellement, en fonction des résultats de l'expérience. Ce qui m'amènera souvent à dire du bien des États-Unis, non pas parce qu'ils sont les États-Unis, mais parce qu'ils sont bien gérés, ce qui n'est pas la même chose.

## PNB et profits aux États-Unis



## PNB et profits aux États-Unis



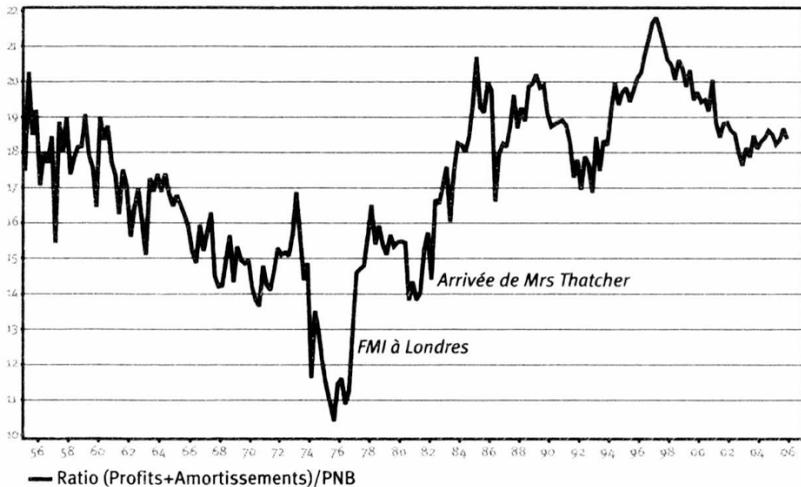
Depuis 1972, les profits aux Etats-Unis oscillent entre 8,5 % et 10,5 % du PNB, soit 9,5 % en moyenne, sans qu'aucune tendance à la baisse ou à la hausse n'apparaisse... Tant pis pour Marx. Sur cent dollars de richesse créée aux États-Unis, 9,5 % en moyenne reviennent donc aux entrepreneurs. Mais, dans ce ratio, on trouve une seconde information implicite: pour que le ratio reste constant, il faut que les taux de croissance du PNB et des profits soient égaux.

Depuis 1980, le PNB américain (courbe grise continue) et les profits (courbe noire en pointillé) ont été multipliés par un peu plus de quatre. Dans un pays « normal », les profits restent donc constants en pourcentage du PNB, et leur taux de croissance est égal à celui du PNB. Ceci est parfaitement rationnel: si les profits croissaient plus vite que le PNB, ce dernier serait à terme uniquement constitué de profits. Inversement, si les profits croissaient moins vite, la croissance s'effondrerait à plus ou moins long terme, comme cela s'est produit en Union Soviétique.

L'exemple américain se vérifie-t-il ailleurs? Nous disposons des chiffres concernant la Grande-Bretagne, légèrement différents cependant puisqu'ils incorporent l'amortissement des sociétés.

Commençons donc par notre ennemi héréditaire favori...

## PNB et profits en Grande Bretagne



Même résultat, mais avec une légère variante.

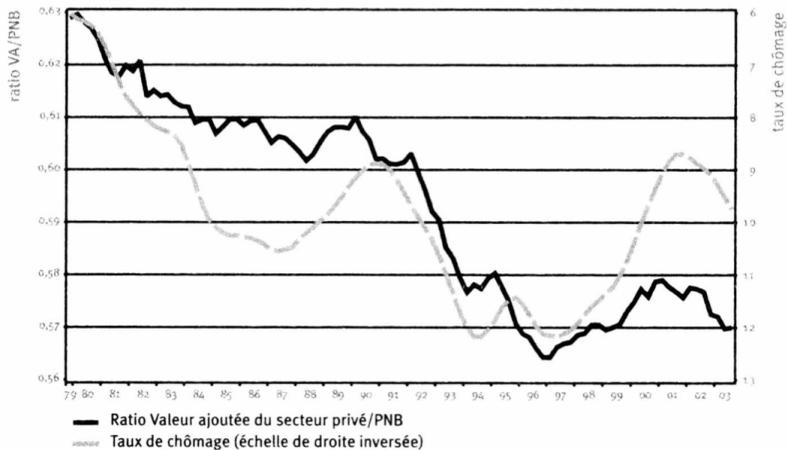
Comme on le sait, la Grande-Bretagne fut l'homme malade de l'Europe de 1956 (date du début du graphique) à 1977 - Angleterre en faillite, le FMI contrôle Londres. Ces vingt années, marquées par un interventionnisme étatique triomphant, se caractérisent par un écroulement des profits des entrepreneurs.

En 1979, les Anglais, lassés de l'incompétence de leurs classes dirigeantes, portent alors au pouvoir une abominable épicière au cœur sec, Margaret Thatcher, à peu près au moment où les Français décident de passer de l'ombre à la lumière en offrant la présidence de la République au fin lettré à l'âme noble et au caractère désintéressé qu'était François Mitterrand. En Grande-Bretagne, les profits se redressent et retrouvent leur niveau des années 1950, le chômage baisse, le niveau de vie général monte... Le contraire se passe en France. Mitterrand aurait-il mené une politique défavorable aux profits ? Se pourrait-il, si c'était le cas, qu'il y ait une relation entre baisse

des profits, baisse du niveau de vie, hausse de la pauvreté et hausse du chômage ?

Pour vérifier cette hypothèse, il y a un problème statistique : la France ne dispose pas dans ses banques de données statistiques fiables sur les profits réalisés chez elle. Il existe des chiffres sur les sociétés cotées au CAC 40, mais celles-ci ne réalisent que 15% de leur chiffre d'affaires en France. Les entreprises cotées en bourse ne constituent pas un échantillon représentatif de la rentabilité du capital en France. Il faut donc utiliser un ratio rapportant la valeur ajoutée créée par nos sociétés du secteur privé à notre PNB. Ce qui veut dire que nous ajoutons les salaires payés par le secteur privé aux profits réalisés dans le même secteur<sup>15</sup>.

### Chômage et Ratio valeur ajoutée du secteur privé/PNB en France

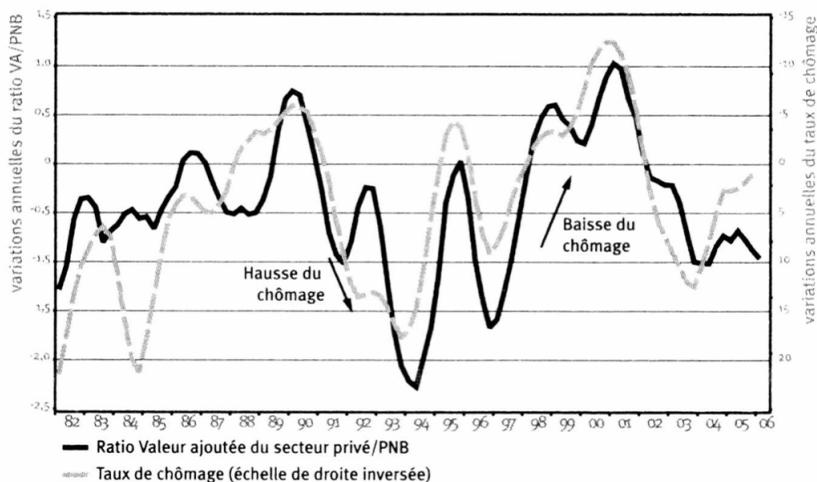


<sup>15</sup> L'hypothèse implicite que nous faisons ici est que le partage de la valeur ajoutée dans les sociétés privées est resté constant entre capital et travail, ce qui est vrai sur le (très) long terme, mais peut être faux sur le moyen terme.

En vingt-deux ans, la valeur ajoutée créée par les sociétés du secteur privé a perdu 6 % par rapport à l'évolution du PNB... et le chômage est monté de 7% à 10% de la population active (attention, la courbe grise en pointillé du chômage est inversée : si elle baisse, cela veut dire que le chômage monte). A l'évidence, nous sommes sur les traces de la Grande-Bretagne de 1956 à 1977...

Pour affiner un peu plus cette analyse, vérifions si, par hasard, les variations de la valeur ajoutée en France auraient une influence sur les variations du chômage, un peu comme aux États- Unis...

### Chômage et Ratio valeur ajoutée du secteur privé/PNB en France (variations)



Le résultat est parlant: toute baisse de la valeur ajoutée est suivie par une hausse du chômage six mois plus tard, et vice versa...

Ce premier petit tour de piste économique nous a donc appris trois choses sur les profits et leur rôle dans l'économie:

- dans un pays « normal »<sup>16</sup>, ils restent stables par rapport au PNB,
- quand ils baissent structurellement, le chômage monte tout aussi structurellement,
- le sens de la dynamique va des profits vers l'emploi, et non pas l'inverse.

Tout cela peut paraître quelque peu technique, voire superflu. Et pourtant, ces points seront essentiels quand nous traiterons des phénomènes structurels.

Le travail sur l'entrepreneur ayant été fait, il nous faut maintenant déterminer ce que va gagner notre rentier.

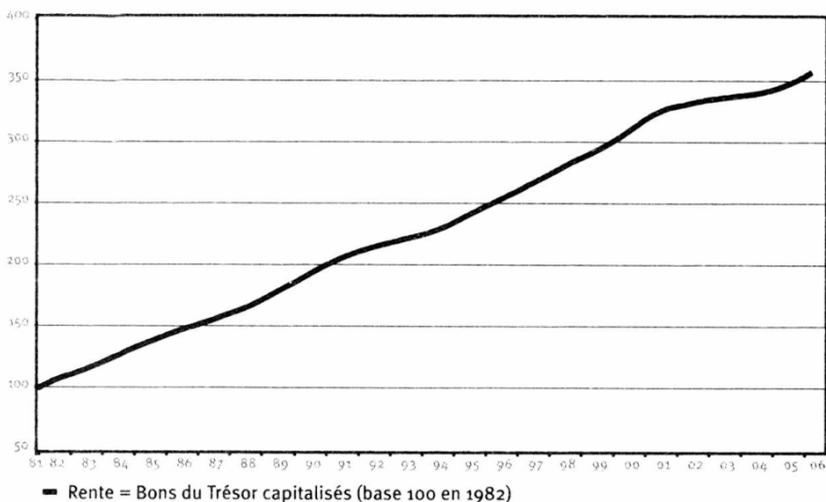
### *Détermination de la rente*

Là, les choses sont plus faciles : le rentier qui ne veut prendre aucun risque va placer son argent en bons du Trésor à trois mois, c'est-à-dire en fonds de trésorerie offerts par sa banque, et il capitalisera tranquillement ses intérêts... Un rentier américain qui aurait investi 100 dollars en 1982 aura donc à la fin de 2005 un peu plus de 353 dollars... comme le montre le graphique suivant.

---

<sup>16</sup> Un pays normal est un pays où on laisse les entrepreneurs tranquilles et où le droit qui s'applique aux affaires ne change pas sans arrêt. Le lecteur jugera lui-même si cette définition s'applique à la France.

## Évolution de la rente aux États-Unis



Comme le PNB américain a été multiplié par un peu plus de quatre depuis 1982, et que la rente a été multipliée par 3,5, monsieur de Nucingen (le système bancaire) a pu se rémunérer comme il le méritait puisque P-R (les profits moins la rente) a été positif. Ce que nous vérifions aussitôt, la courbe gris clair continue étant la plupart du temps bien au-dessus de la courbe gris foncé continue...

## Évolution de la rente, du PNB et des profits aux États-Unis

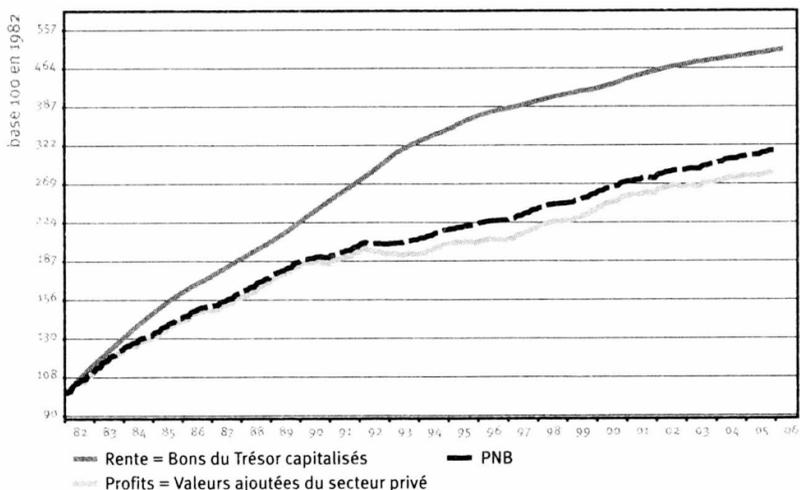
The graph displays three data series from 1979 to 2003, indexed to 1982. The Y-axis represents the index value, ranging from 75 to 464. The X-axis represents the year. The three series are: Rente = Bons du Trésor capitalisés (dashed line), PNB américain (solid line), and Profits des sociétés américaines (dotted line). All three series show a strong upward trend, with the Rente series reaching the highest value of approximately 464 by 2003, followed by the PNB américain at approximately 322 and the Profits des sociétés américaines at approximately 300.

| Year | Rente = Bons du Trésor capitalisés | PNB américain | Profits des sociétés américaines |
|------|------------------------------------|---------------|----------------------------------|
| 79   | 75                                 | 75            | 75                               |
| 80   | 85                                 | 80            | 80                               |
| 81   | 95                                 | 90            | 90                               |
| 82   | 100                                | 100           | 100                              |
| 83   | 110                                | 110           | 110                              |
| 84   | 120                                | 120           | 120                              |
| 85   | 130                                | 130           | 130                              |
| 86   | 140                                | 140           | 140                              |
| 87   | 150                                | 150           | 150                              |
| 88   | 160                                | 160           | 160                              |
| 89   | 170                                | 170           | 170                              |
| 90   | 180                                | 180           | 180                              |
| 91   | 190                                | 190           | 190                              |
| 92   | 200                                | 200           | 200                              |
| 93   | 210                                | 210           | 210                              |
| 94   | 220                                | 220           | 220                              |
| 95   | 230                                | 230           | 230                              |
| 96   | 240                                | 240           | 240                              |
| 97   | 250                                | 250           | 250                              |
| 98   | 260                                | 260           | 260                              |
| 99   | 270                                | 270           | 270                              |
| 00   | 280                                | 280           | 280                              |
| 01   | 290                                | 290           | 290                              |
| 02   | 300                                | 300           | 300                              |
| 03   | 464                                | 322           | 300                              |

Les États-Unis méritent, une fois de plus, leur réputation de pays bien géré, c'est-à-dire en fonction de critères rationnels tirés de l'expérience. Un exemple quasiment impossible à suivre pour la plupart des hommes politiques qui exercent leurs talents ailleurs.

La France, pays géré par une technocratie que le monde entier nous envie, a-t-elle respecté cette hiérarchie des rémunérations en fonction des risques pris par l'entrepreneur et le rentier?

## Évolution de la rente, du PNB et des profits en France



Chez nous, il fallait être un rentier, puisqu'en l'espace de vingt-deux ans, le rentier a multiplié son capital par 5,2 (courbe gris foncé continue), alors que l'entrepreneur était le moins bien loti, la croissance de ses profits (courbe gris clair continue) ayant été inférieure à celle du PNB (courbe noire en pointillé).

Depuis vingt ans, nous assistons à un transfert de richesse constant et massif de ceux qui prennent des risques vers ceux qui n'en prennent pas. Si le but de la technocratie française est de ruiner les entrepreneurs, elle est en passe d'y arriver. Ce qui ne fait pas le bonheur de ceux qui cherchent du travail, et qui doivent le trouver à Londres, en Californie ou en Asie, là où les profits sont satisfaisants. En fait, la plus grande réussite de cette politique en place depuis plus de vingt ans a

été de favoriser l'exportation... de tout ce que la France comptait de travailleurs et d'entrepreneurs talentueux.

En termes politiques, c'est un résultat parfaitement rationnel : ces entrepreneurs sont, par définition, les plus grands concurrents des technocrates dans la lutte pour le pouvoir. Un jour, en effet, la population pourrait avoir envie de voter pour des hommes ou des femmes qui ont fait preuve de leur compétence. En les forçant à s'exiler, on se débarrasse de concurrents potentiels redoutables.

En résumé, depuis 1982 en France, moins on prend de risques, plus on gagne de l'argent.

N'est-ce pas ce qui explique en partie le chômage structurel dont nous souffrons? Le rentier n'a jamais créé et ne créera jamais d'emplois... Comment en est-on arrivé là?

Dans notre jeu à trois joueurs sont venus s'intercaler deux soi-disant arbitres, dont la présence, loin de clarifier les choses, ne fait que les perturber. Nous voulons parler de l'État dans son rôle nouveau d'État-providence et de la Banque centrale, le plus souvent gérés selon des principes à la fois antidémocratiques et antiéconomiques.

## CHAPITRE III

### **Pourquoi Robin des Bois fut un désastre, surtout pour les pauvres**

*"Toute politique qui vole de l'argent à Paul  
pour le donner à Jacques aura toujours  
le soutien inconditionnel de Jacques"*

Mark Twain

Comme tout bon observateur de la vie politique le sait, Robin des Bois est le saint patron du social-démocrate qui se respecte. Prendre aux riches (au poids électoral faible) pour donner aux pauvres (fort nombreux), comme le fit Robin des Bois dans la forêt de Sherwood, satisfait, en effet, à deux objectifs essentiels à tout homme politique:

- être élu ou réélu (il y a plus de pauvres que de riches),
- ne rien lui coûter et l'aider à se sentir bien dans sa peau, tel le pharisien dans les Évangiles, se félicitant bruyamment de sa grande bonté et n'ayant que mépris pour le pauvre publicain (traduire, chef d'entreprise), qui, au fond de la synagogue, s'échine à payer les salaires de ses employés et n'a pas le temps de s'occuper des affaires de la cité ou des galas de charité...

Ce que ne dit jamais Walter Scott, c'est que le prix de toutes les denrées aux alentours de la forêt était très élevé par rapport à celui des autres régions anglaises. Les commerçants autour de Sherwood, pour se protéger du bandit au grand cœur, se devaient, en effet, de régler des dépenses d'assurance, de gardiennage, de police et de convoi armé très supérieures à ce qu'elles étaient partout ailleurs. À cause des bienfaits

apparents de ce bon Robin des Bois - bienfaits, qui, remarquons-le au passage, ne lui coûtaient rien -, le niveau de vie des pauvres autour de Sherwood était donc très inférieur à ce qu'il était dans le reste de l'Angleterre.

Comme le disait fort justement Frédéric Bastiat<sup>17</sup>, en économie, il y a ce qui se voit et ce qui ne se voit pas. Le spécialiste des opérations apparemment généreuses et qui finissent toujours par coûter fort chères, c'est bien entendu, l'État, l'État moderne, notre nouveau Robin des Bois. L'État et ses errements.

L'État, dans la tradition des Lumières - ou des auteurs libéraux, ce qui est la même chose -, a quatre fonctions, dites régaliennes, qu'il exerce de façon monopolistique :

- il organise la défense du territoire national (monopole de la guerre),
- il exerce le maintien de l'ordre à l'intérieur du territoire (monopole de la police),
- il assure la justice et fait fonctionner les tribunaux (monopole du droit et de son exécution),
- il mène les discussions avec les autres États (monopole de la diplomatie).

Pour lui permettre d'exercer ces fonctions, les citoyens, ou les sujets, reconnaissent, bon gré mal gré, à cet État le monopole de la violence. Seul l'État ou ses représentants dûment mandatés ont le droit d'exercer des violences et des contraintes sur les ressortissants du pays.

---

<sup>17</sup> Très grand économiste français du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, contemporain de Tocqueville et son égal intellectuel. Il fut l'économiste préféré de Ronald Reagan. Dans des pages célèbres, il décrit par exemple l'émergence inéluctable de la Sécurité sociale, ses dévoiements et pourquoi elle terminerait en faillite. La Sécurité sociale n'allait pas être créée avant... un siècle.

Toute autre violence est criminelle.

L'État se définit donc par sa capacité à se constituer des monopoles dans les domaines dont il a la charge. La grande affaire de ceux qui s'intéressent à la politique, au sens noble du mot, est la conquête de l'État, afin de se servir de tous ses monopoles et d'arriver à leurs objectifs. Dans nos sociétés, cette conquête passe par l'élection.

Et qui dit élection, dit promesse d'intervention au profit de ceux qui vous ont élu.

Tout cela est parfaitement normal, et sain.

Un - léger - problème cependant risque d'apparaître très vite. Il y a beaucoup de rentiers/salariés/fonctionnaires et extrêmement peu d'entrepreneurs. La tentation des politiques sera donc souvent de solliciter les suffrages de la catégorie la plus importante numériquement en diabolisant les entrepreneurs - les « riches » - et en essayant bien sûr de faire croire à nos pauvres fourmis que l'État va, d'une part, les protéger et, d'autre part, exercer le métier des entrepreneurs - c'est-à-dire prendre des risques - mieux que ces derniers. Tout le monde se souvient des résultats remarquables obtenus un peu partout par la planification étatique...

Il s'agit là de la fameuse doctrine de l'État-providence, chère à la gauche comme à une certaine droite<sup>18</sup> dans sa version douce, ou à l'Union soviétique et à la Corée du Nord dans sa version plus musclée...

Comment, dès lors, éviter toute dérive démagogique lors de l'incontournable consultation électorale. Telle a été la

---

<sup>18</sup> Margaret Thatcher appelait cette droite les *wet*, c'est-à-dire les mouillés et le général de Gaulle les affublait du nom de «fromage blanc». Le propre des *wet*, c'est qu'ils sont incapables de faire des réformes de structure. Ils pensent toujours qu'il vaut mieux couper la queue du chien par petits bouts, pour éviter que la pauvre bête ne souffre trop.

question centrale à laquelle se sont heurtés la plupart des constituants dans l'Histoire. De façon générale, et pour faire court, les solutions choisies ont dépendu de la conception fondamentale que ces constituants avaient du rapport entre la propriété (fondement du droit) et la loi. Si la propriété est perçue comme antérieure et supérieure à la loi, alors les élus, même tentés par la démagogie, ne peuvent pas changer les règles gouvernant le droit de propriété, mis hors d'atteinte par la loi fondamentale.

En revanche, si la loi peut changer les règles qui régissent le droit de propriété, alors il suffit à nos élus de s'emparer de l'appareil législatif et réglementaire pour assurer leur réélection, en spoliant, à court terme, les entrepreneurs et en tuant, à long terme, la poule aux œufs d'or. Leur cri de guerre est: «Vous avez juridiquement tort puisque vous êtes politiquement minoritaires», phrase prononcée en 1981 par un juriste, homme politique de gauche. On ne peut imaginer une plus grande abomination intellectuelle pour un juriste. Avec elle, on peut tout justifier.

La première conception est celle des libéraux et trouve son origine dans la pensée des philosophes, notamment écossais, du siècle des Lumières.

La seconde est celle des marxistes, acceptée et relayée avec enthousiasme par tout ce que le monde compte de technocrates, de socialistes ou de keynésiens - qui sont souvent les mêmes.

Au risque d'être accusé de simplisme, je soutiens, pour la clarté de la démonstration, que la première conception trouve aujourd'hui son champion aux États- Unis, et la seconde en France.

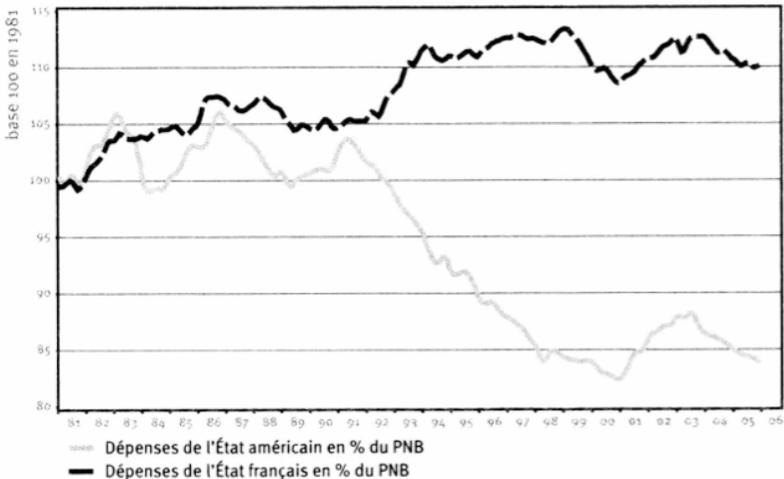
Les élections présidentielles de 1980 aux États-Unis et de 1981 en France portaient d'ailleurs exactement sur ce débat.

Reagan fut élu sur l'idée que l'État était le problème, Mitterrand sur la conviction que l'État était la solution.

Curieusement, aucun de leurs successeurs n'a cherché à remettre en cause les directions qu'ils avaient prises il y a plus d'un quart de siècle. Il est donc intéressant d'observer, depuis, l'évolution respective de ces deux pays.

Premièrement, comment les élus ont-ils honoré leurs promesses et comment la part de l'État, en pourcentage de la richesse produite, a-t-elle évolué depuis 1981? Dans le graphique suivant, le constat est éloquent: le poids de l'État français a augmenté de 10% tandis que celui de l'État

### Dépenses publiques/PNB aux États-Unis et en France



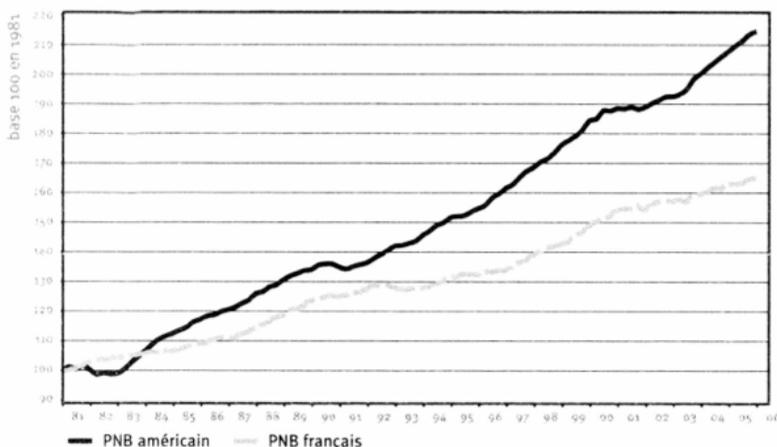
américain baissait de 15%.

On notera qu'il a fallu près de dix ans pour que les réformes structurelles initiées par Reagan et relayées par le Congrès républicain élu en 1994 débouchent sur une

diminution du poids de l'État dans l'économie américaine. Dix ans, c'est plus long que tous les mandats électoraux, d'où, d'ailleurs, la difficulté de réformer. Mais Clinton, qui bénéficia des réformes de Reagan, eut la grande intelligence de ne strictement rien faire pendant son mandat.

Deuxièmement, quelle a été l'évolution respective des

### PNB en volume aux États-Unis et en France

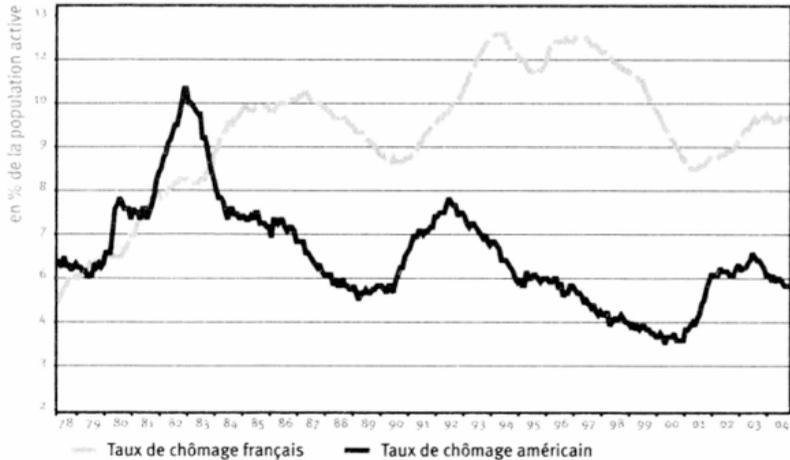


PNB américain et français depuis 1981 ?

Le PNB américain a plus que doublé, tandis que le nôtre n'augmentait que de 60% en vingt-quatre ans. Il convient de rappeler ici que sur les vingt-quatre années précédentes, la croissance française avait été très supérieure à la croissance américaine: la rupture de croissance date de 1981. Un hasard sans aucun doute...

Troisièmement, cette faible croissance française a-t-elle permis une création massive d'emplois, grâce à un bel effort de

## Chômage aux États-Unis et en France



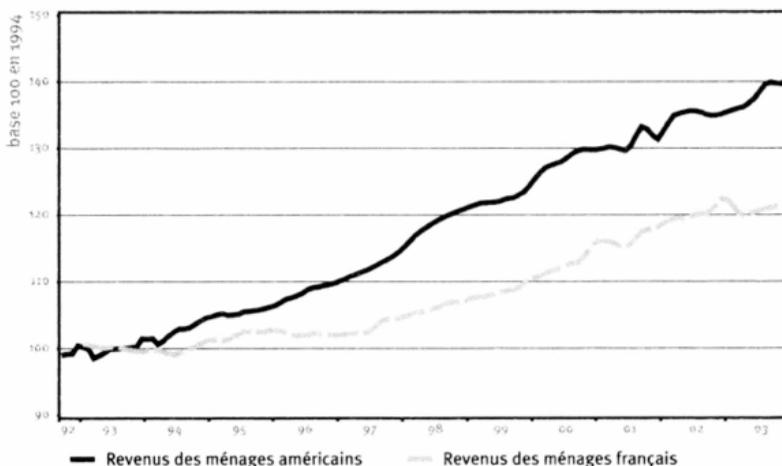
solidarité nationale - le partage du travail et les 35 heures? A l'inverse, le capitalisme débridé d'outre-Atlantique a-t-il conduit les prolétaires américains à la soupe populaire ou à la mendicité ?

Bizarrement, il n'en est rien !

Les taux de chômage qui étaient similaires en 1981 ont profondément divergé dès 1984, pour ne plus jamais se rejoindre... Aujourd'hui, les Etats-Unis ont un taux de chômage de 4% alors que le nôtre continue à camper fièrement aux alentours de 10%. Certes, nous dira l'observateur neutre - et marxiste ou sorti de l'Ena, ce qui revient au même -, cette création d'emplois aux États-Unis a dû se faire au détriment du pouvoir d'achat...

Or le niveau de vie des Américains a plus que doublé depuis 1981, alors que le nôtre a péniblement progressé de 60 %, et l'écart ne cesse de se creuser. D'après les tout récents

## Revenus des ménages aux États-Unis et en France

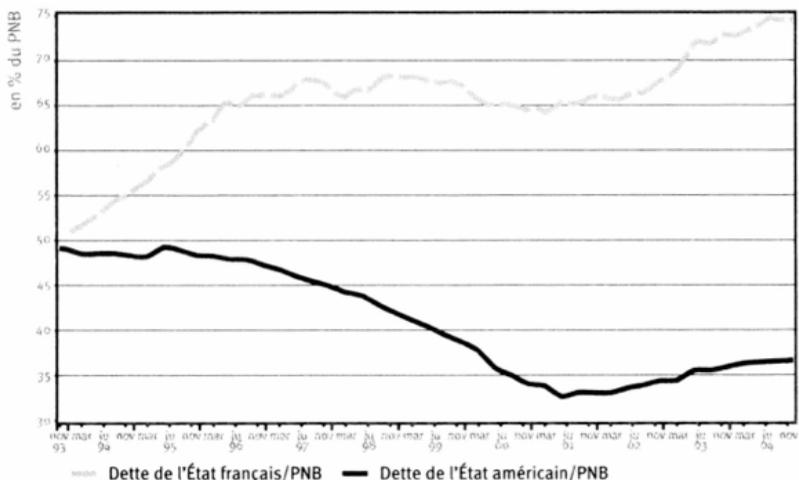


calculs de l'OCDE, si ces tendances se confirment, dans vingt ans, les salariés américains auront un niveau de vie de plus du double de celui des salariés français. Comme c'est contrariant pour nos élites si profondément attachées aux théories de la lutte des classes et de la paupérisation du prolétariat...

Heureusement, notre observateur compétent et impartial a la réponse à toutes ces apparentes contradictions : le déficit budgétaire américain est responsable de ce phénomène, déficit dont tout homme averti sait qu'il est à l'origine de l'ensemble des maux de la planète.

Un déficit se transforme toujours en dette. La dette française est-elle restée dans des limites raisonnables, alors que

## Ratio Dette publique/PNB aux États-Unis et en France



celle des États-Unis obligera les Américains à faire payer à leurs enfants le coût des baisses d'impôts totalement irresponsables?

En fait, la dette du gouvernement américain a baissé (en pourcentage de la richesse créée), alors que la dette française a largement dépassé les critères de Maastricht ! Nous ne disposons de statistiques françaises sur la dette que depuis 1995, d'où le changement de date de départ pour ce graphique.

Décidément, l'économie est une chose déroutante ! On a du mal à y croire. Les bonnes intentions n'ont pas toujours les résultats escomptés, mais souvent l'effet inverse<sup>19</sup>... Il reste toutefois à notre observateur, toujours impartial et toujours marxiste, un argument moral implacable: l'État américain s'est mis au service des riches, et du coup - comme nul ne l'ignore en France - en Amérique, les gens mendient dans les rues, ce qui contraste avec la paix heureuse et la satiété tranquille qui règnent dans nos banlieues.

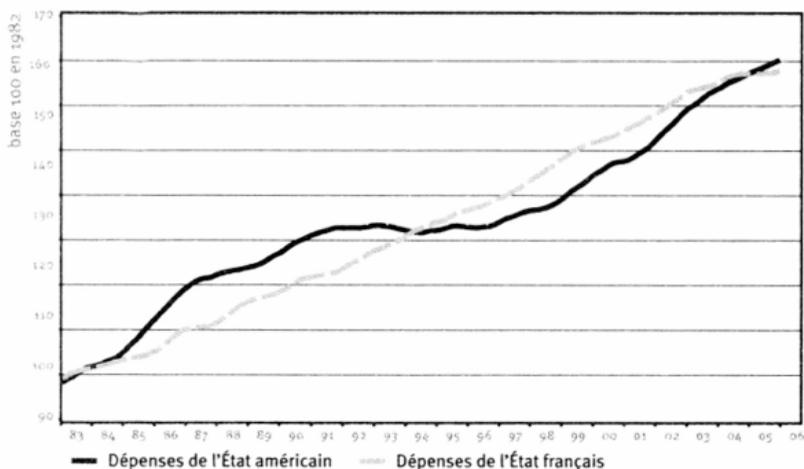
Pour notre observateur, la croissance de l'État s'identifie à la justice sociale, ce qui est, notons-le, une bizarrerie pour des marxistes attachés à la disparition de ce même État. La Corée du Nord incarne sans aucun doute leur idéal politique, puisque l'État y représente 100% du PNB et qu'il y règne une grande égalité de conditions: tout le monde crève de faim... ce qui est une habitude dans tous les pays socialistes. Les grandes famines du XXème siècle ont une caractéristique commune: elles ont toutes frappé des pays dont les gouvernements s'affichaient «socialistes»...

Par conséquent, les dépenses en volume de l'État français sont-elles fort supérieures aujourd'hui à celles de l'État américain ? Ce serait d'une part, l'assurance de notre parfaite bonté d'âme, et de l'autre du manque de conscience sociale des Américains.

---

<sup>19</sup> C'est déjà ce que disait saint Paul

## Dépenses de l'État aux États-Unis et en France (en volume)



Il n'en est rien.

Comme c'est agaçant !

Les dépenses des deux États ont eu une progression parallèle. Et aujourd'hui, l'État américain a légèrement plus de ressources que l'État français... Donc, il n'y a pas eu de paupérisation de l'État américain<sup>20</sup>... Ce dernier a moins dépensé en termes de pourcentage du PNB, mais obtient finalement plus en valeur absolue.

Comment est ce possible?

La réponse, hélas, est toute simple. Au lieu de tuer la croissance, l'État américain l'a favorisée. L'État en réalité ne

---

<sup>20</sup> Pour reprendre la célèbre formule de Michel Rocard. Qui prouve que comme tout bon inspecteur des finances français, l'ancien Premier ministre français ne comprenait rien à l'économie.

créée ni croissance économique, ni emplois, ni la moindre richesse. Au mieux, il crée les conditions de paix civile qui permettent d'enclencher la croissance: il faut bien comprendre que toute hausse de la part de l'État dans les revenus d'un pays correspond, de fait, à une baisse de la rentabilité du capital investi, et donc des profits.

L'État s'apparente à un mégasiège social. Si le coût du siège social augmente année après année, et que les ventes restent les mêmes, la rentabilité baisse. Si l'État prélève chaque année une part croissante de la richesse engendrée hors de son périmètre, il en reste moins à réinvestir l'année suivante; en termes techniques, la rentabilité du capital baisse. De ce fait, il y a moins d'argent à réinvestir. Le taux de croissance fléchit, les investissements diminuent, ce qui entraîne une détérioration de la compétitivité. Les fonctionnaires, dont les ressources baissent - malgré l'augmentation des impôts, ou plus exactement, à cause de l'augmentation des impôts -, vont imaginer de nouveaux prélèvements pour compenser ce déclin, et c'est le cercle vicieux : le nombre d'emplois, donc les recettes fiscales régressent et tout le monde s'appauvrit. Y compris l'État.

Voilà pourquoi ceux qui veulent que l'État dispose de plus d'argent devraient militer avec fureur pour bloquer une fois pour toutes les dépenses de l'État à un pourcentage prédéterminé du PNB, mettons 30%. De ce fait, ils assureraient à la fois la croissance de l'économie et la croissance des recettes de l'État, et pourraient s'engager enfin dans des programmes de redistribution à long terme...

La conclusion est imparable : l'État, notre Robin des Bois, est la principale cause du chômage qui règne aux alentours de la forêt de Sherwood !

Plus son rôle s'accroît, plus l'insécurité juridique augmente, et avec elle, la pauvreté, voire la grande pauvreté, qui a refait son apparition en France peu après... 1981. Encore un hasard.

À la question « Quel chef d'entreprise sain d'esprit va installer une usine ou un commerce près de la forêt de Sherwood? », la réponse est évidemment aucun. Après tout, comme le dit justement le proverbe chinois : « Quand les riches maigrissent, les pauvres crèvent de faim. »



## CHAPITRE IV

### Mais à quoi peut servir un banquier central ?

*"Si vous avez compris ce que je viens de dire, alors, c'est que je me suis mal exprimé."*

Alan Greenspan, ancien gouverneur de la Banque centrale des États-Unis, à l'issue d'une de ses interventions devant le Congrès américain.

La question peut paraître inutile et impertinente. Et pourtant...

De très grands économistes, tels que Milton Friedman, Hayek, Von Mises et bien d'autres encore, ont expliqué et expliquent encore - pour ceux qui sont toujours en vie - qu'un système économique performant peut tout à fait se passer d'une Banque centrale.

À notre question ils répondent: «À rien ! », ce qui me paraît tout à fait exact.

Malheureusement, notre propos n'est pas de décrire le monde tel qu'il devrait être, mais tel qu'il est: nous avons des banquiers centraux, et nous allons les garder. À partir de cette donnée, je considère que le seul travail d'un banquier central dans le monde moderne est de déterminer combien les rentiers doivent gagner. C'est tout. Ce seul pouvoir est déjà en soi exorbitant, s'il n'est pas encadré par une structure démocratique.

Hélas, cette absence d'encadrement conduit souvent nos gouverneurs de Banques centrales à commettre d'incroyables

erreurs qui peuvent amener - et ont amené - à la ruine plus d'un pays<sup>21</sup>.

Pour la clarté du débat, il est nécessaire de préciser deux notions essentielles à la compréhension de tout phénomène économique : celle de stock et celle de flux.

Dans un pays, à un moment donné, il existe un stock de capital équivalent à la somme des profits réalisés antérieurement. La taille de ce stock n'a guère d'importance pour notre démonstration. Le fait que les entrepreneurs aient gagné de l'argent dans le passé est une notion historique, comptable, mais n'a aucun intérêt économique. En revanche, trois données doivent être prises en compte:

- ce qui est rare en ce bas monde, ce n'est pas le travail, c'est le capital,
- le capital est parfaitement fongible: s'il est martyrisé dans un pays, il ira s'investir dans un autre pays,
- à la différence du travail, le capital bouge avec facilité, surtout de nos jours... Le capital franchit toutes les frontières à la vitesse d'un clic d'ordinateur.

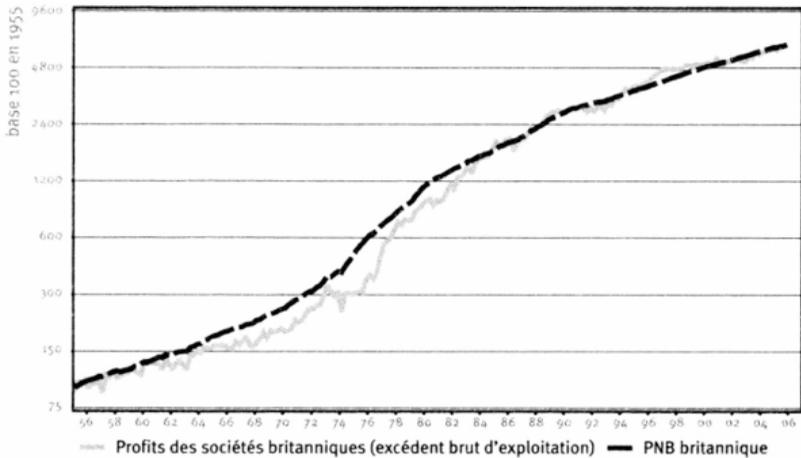
Pour les détenteurs du stock de capital - les riches -, une question est déterminante: quel revenu vont-ils pouvoir tirer de ce stock, au regard des risques qu'ils sont prêts à prendre et des impôts qu'ils vont devoir acquitter? En termes simples, quels flux ce stock de capital sera-t-il susceptible d'engendrer, et avec quelle probabilité?

Dans notre jeu à trois joueurs, l'entrepreneur, le rentier et l'intermédiaire financier, nous savons que, sur le long terme dans l'exemple américain, les entrepreneurs gagnent en

---

<sup>21</sup> Le dernier exemple en date, c'est bien sûr le Japon, ruiné par une politique monétaire complètement inadaptée dans les années 1990... Voir Des lions menés par des ânes, même auteur, chez Robert Laffont, 2003.

## Profits et PNB en Grande-Bretagne



moyenne 10% de la valeur ajoutée qu'ils ont créée, et que, dans l'exemple britannique, les profits augmentent au même rythme que le PNB.

On voit sur le graphique suivant que depuis cinquante ans, chez notre voisin d'outre-Manche, tout comme aux Etats-Unis, PNB et profits se suivent comme deux frères siamois et ont le même taux de croissance sur le long terme. La croissance des profits sur le long terme est donc égale à la croissance du PNB. Cette similitude est vérifiable dans tout pays « normal », tel que défini plus haut.

La seconde similitude, c'est que les rentiers touchent les taux d'intérêt à court terme capitalisés. Et nous savons que le rôle du banquier central est de déterminer le niveau de rentabilité de l'argent des rentiers, en fixant le niveau des taux courts.

Imaginons un banquier central inattentif aux réalités économiques - hypothèse hautement improbable, mais qui sait... - qui déciderait de maintenir les taux à court terme au-dessus du taux de croissance du PNB, c'est-à-dire au-dessus de la rémunération des entrepreneurs, et ce pendant de très longues périodes. Si tel était le cas, ceux qui prennent des risques, les entrepreneurs, gagneraient moins d'argent, en moyenne, que ceux qui n'en prennent pas. Les détenteurs de capital cesseraient très rapidement d'acheter des machines et d'embaucher des travailleurs pour, à la place, acheter des bons du Trésor, ou - pour les plus entreprenants - aller investir dans un autre pays, plus accueillant. De ce fait, l'économie s'écroulerait, le chômage monterait, les déficits budgétaires se creuseraient...

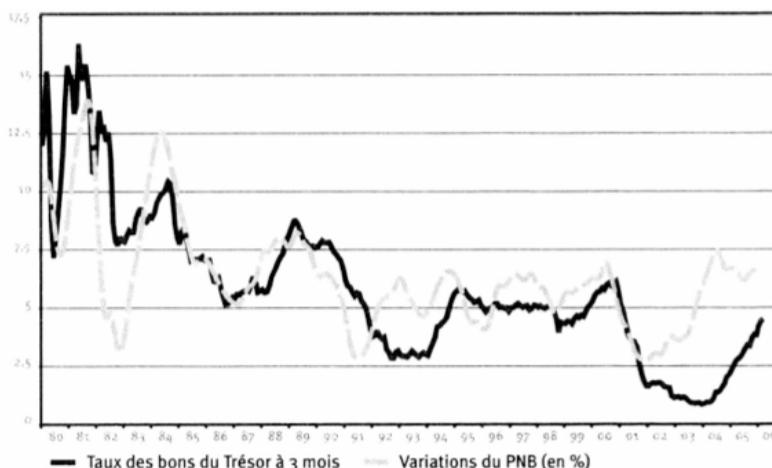
Hypothèse invraisemblable? M. Trichet a mené cette politique avec une remarquable constance, d'abord en France, puis en Europe. Sur la base 100 en 1982, le rentier français a vu son capital passer à 500 en 2005, tandis que le PNB montait à 300 et la valeur ajoutée créée par le secteur privé - le résultat des efforts des entrepreneurs - culminait à 260 (voir graphique chapitre précédent)...

Grosso modo, avoir été rentier depuis l'élection de François Mitterrand a été deux fois plus rentable que d'avoir été entrepreneur.

En fait, il y a deux sortes de banquiers centraux, les compétents, qui s'occupent d'économie, et les incompétents, qui s'occupent de politique. Quand les profits s'écroulent, quelle qu'en soit la raison, les compétents savent qu'il faut immédiatement diminuer les taux courts pour que les entrepreneurs limitent la casse, et pour qu'une échelle normale du risque soit rétablie.

Si la rentabilité du capital baisse, le coût du capital doit baisser.

### Taux courts et variations de PNB aux États-Unis



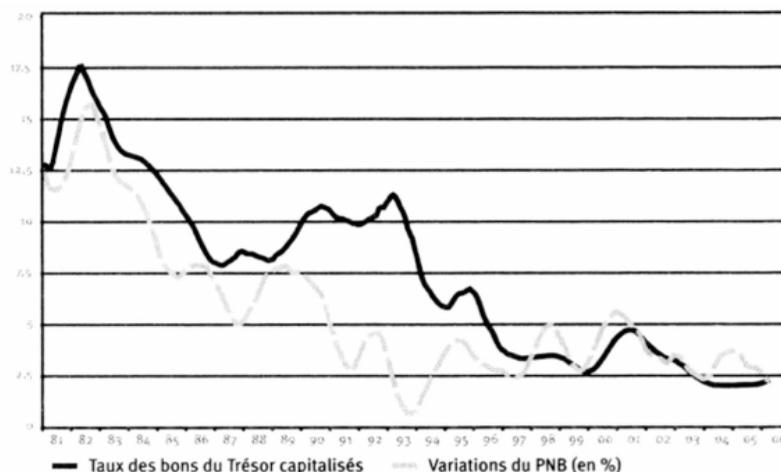
Prenons une fois encore l'exemple des États-Unis.

Depuis 1982, chaque fois que la hausse annuelle du PNB (profits) a été inférieure aux taux courts (les rentiers gagnent plus que les entrepreneurs), la Fed (Banque centrale américaine) a baissé les taux courts pour rétablir une échelle du risque « normale » (courbe noire continue en dessous de la courbe grise en pointillé).

De ce fait, les entrepreneurs ont gagné quasiment tout le temps plus que les rentiers, ce qui est normal et juste puisqu'ils prennent plus de risques.

Comparons cet exemple à la situation française, en mettant en parallèle l'évolution sur douze mois de la valeur

## Taux courts et variations de PNB en France



ajoutée du secteur privé (profits) et les taux courts (rémunération du rentier).

Depuis 1982, en France, les rentiers ont quasiment tout le temps gagné plus que les entrepreneurs (courbe noire continue au-dessus de la courbe grise en pointillé).

La raison d'une telle politique? La France est gérée par une classe technocratique. Cette classe a décidé de créer un État européen pour avoir un espace politique plus vaste où exercer ses talents. Cet État européen a besoin d'une monnaie unique, pensent-ils!, première étape vers une organisation administrative centralisée, dont ils seront les chefs. C'est pourquoi la Banque centrale européenne maintient un taux d'intérêt unique, calculé sur la moyenne européenne, ce qui n'a aucune logique. Si l'Espagne croît de 4% par an et l'Allemagne de 1 %, la moyenne (pondérée par les PNB) sera aux alentours

de 2 %. Si la BCE maintient les taux au-dessus de 2%, ce sera trop haut pour l'Allemagne et trop bas pour l'Espagne...

Les électeurs européens ont voté en masse contre la création de ce nouvel État européen dont, à l'évidence, personne ne veut.

De ce fait, l'euro se retrouve dans la situation d'une monnaie à la recherche d'un État. D'ailleurs, ce n'est pas une monnaie, c'est un traité.

Une monnaie unique ne pourrait survivre que si nous avions à l'intérieur de la zone monétaire des transferts d'impôts dans un sens et de population en sens inverse, ce qui créerait un équilibre entre les deux. Ainsi, en Italie, les impôts sont prélevés dans le Nord, des sommes importantes sont transférées vers le Sud, et les Italiens du Sud viennent travailler au Nord.

Ce schéma ne peut fonctionner au niveau européen. Personne ne pourra taxer les Irlandais ou les Espagnols pour permettre aux Français de prendre leur retraite à cinquante ans et de travailler trente-cinq heures par semaine. Il n'y a pas de ministère européen des Finances, et les systèmes sociaux sont tellement différents que les populations ne peuvent pas bouger. De ce fait, les différences de productivité entre pays ne peuvent être compensées, comme entre le Nord et le Sud de l'Italie, par des transferts sociaux dans un sens et des transferts de population dans l'autre.

La seule solution, c'est que les pays à faible productivité acceptent de vivre en déflation perpétuelle. Si la hausse de la productivité est de 3 % par an en Allemagne et de 1 % au Portugal, alors les prix portugais doivent baisser de 2% par an pour rétablir l'équilibre.

Si les agents économiques portugais sont endettés, la déflation les amène à la faillite. Aujourd'hui, le Portugal est en récession, a un déficit budgétaire considérable, un déficit

extérieur colossal, crucifié par un taux de change surévalué par rapport à la productivité portugaise. C'est le schéma argentin de 2000, ou la situation de bien des pays d'Asie en 1997, juste avant la crise asiatique...

La situation actuelle est économiquement et politiquement intenable, et donc ne tiendra pas.

«La faillite, nous voilà!...», tel devrait être le mot d'ordre de la BCE.

## Conclusion de la Première Partie

*"Si vous avez compris ce que je viens de dire,  
alors, c'est que je me suis mal exprimé."*

Alan Greenspan, ancien gouverneur de la Banque  
centrale des États-Unis, à l'issue d'une de ses  
interventions devant le Congrès américain.

Répetons-le, le fonctionnement de l'économie est une chose facile à comprendre.

Il y a des créateurs de richesse (les entrepreneurs), des fournisseurs économes, qui secrètent naturellement de l'épargne et enfin des intermédiaires financiers, qui assument le risque de collecter l'épargne pour la transmettre aux entrepreneurs.

Dans le monde réel, nous constatons l'existence de deux joueurs supplémentaires: l'État, censé assurer la paix civile, la permanence du droit, la transmission ordonnée du capital, etc. et une Banque centrale, dont le rôle est de mettre un peu d'ordre dans un monde bancaire qui, s'il était livré à lui-même,

aurait tendance à exploser ou à implorer, comme il le fit tout au long du XIXème siècle.

Les pays où l'État et la Banque centrale exercent leurs monopoles respectifs en restant dans les limites fixées par une loi fondamentale antique et intangible (et par le bon sens) se portent bien: États-Unis, Canada, Australie, Grande-Bretagne, Suède, Danemark, etc.

Les pays où l'État a étendu ses pouvoirs de monopole dans des secteurs où il n'a rien à faire - Sécurité sociale, enseignement, transports publics, politique industrielle, retraite, santé... - se portent mal. Si, de surcroît, ces pays sont sous le joug d'une Banque centrale incompétente, alors ils se portent très mal.

Néanmoins, et c'est là où les choses deviennent intéressantes, chacun doit convenir que le capitalisme a une infinie capacité à se régénérer et à se réinventer sans arrêt.

Comme le dit la sagesse populaire, « l'invention est la fille de la nécessité ». Les entrepreneurs sont ainsi faits: si les États bâtissent des lignes Maginot, ils vont immédiatement commencer à réfléchir aux façons de les contourner. Tous les entrepreneurs n'ont donc qu'une idée: comment exercer leur métier d'entrepreneur sans être emm... par Bercy en France ou Whitehall en Grande-Bretagne? De ce fait, ils inventent.

Et la masse des inventions qui arrivent à maturité aujourd'hui est telle que, sans le vouloir et sans même y penser, ils vont détruire leur principal ennemi, l'État, qui est sorti de ses zones de responsabilités spécifiques.

Ces inventions, déjà existantes, sont en train de changer le monde. Aucune n'a été d'origine étatique. Leur accumulation va entraîner le décès du Léviathan tyrannique qui bride notre pauvre vieille Europe.

DEUXIÈME PARTIE

# **LA DÉRIVE DES CONTINENTS**



# Introduction

## Retour sur une histoire personnelle

*"Parlez-moi de moi, il n'y a que ça qui m'intéresse."*

Louise de Vilmorin

En 1973, je décidai de quitter la banque dans laquelle je travaillais depuis trois ans et, avec l'aide de quelques amis, de lancer ma première entreprise. Notre but était de faire des études sur les économies et les marchés financiers, et de les vendre aux banques et aux institutions financières pour les aider à gérer leur argent et celui de leurs clients. Peut-on imaginer idée plus stupide? C'était, toutes proportions gardées, comme vendre de la glace à des Esquimaux.

Cette période correspondait peu ou prou à la fin de la stabilité qui avait dominé le monde depuis la Seconde Guerre mondiale. Les taux de change commençaient à flotter, l'inflation s'accélérait de façon incroyable, le prix du pétrole quadruplait en quelques mois, les marchés des actions s'effondraient. Rétrospectivement, il est difficile d'imaginer un plus mauvais moment pour se lancer dans l'aventure entrepreneuriale dans le domaine financier. Et pourtant...

Rapidement, un premier client - une grande compagnie d'assurance -, puis un deuxième - une caisse de retraite -, puis un troisième - une banque d'affaires anglaise - souscrivent un abonnement. En 1981, nous avons 250 clients dans le monde entier... Depuis, je n'ai jamais cessé d'être un entrepreneur indépendant... Mais cela n'a pas été sans difficulté.

La principale, à l'époque, n'était pas de vendre de l'information de qualité, mais de la trouver. Par exemple, une variable extrêmement importante pour nos analyses était les réserves de change détenues par chaque Banque centrale. Pour les trouver, il fallait souscrire aux bulletins mensuels des différentes Banques centrales, extraire l'information manuellement, la reporter tout aussi manuellement dans un cahier, calculer les taux de variation avec une machine à calculer... et en tirer des conclusions. Aujourd'hui, ces informations sont gratuites, instantanées et disponibles sur le Net.

Autre exemple. Au début des années 1990, à la demande de nos clients, nous nous étions transformés en société de gestion institutionnelle à Londres. En tant que CIO (Chief Investment Officer), j'étais responsable de la stratégie qu'il fallait appliquer aux portefeuilles, et donc des résultats de la gestion. Les fonds sous gestion atteignaient alors dix milliards de dollars US. Pour nourrir les réflexions du comité d'investissement, nous (les associés) avons lourdement investi dans un équipement informatique qui nous coûtait plus de trois millions dollars US par an - ordinateurs, programmeurs, achat de banques de données, liaisons téléphoniques, etc.

Aujourd'hui, dans mes nouvelles activités, j'utilise un service suédois, de bien meilleure qualité que ce que j'avais il y a dix ans et qui me coûte... dix mille dollars par an.

Au cours des vingt dernières années s'est donc déroulée une double révolution sans précédent dans l'Histoire.

Cette révolution touche à la fois à la disponibilité de l'information, que l'on peut obtenir partout et à tout moment, et à son coût qui tend vers zéro. Ces mutations ne nous amènent pas un changement de degré, mais un changement de nature des systèmes politique et économique.

C'est cette double révolution dont je voudrais analyser à la fois les composantes et les conséquences. Je commencerai par le plus important, c'est-à-dire les idées, puis je passerai aux applications de ces idées dans le monde réel. L'ordre dans lequel je présenterai ces bouleversements est évidemment subjectif. En fait, cet ordre n'a pas d'importance. En revanche, il faut garder en mémoire tous ces changements au fur et à mesure de leur énumération, pour mieux en comprendre la signification d'ensemble.



# CHAPITRE V

## Quand meurt une idée missionnaire

### *Les conséquences intellectuelles*

*"N'ouvrez pas cette boîte de Pandore.  
Elle est pleine de chevaux de Troie."*

A. Bevin

Une «idée missionnaire<sup>22</sup>» est une idée qui, à partir du cadre géographique où elle est née, se lance avec succès à la conquête du monde.

À mon avis, depuis la fin du XVIIIe siècle, trois corps d'idées missionnaires se sont lancés à la conquête du monde. Pour simplifier, ces idées sont issues soit de la Révolution française, soit de la Révolution américaine, soit de la religion musulmane. Essayons de les résumer brièvement.

- La Révolution française: le présupposé philosophique, c'est la prééminence de la Raison; le but politique, c'est l'Égalité ; le moyen, la technocratie; le système économique, le dirigisme; la passion dominante, le service de l'État.
- La Révolution américaine: le présupposé philosophique, c'est la méfiance envers le pouvoir politique ; le but politique, la liberté individuelle ; le moyen, la séparation des pouvoirs et la démocratie électorale ; le système économique, le marché appuyé sur la prédominance du contrat sur la loi (Common law) ; la passion dominante, le commerce.

---

<sup>22</sup> Le concept vient de Toynbee.

- La religion musulmane: le présupposé philosophique, c'est que le Coran est la parole de Dieu et qu'il ne peut donc être soumis à aucune analyse critique; le but, c'est la soumission à la volonté de Dieu, telle qu'elle est exprimée dans le Livre; le moyen, la théocratie et donc l'impossibilité de séparer le pouvoir religieux de l'état - le pouvoir tire sa légitimité non pas de l'élection, mais de sa conformité avec le Livre -; le système économique, le refus de faire entrer le temps dans le calcul économique - interdiction des taux d'intérêt -, et donc le refus de la croissance; la passion dominante, la conversion du reste du monde à l'islam.

De ces trois grandes idées missionnaires, deux sont encore pleines de sève et de vigueur. En revanche, les idées qui viennent de la Révolution française agonisent. Aussi, les deux idées missionnaires restantes ont entamé la lutte pour s'emparer des esprits devenus orphelins depuis la disparition de la foi française.

L'une des grandes erreurs de notre temps a été de penser que les Révolutions américaine et française avaient les mêmes racines intellectuelles. Cette confusion provient sans doute du fait qu'elles se sont déroulées à peu près en même temps, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, à l'aube de la révolution industrielle.

En réalité, tout les oppose.

Cette opposition a marqué l'histoire du XXème siècle, par une lutte gigantesque pour la suprématie sur les esprits. Des prémisses intellectuelles de la Révolution française<sup>23</sup> - telles que je les ai résumées - ont émergé tous les mouvements

---

<sup>23</sup> Le philosophe fondateur de la Révolution française est Rousseau, alors que pour la Révolution américaine, il faut citer Montesquieu et Locke.

socialistes et communistes de l'histoire récente. L'Union soviétique, Mao, Pol Pot sont les descendants de Robespierre, Saint-Just et Babeuf, formatés par la lecture que Marx, Lénine et tous les théoriciens du marxisme avaient des événements historiques qui s'étaient déroulés en France.

Il n'y a aucun lien intellectuel entre Robespierre et Washington. Lénine se réclamait sans cesse du premier, mais jamais du second.

Que la France soit sortie politiquement de ce combat il y a bien longtemps - le dernier soubresaut révolutionnaire de ces idées fut sans doute la Commune - n'enlève rien au fait que ces idées sont nées en France. Qui plus est, une grande partie de l'intelligentsia et du personnel politique français garde encore une grande sympathie pour tous ceux qui se réclament des idéaux de la Révolution française, en particulier pour la recherche de l'égalité, perçue comme but ultime de la politique.

La contrepartie de cette sympathie, c'est bien entendu une haine inextinguible et irraisonnée pour un système qui, non seulement permettrait, mais encouragerait activement l'inégalité, c'est-à-dire pour les États-Unis ou la Grande-Bretagne, matrice intellectuelle ces derniers. Ce que Jean-François Revel a parfaitement analysé à maintes reprises<sup>24</sup>. Car le bras armé des idées issues de la Révolution américaine, ce fut, et c'est encore, l'État américain. C'est lui, et lui seul, qui a empêché les idées issues de la Révolution française de dominer le monde, de la même façon que la Grande-Bretagne a empêché la domination de Napoléon sur l'Europe au siècle précédent - ce qui explique pourquoi de si nombreux Français haïssent les États-Unis ou la Grande-Bretagne. Le combat fut un long et dur, épuisant pour les deux parties. À la fin de 1989,

---

<sup>24</sup> Voir par exemple *L'Obsession antiaméricaine*, Pion, 2002.

le représentant sur terre des idées de la Révolution française - l'Union soviétique - vidé de toute substance par une lutte qui durait depuis soixante-dix ans, sombra enfin politiquement.

Les structures de pouvoir ne s'effondrent pas si elles n'ont pas été auparavant ébranlées de l'intérieur. Les systèmes politiques issus de la Révolution française ont été minés, et de façon irrémédiable, par la libre disposition de l'information. Ces régimes étaient, en effet, tous fondés sur la prééminence d'une classe technocratique - le parti communiste comme avant-garde du prolétariat - qui détenait le pouvoir parce qu'elle avait le monopole de l'information et de la connaissance. Pour préserver son pouvoir, cette classe, qui s'était emparée d'un certain nombre de pays, le plus souvent par des moyens illégaux, utilisait sans vergogne le monopole de la violence.

Quand l'information sur la réalité de ces régimes commença à circuler - Soljénitsyne, Cambodge, *boat people*, Solidarnosc, Jean-Paul II... - même Sartre dut se rendre à l'évidence: ces régimes étaient injustifiables. Plus personne ne pouvait y croire. Les victimes n'étaient pas toutes des « salauds », comme la propagande distillée par les régimes communistes le laissait croire.

L'information avait tué la légitimité du totalitarisme. Restait la crainte qu'un appareil d'État totalitaire engendrait. Avec la fin de l'État soviétique, il ne restait rien, même plus la crainte...

Sur le plan intellectuel, les idées issues de la Révolution française s'en trouvaient complètement et totalement

discréditées, étouffées dans le sang, les crimes, les mensonges et les échecs économiques<sup>25</sup>.

Cet écroulement d'une idée missionnaire majeure est en elle-même un fait d'une importance inouïe<sup>26</sup> qui a eu, et continuera à avoir, des conséquences immenses.

Quand une foi s'écroule, l'«Église» qui en vivait ne disparaît pas instantanément. Dans les structures de pouvoir, en France aussi bien qu'à l'étranger, subsistent de nombreux «clercs» socialistes ou communistes qui ne croient plus, mais qui entendent néanmoins préserver leurs places et, surtout, empêcher leurs adversaires d'hier de réussir. C'est là un formidable obstacle à toute réforme, un blocage d'autant plus redoutable que ces «clercs» n'ont plus de solutions à proposer. Leur but ultime devient le statu quo, donc l'échec. Plus cette cléricature est importante en nombre et en influence dans un pays, plus faible est la probabilité de réformes...

La nature a horreur du vide. La disparition des idées de la Révolution française laisse face à face les idées de la Révolution américaine et celles de l'islam. Dans ce gouffre béant que remplissaient ces conceptions aujourd'hui mortes, une nouvelle lutte est engagée, dont nul ne connaît l'issue. Francis Fukuyama avait cru naïvement que la victoire des idéaux américains allait nous amener à la fin de l'Histoire. Il n'en est rien, comme chacun le voit tous les jours. Très normalement, une partie des croyants dans la vieille foi blessée à mort, en particulier en Europe, cherche à se reconvertir, et certains préfèrent s'allier à l'islam - peut-être parce que l'islam a un fondement égalitaire. L'évolution de Garaudy, le

---

<sup>25</sup> A ce sujet voir *Le Livre noir du communisme*, dir. Stéphane Courtois, Robert Laffont, 1997.

<sup>26</sup> Il est curieux de constater qu'il a donné lieu à très peu d'analyses...

philosophe communiste converti à l'islam, est ici exemplaire. D'autres dérivent vers le nihilisme ou une nouvelle foi, millénariste, irrationnelle et antiscientifique - ce qui est le comble pour d'anciens partisans de la Raison. Pour d'autres encore, c'est l'opposition aux États-Unis et à leurs alliés qui définit leurs combats. « Mécaniquement », ils s'allient<sup>27</sup> à tous ceux qui s'opposent aux États-Unis. Si leur poids politique devenait important, cela pourrait conduire certains gouvernements à des prises de décision dangereuses: nationalisme, protectionnisme, antisémitisme, etc.

Le combat entre islam et Révolution américaine paraît inévitable, tant les bases philosophiques des deux fois sont opposées - ce qui n'était pas le cas entre l'islam et les idées de la Révolution française. Il y a eu de multiples expériences de socialisme arabe, depuis Nasser jusqu'à Saddam Hussein et le parti Baas, qui ont toutes échoué...

Ce combat, s'il a lieu, se déroulera en Europe. Les offensives au Moyen-Orient ou aux États-Unis ne sont que poudre aux yeux. Le champ de bataille, ne serait-ce que pour des raisons démographiques, sera le vieux continent. Le véritable danger est que les États-Unis ne se lassent des divisions européennes et abandonnent le vieux continent à son triste sort. En 1945, les Américains ne pouvaient pas se permettre de perdre l'Europe, en raison de son potentiel intellectuel, industriel et militaire gigantesque et avaient donc engagé toutes leurs forces dans la bataille.

Aujourd'hui, les États-Unis peuvent abandonner l'Europe, sans danger pour eux. L'Europe n'a plus d'importance stratégique ou intellectuelle - sur les 100 premières universités du monde, pas une seule n'est française,

---

<sup>27</sup> Nous pensons ici au gaulliste viscéral.

selon le classement établi par les autorités chinoises à l'intention des jeunes étudiants qui veulent partir pour l'étranger. Le centre de gravité du monde est irrémédiablement passé de l'Atlantique au Pacifique -, nous y reviendrons. Et cette possibilité de l'abandon de l'Europe par les Etats-Unis entraîne d'énormes tensions à l'intérieur des structures politiques européennes. Les partisans de l'alliance avec l'islam - beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense - ne peuvent s'entendre avec les partisans du maintien d'une relation privilégiée avec les États- Unis. On l'a fort bien vu avec la dernière guerre du Golfe. D'un côté, la Pologne et la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Ukraine; de l'autre, la France, l'Allemagne et tous les partisans de l'émergence d'une «Eurabia unie», opposée aux États-Unis et dont font partie la plupart des anciens partisans des idées de la Révolution française.

Par conséquent, la première des « tendances lourdes » me paraît la suivante : la révolution de l'information a discrédité à jamais le modèle de gouvernement issu de la Révolution française. Ce qui laisse un vide énorme dans l'espace intellectuel. Les deux modèles restants ont, fort naturellement, engagé la lutte pour conquérir la clientèle des idées défuntes. Cette lutte aura lieu parfois de façon ouverte (guerre), mais le plus souvent de façon plus insidieuse (terrorisme, émeutes, pressions politiques et diplomatiques).

Le champ de bataille sera l'Europe.



# CHAPITRE VI

## Quand meurt une idée missionnaire

### *Les conséquences économiques*

*"La plupart des hommes apprennent de leurs erreurs. Les hommes intelligents apprennent des erreurs des autres."*

Anatole Kaletsky

Le modèle issu de la Révolution française était naturellement interventionniste et protectionniste. L'État, s'étant octroyé tous les pouvoirs, se permettait de favoriser tel secteur par rapport à tel autre - ce fut le cas avec la politique industrielle -, taxait les entrepreneurs au-delà du raisonnable - impôts sur les plus-values, taux marginal d'imposition aberrant -, et ne reculait même pas devant le vol pur et simple - nationalisations, impôts sur le capital. Les conséquences prévisibles de ces politiques furent la débâcle des gouvernements qui les avaient appliquées (cf. première partie).

La faillite des idées françaises étant désormais une réalité, comment pourront réagir les personnels politiques ou administratifs un peu partout dans le monde?

La réponse m'a été donnée il y a bien longtemps par l'un de mes professeurs. Il nous avait démontré dans un cours extrêmement brillant que lors d'une discussion logique et factuelle, si l'un des participants venait à être dominé, il se réfugiait, presque toujours, soit dans le déni, soit dans la colère et l'irrationnel. Bien peu changeaient leur opinion en fonction des faits nouveaux qui leur avaient été apportés.

Début 1990 donc, face à la déroute du modèle français, la plupart des gouvernements, ainsi que ceux qui aspirent à gouverner, se sont retrouvés en face de choix assez simples.

Soit ils se réfugient dans le déni : cette attitude revient à poursuivre des politiques qui ont échoué de façon constante, pour ne surtout pas perdre la face - ne pas désespérer Billancourt. Tel a été le cas de la décision prise par la classe politique et intellectuelle française dans son ensemble après la chute du mur de Berlin. J'y reviendrai dans la troisième partie de cet essai.

Soit ils s'abîment dans l'irrationnel, le religieux ou le magique. Cette voie a été choisie par le monde musulman, mais aussi par tous ceux qui se précipitent à Porto Alegre et applaudissent aux solutions imaginées par José Bové - il est curieux de voir à quel point les partisans de José Bové sont aussi les partisans de l'Eurabia et d'une alliance privilégiée avec le monde musulman.

Soit, enfin ils se décident à regarder la réalité en face et cherchent à s'adapter à la situation nouvelle. Comme le disait Keynes à un contradicteur qui lui reprochait d'avoir changé d'avis: «Quand les événements changent, je change d'opinion, pas vous ?»

Toynbee a fort bien démontré dans *A Study of History* que le rôle des élites est de répondre aux défis auxquels une société est confrontée et donc de s'adapter. Quand un individu refuse d'ajuster sa conduite en fonction des leçons de l'expérience, la plupart du temps, il va au désastre, mais c'est son libre choix. Quand l'élite dirigeante d'un pays se livre à ce petit jeu, le résultat est immanquablement une débâcle collective, dans laquelle de nombreuses et innocentes victimes sont entraînées. Car si les élites refusent de traiter les problèmes, les défis ne disparaissent évidemment pas, bien au

contraire. Ils reviennent sous une forme identique ou non, avec chaque fois un degré de gravité supérieur..

En définitive, ce refus de regarder les réalités en face amène soit au remplacement de l'élite incompétente - Margaret Thatcher prenant le pouvoir en Angleterre -, soit à la disparition pure et simple du pays - Autriche et Hongrie en 1918 -, soit enfin à la disparition de la civilisation - l'Amérique indienne.

Pourquoi rappeler cette thèse du grand historien anglais ?

Parce qu'un nombre étonnant de pays qui avaient suivi le modèle français ont décidé de s'adapter en fonction des leçons de l'expérience, c'est-à-dire d'essayer de prendre en compte les réalités. Ce simple fait, le changement du modèle de base qui régit la société, bouleverse complètement la donne économique à l'échelle du monde.

Prenons comme exemple la Chine, l'Inde, le Brésil ou bien encore la plupart des pays d'Asie. Tous ces pays, sous l'influence des idées françaises, s'étaient organisés sur le modèle du «socialisme national<sup>28</sup>»: politique industrielle, contrôle des changes, contrôle des prix, autorisation administrative de licenciement, nationalisation du système bancaire, impôts sur le revenu extrêmement progressifs... Bref, on se croyait en France sous le libéralisme avancé de Valéry Giscard d'Estaing, éminent représentant de cette école de pensée.

Arriva la chute du mur de Berlin, tant attendue par les amoureux de la liberté dans le monde entier. Incompréhension et consternation générale se disputent alors le terrain dans les

---

<sup>28</sup> Encore très populaire en France: il suffit de se souvenir de la campagne pour le vote sur la constitution européenne de M. Fabius, Chevènement ou Emmanuelli...

classes politiques<sup>29</sup>. Jusqu'à ce que Deng Tsiao Ping, l'homme qui a relevé la Chine après les désastres de l'ère maoïste, n'énonce cette sentence pleine de bon sens : « Qu'importe la couleur du chat pour peu qu'il attrape les souris. » Cette phrase a donné le signal de la libération des capacités créatrices d'un milliard d'hommes...

Immédiatement, la décision fut prise par plusieurs gouvernements asiatiques d'opter pour un mode de gouvernement fondé sur l'expérience plutôt que sur des théories, c'est-à-dire de faire confiance à la liberté plutôt qu'à la contrainte étatique.

La traduction en termes économiques de ce changement est immense. Cette marche vers la liberté a permis l'émergence brutale et soudaine sur le marché du travail d'une masse d'individus plutôt bien formés<sup>30</sup>.

Comme la quantité de capital - dans le court terme - restait la même, cette irruption a totalement changé les rapports entre le capital et le travail.

Cela aurait pu n'avoir qu'une importance limitée si, en même temps, nous n'avions pas connu la révolution de l'information dont je viens de parler. La conjonction entre l'émergence soudaine de populations éduquées et cette révolution technologique est en train de bouleverser la structure même du capitalisme.

---

<sup>29</sup> On se souvient que Mitterrand, juste après la chute du mur de la honte, se précipita en Allemagne... de l'Est pour assurer les communistes locaux du soutien indéfectible de la France.

<sup>30</sup> L'un des rares mérites du « modèle français » est en effet d'avoir toujours dépensé des sommes importantes pour l'éducation des enfants. Ce qui n'a jamais été le cas du modèle musulman, soit dit en passant (cf. le rapport des Nations unies sur l'éducation dans les pays musulmans).

Le développement du capitalisme a toujours coïncidé avec celui des inventions qui ont jalonné son histoire. La plupart du temps, il s'agit de découvertes technologiques, telles que la machine à vapeur, l'électricité ou l'ordinateur. Plus rarement, ces inventions se produisent dans le domaine de l'organisation du travail lui-même. Il suffit de songer au travail à la chaîne ou au taylorisme.

Aujourd'hui, il nous semble que les entreprises capitalistes sont en train d'inventer une nouvelle organisation du travail que, faire de mieux, nous appellerons la société «plate-forme».

Prenons le cas de Dell, le producteur d'ordinateurs de bureaux bien connu - nous aurions pu choisir Ikea, Alcatel, Apple, Wal-Mart, Carrefour... Tous les produits de Dell sont conceptualisés de façon «virtuelle» dans leurs centres de recherche, en particulier au Texas. Aucune des machines vendues par Dell aux Etats-Unis n'est fabriquée sur place. Elles sont toutes montées au Mexique ou en Chine, puis importées en Amérique. Pour l'instant, rien que de très normal.

L'originalité tient au fait que Dell ne possède pas les usines dans lesquelles ses machines sont assemblées. La seule chose que fait l'entreprise texane est de préciser dans les moindres détails les caractéristiques techniques que devront avoir ses ordinateurs. Ensuite, des industriels indépendants s'engagent à les produire, au coût fixé par Dell. Et la production de ces ordinateurs dans les usines mexicaines sera suivie en temps réel par Dell, depuis le Texas, en passant par le Net.

Des trois fonctions nécessaires à la vente d'un produit - conceptualisation, fabrication, vente -, Dell a réussi à externaliser la plus dangereuse et la plus cyclique: la fabrication. Cette réussite a de considérables implications

macroéconomiques et je ne suis, malheureusement, pas convaincu que la majorité des intervenants dans les marchés ou dans les sphères politiques les ait bien comprises; façon polie de dire qu'ils n'ont rien compris du tout !

Pour expliciter mon propos, je crois qu'une analyse de la perception de cette réalité, d'abord par un analyste financier, ensuite par un économiste, est très éclairante.

Imaginons qu'un ordinateur Dell se vende aux Etats-Unis à 700 dollars. Imaginons également qu'il soit construit quelque part en Asie.

#### *Le point de vue de l'analyste financier*

Sur les 700 dollars perçus, quelle est la ventilation entre les entreprises américaines?

- 200 dollars iront à Microsoft pour Windows, avec une marge de 90%, soit 180 dollars.
- Cet ordinateur aura besoin d'une puce de qualité, provenant sans doute d'Intel, sur laquelle la marge est de 75% et dont le coût avoisinera 70 dollars. La marge d'Intel par machine sera donc de 52,50 dollars. Quant à Dell, il prélèvera une marge de 30 dollars sur chaque ordinateur vendu.
- L'écran sera fabriqué à Taïwan pour un coût de 200 dollars et une marge de 10%, soit 20 dollars. La boîte et le clavier seront fabriqués quelque part en Chine, pour un coût de 165 dollars, supportant une marge de 5 %, soit 8,25 dollars.
- Conclusion: sur les 700 dollars, les entreprises américaines auront facturé 300 dollars, mais leur marge est de 262,50 dollars. En revanche, sur les 365 dollars imputables à la fabrication asiatique, la marge est de 28,25 dollars.

Pour un analyste financier, le modèle de la «plateforme» permet une forte augmentation de la rentabilité

sur capital investi et une meilleure organisation du travail. Il est par conséquent non seulement souhaitable, mais il semble à peu près certain que ce modèle se développera puissamment dans les années qui viennent. Chaque société industrielle ou commerciale va se spécialiser dans les secteurs où elle a une forte valeur ajoutée et sous-traitera le reste.

En contrepartie, lorsque les ordinateurs Dell rentrent aux États-Unis, le pays enregistre une forte détérioration de sa balance commerciale: les importations en provenance du Mexique ou d'Asie font un bond. Ce qui serait, d'après la majorité des économistes, une très mauvaise nouvelle.

*Le point de vue de l'économiste.*

Pour l'économiste, la situation est limpide :

Exportations: +270 dollars

Importations: - 670 dollars

Déficit commercial: 400 dollars

Une situation intenable ! Le dollar va s'écrouler le jour où les pays qui ont des excédents de dollars vont refuser de vendre aux États-Unis. A ce moment-là, les taux d'intérêt monteront fortement, les États-Unis rentreront en récession, et enfin, les méchants Américains seront punis.

Ce que nous disent les économistes est faux. Pourquoi ? Parce que dans leur raisonnement, les marges sur les importations et les exportations sont considérées comme étant identiques.

Dans la réalité, la rentabilité de l'opération est presque complètement en faveur des États-Unis. Le consommateur américain - qui bénéficie de son excédent de capital - tire parti du pouvoir de négociation de ses multinationales. Son travail est très chèrement payé, alors que celui de l'Asiatique,

disponible en abondance, ne l'est pas. Mais tous les deux sont gagnants: l'Asiatique, parce qu'il a un travail ; l'Américain parce que son niveau de vie est beaucoup plus haut que si tout était fabriqué aux États-Unis. Mieux: la rentabilité des sociétés américaines présente un certain nombre de caractéristiques fort attractives aux yeux de tout investisseur:

- elle est très peu cyclique: la partie cyclique (la production) a été affermée à des industriels étrangers,
- elle est très élevée : la recherche et le développement, la vente par Internet n'ont pas besoin de fond de roulement gigantesque. La rentabilité sur capital investi est donc très forte,
- elle ne nécessite pas d'apports de capitaux frais : Dell est, la plupart du temps, en état de cash-flow positif,
- elle est très visible : si le coût du travail augmente trop fortement au Mexique, Dell annule ou ne renouvelle pas ses contrats de production au Mexique pour en signer de nouveaux au Brésil, à Taïwan ou en Chine. Dès lors, les coûts de production sont contenus, ce qui ne génère aucune inflation.

Les étrangers voudront détenir des actions de ces sociétés dans leur portefeuille, et les dollars excédentaires serviront à acheter des actions de ces sociétés ou des obligations émises par les États-Unis. Ce qui veut dire que l'équilibre des paiements se fera au travers des ventes d'actifs américains aux étrangers. Cela entraînera-t-il la paupérisation des États-Unis? Nullement: si la valeur des actifs américains monte de 10% par an parce que la rentabilité du capital est forte dans ce pays, et que les États-Unis vendent 1 % de la totalité de leurs actifs à des étrangers, en T +1, ils seront plus riches qu'à l'année T... Au lecteur de faire le calcul !

Un pays dans lequel un grand nombre de sociétés s'organisent selon ce nouveau modèle de la «plateforme » aura comme caractéristiques :

- une inflation très basse,
- un boom de la consommation en volume, nourri par la baisse des prix des produits industriels importés,
- une croissance économique très forte, centrée sur les services à forte valeur ajoutée,
- les profits des sociétés représentant une part très importante et très stable du PNB,
- une forte création d'emplois dans les activités à forte valeur ajoutée (R&D) ou de vente au grand public,
- un déficit commercial énorme,
- une extériorisation quasiment totale des emplois industriels à faible valeur ajoutée.

Sur la base de la «loi des avantages comparatifs de Ricardo», les conséquences de ce nouveau développement sont immenses.

Tout d'abord, les marchés financiers devront être totalement restructurés. Ces derniers sont actuellement organisés pour fournir de l'argent à Dell, qui n'en a nul besoin, mais aucunement pour financer l'industriel mexicain ou chinois, qui en a pourtant un besoin urgent. Il faudra entièrement réorienter les flux fournis par les marchés aux capitalistes. La part des pays émergents dans les portefeuilles va connaître une croissance structurelle, puisque l'industrie est naturellement grosse consommatrice de capitaux, et que la base industrielle du monde sera dans ces pays.

Ensuite, un certain nombre de pays émergents verront leurs emplois dépendre directement de la consommation des États-Unis. Ces pays auront ainsi des excédents commerciaux considérables vis-à-vis des États-Unis, ce qui n'a pas

d'implications particulières, puisque la maîtrise des flux - importations vers les États-Unis - est intégralement entre les mains de sociétés américaines. C'est pourquoi, demander à ces pays de réévaluer leurs monnaies contre le dollar ne réglerait rien, puisque les déficits ne sont pas d'origine monétaire, mais d'origine organisationnelle.

De fait, ces pays appartiennent à la zone dollar.

La même chose se produira entre les nouveaux pays producteurs de l'ex-Europe de l'Est et l'Europe.

Les économistes n'ont pas compris que nous sommes en train d'assister à la privatisation des balances commerciales. Cela signifie que la balance commerciale d'un pays où les sociétés s'organisent selon le principe de la «plateforme» n'a plus aucune signification. Ce qui ne manque pas de piquant quand on voit le débat partout engagé sur le déficit extérieur américain, et sur l'inéluctable écroulement du dollar. L'ennui est que, depuis plus d'un an, la monnaie américaine s'apprécie !

Quiconque reste enfermé dans la logique de la comptabilité nationale pour effectuer ses investissements va donc tout droit à la ruine. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la Bourse japonaise: les autorités japonaises ont toujours cherché à enregistrer d'énormes excédents des comptes courants en menant une politique mercantiliste. Elles y sont arrivées, en contraignant les sociétés nipponnes à investir dans des secteurs où le Japon n'avait aucun avantage compétitif. Elles ont, dans le domaine des ordinateurs, obligé les sociétés locales à faire fabriquer leurs écrans et leurs claviers au Japon. La rentabilité du capital s'est donc dégradée : faute de disposer d'un pouvoir d'achat suffisant, les produits fabriqués au Japon étant beaucoup trop chers, les

Japonais ne peuvent plus acheter d'ordinateurs, ou importent des Dell...

Moyennant quoi, le marché des actions s'est effondré.

Les étrangers, qui détenaient 20% de la Bourse japonaise en 1989, n'en détiennent plus que 10%, ce qui a provoqué un appauvrissement des investisseurs et de la population depuis dix ans.

En revanche, les étrangers, qui détenaient 11% de la Bourse américaine en 1982, en détiennent 17% aujourd'hui, ce qui devrait inquiéter les partisans du patriotisme économique à la française. La Bourse américaine a décuplé en vingt ans. Les étrangers sont plus riches, les Américains sont plus riches, où est le problème ?

Le mercantilisme et le protectionnisme mènent toujours à la ruine. En revanche, il n'y a pas dans l'Histoire d'exemple d'un pays qui ait été ruiné par le libre-échange.

Si l'on raisonne à nouveau comme un économiste, il est évident que l'avantage comparatif entre la Chine et les États-Unis est en faveur des États-Unis. Ce sont les sociétés américaines qui domicilient où elles le veulent la production qui sera à l'origine du déficit américain. Et cette production pourra être vendue par ces sociétés aussi bien aux États-Unis qu'ailleurs. Si le yuan se réévalue, Wal-Mart passera simplement ses commandes au Vietnam. Le déficit américain restera le même, mais il se fera avec le Vietnam plutôt qu'avec la Chine où le chômage augmentera.

Dans la première phase de la globalisation, les multinationales produisaient partout pour vendre partout.

Dans la deuxième phase, dans laquelle nous entrons, les sociétés «plates-formes» vendent partout et... ne produisent nulle part. Par contre, elles orientent la production où elles le veulent.

Les pays qui, pour des raisons politiques - rejet de la globalisation -, refuseront ce modèle de production verront leurs entreprises laminées, car celles-ci seront obligées de conserver des activités de production cycliques et peu rentables, dans des zones où elles n'auront rien à faire. À terme, elles disparaîtront, entraînant dans leur chute tous leurs emplois, et pas seulement les emplois industriels ! Le protectionnisme ne les sauvera pas plus qu'il n'a sauvé l'industrie textile en France.

Cette évolution est-elle un mal?

Honnêtement, l'économiste n'a rien à répondre, si ce n'est: «Telle est la réalité ! »

Le diagnostic appartient à l'économiste, l'action au politique, la critique au journaliste ou au moraliste. Une remarque toutefois: refuser ce mouvement de globalisation revient à pratiquer le protectionnisme le plus vil, celui qui exclut les pays émergents du droit de se développer.

On voit mal au nom de quoi le gouvernement français, attaché dans ses discours au développement durable et à l'aide aux pays émergents, refuserait aux damnés de la terre le droit de se nourrir à leur faim et de trouver un travail, qu'ils feront aussi bien que les salariés français pour beaucoup moins cher, le tout à l'avantage du consommateur français. Peut-être la peur de déplaire aux syndicats corporatistes, et la crainte de perdre les prochaines élections cantonales ou présidentielles ? On aimerait croire à cette explication ! L'autre explication relèverait de l'incompétence de nos classes dirigeantes..., ce qui est bien pire !

# CHAPITRE VII

## Révolution Politique

+

## Révolution de l'information

=

## Boom économique mondial

### *Les conséquences économiques*

*"Si l'argent est le seul espoir que vous ayez pour être libre, alors vous ne serez jamais libre. La liberté d'un homme dépend de ses connaissances, de son expérience et de ses capacités."*

Henri Ford

J'ai déjà beaucoup parlé des «entrepreneurs<sup>31</sup>». Leur rôle principal est de combiner le capital dont ils disposent avec le travail dont ils ont besoin dans leur métier. Or, nous venons de le montrer, jamais le travail n'a été aussi abondant et d'aussi bonne qualité que depuis la chute du mur de Berlin. L'information parfaite, en temps réel et quasiment gratuite, aide aussi nos entrepreneurs à utiliser leur capital plus efficacement que par le passé.

---

<sup>31</sup> Quand nous parlons des entrepreneurs, nous voulons parler de ceux qui prennent des risques avec leurs capitaux et avec leur vie, pas des hauts fonctionnaires nommés à la tête de sociétés qui ne pourraient vivre une seconde sans le soutien de l'Etat. Ces derniers ne sont pas des entrepreneurs mais des rentiers qui monnaient leurs diplômes ou leurs réseaux.

Meilleure utilisation du travail, meilleure utilisation du capital, le monde va entrer dans un boom économique sans précédent dans l'Histoire.

Et cette réalité est déjà visible: la croissance économique mondiale des cinq dernières années a été la plus forte jamais enregistrée depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>32</sup> Quels vont être les mécanismes qui seront à l'origine de cette croissance ?

Le premier d'entre eux est bien entendu une meilleure utilisation du travail. Lors d'une discussion au MIT (la grande université scientifique de Boston), Einstein mit au défi Samuelson (depuis, prix Nobel d'économie) de lui citer une seule théorie économique qui ne soit pas du simple bon sens. Samuelson lui proposa la théorie dite «des avantages comparatifs», énoncée pour la première fois par l'économiste anglais Ricardo au début du XIXème siècle.

Imaginons un chirurgien qui gagne 1 000 euros de l'heure pour pratiquer ses interventions. Par ailleurs, ce chirurgien tape à la machine quatre fois plus vite que sa secrétaire, laquelle est payée 100 euros de l'heure (ces chiffres sans signification sont choisis uniquement pour la démonstration). Le chirurgien aura, malgré tout, intérêt à ne jamais taper à la machine, tout simplement parce que toute heure passée à taper lui coûterait en fait beaucoup plus que ce qu'il verserait à sa secrétaire. Même s'il fallait à cette dernière quatre heures pour taper un travail qui ne lui en prendrait qu'une: en effet, dans cette hypothèse, son manque à gagner serait de 600 euros.

---

<sup>32</sup> Le fait que l'Europe continentale ait eu une croissance très faible pendant cette période d'accélération économique mondiale est une preuve des problèmes structurels auxquels elle doit faire face.

Ne pas faire un travail pour lequel on est doué, pour le confier à des gens qui le feraient moins bien ou moins vite, voilà une idée qui n'est pas évidente au premier abord.

Einstein admit que Samuelson avait raison.

Après tout, en bon scientifique qu'il était, il faisait partie de ces esprits fort rares qui changent d'avis quand on leur fournit des arguments ou des faits leur permettant de modifier des opinions fondées jusque-là sur des simples perceptions plutôt que sur des connaissances.

Ce qui est vrai pour la secrétaire et le chirurgien s'applique au commerce entre les nations. Il est donc possible d'aboutir à ce résultat très paradoxal - et presque impossible à expliquer politiquement, ce qui, en soi, est déjà une bonne raison pour empêcher les politiques de s'occuper de l'emploi des milliers de travailleurs français, ou allemands, ou américains, etc., qui sont les meilleurs du monde dans ce qu'ils font, ont pourtant tout intérêt à laisser leur travail à d'autres, moins efficaces... C'est le marché qui dirigera ces travailleurs très compétents vers des emplois où ils auront un « avantage comparatif ». Ce qui assurera un niveau de vie plus élevé pour tout le monde, y compris et surtout pour eux<sup>33</sup>.

---

<sup>33</sup> Pas une seconde nous ne sous-estimons les drames humains que la nécessité de s'adapter sans arrêt peut créer. Il faut cependant affronter la réalité c'est-à-dire que les travailleurs en question n'ont pas le choix, leur travail va disparaître de toute façon. Les politiques qui leur disent le contraire mentent, et le savent.

Vaut-il mieux un politique qui ment pour être élu et donne de ce fait de faux espoirs, ce qui permet au chômage de monter à 10%, ou un politique qui admet son impuissance et donc laisse faire le marché, avec comme résultat un chômage à 4%?

Une économie et une démocratie efficaces ne peuvent pas reposer sur une classe politique qui érige le mensonge, l'inculture économique et la démagogie en système de gouvernement.

La redistribution du travail dans le monde entier en fonction des avantages comparatifs de chacun ne fait que commencer, et ses conséquences sont immenses.

En effet, la quantité de travail sur laquelle les entrepreneurs peuvent compter a fait un bond énorme. Comme la rémunération de ce travail, fourni par les pays émergents, est très inférieure à celle pratiquée dans nos pays, nous allons perdre une partie des emplois pour lesquels nous n'aurons plus « d'avantages comparatifs ». Ces emplois vont disparaître chez nous pour réapparaître ailleurs. De ce fait, le niveau de vie des pays qui bénéficient de ces nouveaux emplois va monter, ce qui va déclencher des mécanismes de croissance qui vont s'auto-entretenir, sous l'effet de deux phénomènes: l'accélération et la mise en réseau.

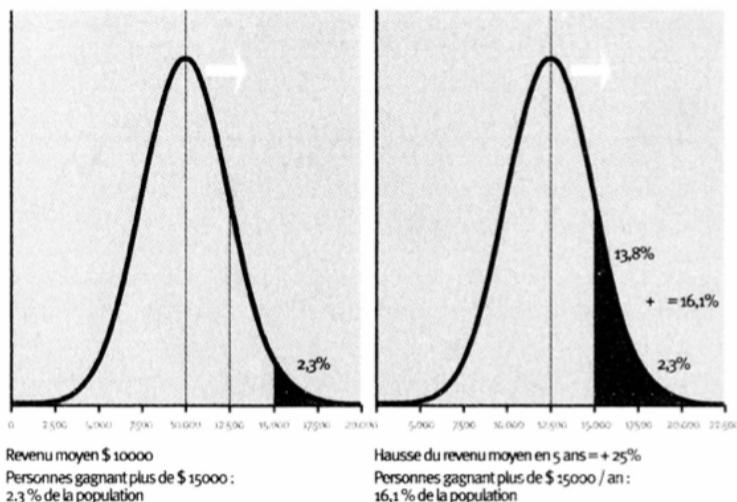
## **L'accélération**

Pour essayer d'expliquer cette notion assez complexe, faisons une hypothèse, accompagnée d'un graphique. Soit un pays disposant d'un revenu moyen annuel de 10 000 dollars par habitant, distribué normalement, c'est-à-dire selon la fameuse courbe «en chapeau de gendarme», dite de Gauss.

Pour certains produits, les spécialistes de la publicité ou du marketing le savent bien, il existe ce qu'on appelle des « effets de seuil ». Par exemple, le tourisme à l'étranger ne commence qu'à partir de 15 000 dollars de revenu annuel. En deçà de ce seuil, personne ou presque ne sort de son pays. Au-delà de 15 000 dollars, tout le monde va voir comment vivent les voisins. Aujourd'hui, à Hongkong, que j'ai choisi comme exemple,

2,3% de la population sort du territoire, ce qui n'est pas

### Accélération et croissance sectorielles



beaucoup (surface sombre sous la courbe de gauche).

Imaginons qu'en cinq ans, le niveau de vie moyen passe dans ce pays de 10000 dollars à 12500 dollars - soit +25 % en cinq ans, ce qui est le taux moyen de croissance de Hongkong depuis trente ans. Le nombre des gens prêts à voyager n'augmentera pas de 25 %, comme le revenu moyen, mais sera multiplié par... 7 (surface grisée sous la courbe de droite).

Il y a beaucoup d'autres indicateurs qui illustrent les «effets de seuil». L'achat d'une télévision intervient à partir de 1000 dollars US de revenu annuel, l'achat d'une voiture à partir de 10000, le voyage à l'étranger à partir de 15 000, les études

supérieures à partir de 20 000, l'achat de Sicav et de produits d'épargne à partir de 30000, etc.

Il existe donc toute une série de secteurs qui vont connaître des taux de croissance de 50% par an... dans des économies où la croissance est de 5 % par an.

Satisfaire la demande dans ces secteurs nécessitera des investissements gigantesques, ce qui donnera lieu à d'immenses commandes dans nos pays, qui ont déjà développé les capacités de production de ces secteurs. Par exemple, la Chine va devoir installer chaque année un parc de centrales nucléaires équivalent à la totalité du parc nucléaire français actuel. Et même chose pour l'Inde !

Or il n'existe dans le monde à l'heure actuelle que quatre fabricants crédibles de centrales nucléaires, un Français, un Allemand, un Américain et un Japonais. Ils vont avoir du boulot !

À ce phénomène d'accélération va se joindre ce que les spécialistes appellent «la mise en réseau» des pays asiatiques.

### **La mise en réseau de l'Asie<sup>34</sup>**

Si deux pays vivent en autarcie, il n'y a pas de lignes de communication entre eux. S'ils ouvrent leurs frontières, il faut construire des routes, bâtir des ponts, installer des téléphones et des aéroports, etc. Par voie de conséquence, si deux pays décident d'entrer en relation, il faut établir une série de lignes de communication. Si un troisième pays choisit de les rejoindre, il faudra établir trois séries de lignes de

---

<sup>34</sup> Ce que nous disons de l'Asie est bien sûr valable pour l'ex-Europe de l'Est, la Russie et l'Amérique latine.

communication. Si un quatrième se décide aussi à communiquer, il faut créer six lignes de communication.

Pour peu qu'un cinquième les rejoigne, il faudra investir pour créer dix lignes de communication<sup>35</sup>... Et ainsi de suite...

Ce phénomène a été pour une grande partie responsable de la croissance européenne après la signature du traité de Rome en 1957. D'un seul coup, il fallut établir ou rétablir toutes les lignes de communication qui avaient été détruites ou inutilisées à cause de la guerre civile européenne qui fit rage de 1914 à 1945.

Une différence, cependant: en Europe, ce phénomène concerne cent millions de consommateurs ; en Asie, il en concerne deux milliards...

Pour avoir une idée de l'explosion qui nous attend, l'exemple des zones urbaines de Londres et de New York est éclairant. Ces deux zones comptent une population de douze millions d'individus. Entre les deux mégapoles, 90 avions circulent chaque jour. Or, entre Delhi (douze millions d'habitants) et Tokyo (douze millions), aucune liaison aérienne quotidienne n'est assurée. Dans dix ans, il y en aura, vingt, trente... Ce qui suppose des avions, des aéroports, des pilotes, des hôtels, des restaurants, des lignes de téléphone, de l'électricité... Là encore, les investissements d'infrastructures vont être gigantesques.

Et qui va les fournir? Nous.

C'est la troisième idée-force sur laquelle il convient de réfléchir: nous entrons dans une gigantesque période de

---

<sup>35</sup>Pour ceux que l'idée intéresse, la formule mathématique pour calculer le nombre de lignes en fonction du nombre de participants est  $n(n-1)/2$  si  $n$  est le nombre de participants.

redistribution des capacités de production, et ce simple fait va nous entraîner dans une période de croissance comparée à laquelle les Trente Glorieuses européennes apparaîtront comme un jeu d'enfant.

Fort bien, dira notre partisan du socialisme national, mais que feront nos travailleurs si toute l'industrie est partie en Asie ?

Dans le chapitre qui suit, je vais m'efforcer de répondre à cette question fort légitime.

# CHAPITRE VIII

## Les secteurs de croissance dans l'économie de la connaissance

*"La République n'a pas besoin de savants."*

Fouquier-Tinville à Lavoisier qui demandait un sursis de quinze jours avant d'être exécuté pour pouvoir terminer une expérience.

Pour nombre d'hommes politiques français, travailler implique de porter des maillots de corps, un casque sur la tête et de transpirer abondamment en remuant des choses fort lourdes. Or le travail dans nos pays a complètement changé de nature. D'où leurs difficultés à comprendre le monde actuel, et à prendre les bonnes décisions.

Comme je l'ai dit en introduction, nous sommes entrés dans ce que j'appelle, suivant en cela Alvin Toffler, « l'économie de la connaissance ». La définition du travail utilisée par nos hommes politiques, qui de toute façon n'ont jamais vu une pelle ou une pioche de leur vie, est donc complètement obsolète. Où les Français vont-ils trouver du travail dans cette nouvelle économie?

Il faut d'abord essayer d'identifier les secteurs où les entrepreneurs gagneront de l'argent et qui seront ceux d'où viendra la croissance. Si nous avons raison sur la spécialisation internationale du travail qui se dessine et sur l'émergence d'une économie de la connaissance, quatre secteurs vont être dominants dans l'évolution de nos économies: ce sont les secteurs où nous disposons sans doute, et pour longtemps encore, d'un fort avantage concurrentiel.

*L'éducation.* Jusqu'à plus ample informé, l'éducation reste la façon la plus rapide et la plus efficace d'acquérir et de transmettre la connaissance. Déjà, aux Etats-Unis, les frais que les élèves non américains payent pour suivre des études supérieures dans ce pays représentent la plus grosse exportation du pays. Les zones de croissance les plus fortes aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie... sont toutes situées aux alentours des grandes universités. Encore un hasard sans doute.

*La qualité de vie et la santé.* La demande ici est quasiment infinie. On va certainement assister à la fusion de la biologie et de la médecine, tandis que de nouvelles formules vont devoir être trouvées pour régler les problèmes du très grand âge.

*La gestion de l'épargne des particuliers et des systèmes de retraite.* Dans un monde aussi fluctuant que celui que nous décrivons, il est absolument exclu que quelque organisme que ce soit garantisse le pouvoir d'achat d'une retraite à qui que ce soit. On le voit fort bien avec General Motors, aujourd'hui littéralement mis en faillite par les garanties de retraite que les dirigeants d'il y a dix ou vingt ans avaient accordées à leurs travailleurs. Si General Motors ne peut plus garantir les retraites, on se demande qui le pourrait ! Épargner pour sa retraite va donc redevenir l'affaire de tout un chacun, et la fable de La Fontaine *La Cigale et la fourmi* va retrouver toute son actualité. Par définition, comme chacun devra changer de travail plusieurs fois dans sa vie, cette épargne/retraite devra être transférable d'un travail à un autre et donc être individualisée. Les grands organismes de gestion collective de l'épargne - fonds de pension - appartiennent au passé, et chaque citoyen devra pouvoir gérer librement ses actifs, ce qui est normal, et son passif, c'est-à-dire le niveau et la forme que prendra son endettement. Voilà qui va profondément changer

nos systèmes bancaires et financiers, et sans doute y amener une forte croissance.

*La logistique et l'informatique.* On songe à la célèbre formule de Rommel : « Les amateurs s'occupent de stratégie, les professionnels de logistique. » Le monde dans lequel nous entrons est un monde qui se fractionne, se segmente à l'infini, sous l'effet d'une spécialisation toujours accrue. Dans ce monde, la capacité à recomposer le produit final devient, en elle-même, la spécialisation la plus recherchée, ce qui suppose des équipements informatiques extraordinairement sophistiqués. Le contrôle et la gestion des systèmes d'information vont être des composantes essentielles de la croissance. Savoir qui fait quoi et où, en temps réel pour amener le produit ou le service au consommateur où qu'il soit et dès qu'il en fait la demande, va être essentiel à la survie de toutes les entreprises. Déjà, la capacité de calcul de Wal-Mart, la plus grande chaîne de distribution mondiale, est la seconde au monde, après celle du ministère de la Défense américain. De même, les produits de santé aussi bien que les produits d'épargne vont requérir une distribution directe au consommateur final. La distribution par d'immenses fonds de pension ou de colossales mutuelles est condamnée, à peu près autant que le dodo (le dronte) de l'île Maurice - volatile sans aucune défense, qui disparut dès que les chats furent introduits dans cette île de l'océan Indien.

Amener les produits dont il aura besoin à chaque consommateur va requérir des investissements gigantesques dans toutes les activités de l'information.

Autour de ces quatre secteurs, gravitera toute la série des emplois de proximité habituels, qui existent déjà et qui se développeront de plus en plus.

Deux remarques.

La première : c'est que, dans notre cher et beau pays ainsi que dans une bonne partie des autres pays européens, les quatre secteurs en question sont totalement ou partiellement nationalisés.

Prenons l'exemple français.

*L'éducation* est dans les mains de l'Etat et sous le contrôle total de syndicats corporatistes. On voit mal ce secteur évoluer chez nous vers un marché libre dans le proche futur<sup>36</sup>. Dans le domaine de la santé, depuis la désastreuse réforme Juppé, notre Sécurité sociale a été nationalisée, et chaque nouvelle « réforme » de notre système de soins l'enfonce de plus en plus dans l'étatisme.

Les *retraites*. Pour des raisons idéologiques, les régimes politiques qui se sont succédé ont refusé d'accorder aux Français la retraite par capitalisation dont bénéficient pourtant des pays socialistes comme la Suède. Sous la pression des circonstances, un succédané s'est mis en place sous la forme de l'assurance vie. Malheureusement, le système fiscal favorise l'achat d'obligations de l'État. Cela conduit au tour de passe-passe suivant: les Français sortent d'un système qui va à la faillite pour des raisons démographiques, et y retournent aussitôt en achetant des obligations de ce même système. Et cela pour économiser un peu d'impôts. Comprenez qui pourra !

La *recherche et la logistique* : là encore, entre une fiscalité aberrante, une absence d'indépendance et de ressources financières des centres de savoir que devraient être

---

<sup>36</sup> À noter que la Finlande, l'un des pays les plus avancés dans la compréhension de ces phénomènes, a totalement transformé son système d'éducation depuis dix ans. Les élèves finlandais sont aujourd'hui en tête de tous les classements internationaux (source: OCDE). Pour la France et l'Allemagne, les chiffres sont désastreux et en détérioration constante. Une telle transformation est donc réalisable en Europe.

les universités, et l'existence d'une administration nationalisée et centralisée de la recherche sous la forme du CNRS, toutes les conditions sont réunies pour déboucher sur une stérilité quasi totale.

A contrario, observons les États-Unis - encore une fois, on a presque envie de dire hélas ! Ces quatre secteurs y sont privatisés et concurrentiels. Le résultat: le nombre d'emplois solvables qu'ils créent est très largement supérieur, année après année, à ceux détruits par la nouvelle spécialisation internationale du travail. Et l'emploi ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui, il y a plus de gens au travail aux États-Unis qu'à n'importe quel autre moment dans leur histoire. Pourquoi ?

L'un des plus grands économistes de tous les temps, l'Autrichien Schumpeter, avait coutume de dire que le capitalisme se caractérisait par ses capacités à la « création destructrice ». La grande force du capitalisme repose sur la parfaite symétrie qui existe entre la création et la destruction. Bien des inventions sont destructrices de situations acquises antérieurement à leur découverte. Pensons simplement à Internet qui permet d'obtenir gratuitement la musique de son choix, sans rien déboursier que l'abonnement au réseau. Mauvaise nouvelle pour la Société des auteurs, excellente nouvelle pour les amateurs de musique. La solution pour le pouvoir politique, soucieux de permettre la création de nouveaux emplois, semble à l'évidence de ne rien faire<sup>37</sup> qui puisse entraver les processus de création.

En France, la nationalisation de fait de ces quatre secteurs rend toute création d'emplois impossible, et rien ne pourra empêcher la destruction des emplois dans les autres

---

<sup>37</sup> Les hommes politiques devraient prêter un serment équivalent à celui des médecins (serment d'Hippocrate) : d'abord, ne pas faire de dégâts.

secteurs. Le chômage et la pauvreté ne peuvent donc que progresser.

Les autorités françaises préfèrent encore signer des accords munichois avec des syndicats représentant les secteurs du passé plutôt que de mettre en œuvre une vraie politique de déréglementation et de libéralisation. Le grotesque qui a entouré «l'affaire du CPE» est le dernier et emblématique exemple de cette capitulation. Ce que certains auteurs résument sous la formule de « la préférence française pour le chômage». Pourtant, cette politique est inévitablement condamnée.

Le nouveau modèle d'organisation des entreprises apporte une innovation formidable. En effet, et pour la première fois dans l'Histoire, les créateurs de richesse, c'est-à-dire les inventeurs et les entrepreneurs, n'ont plus besoin d'avoir une base géographique pour faire apparaître leur valeur ajoutée. Encore un exemple pour expliciter cette phrase.

Aujourd'hui, le chiffre d'affaires des jeux vidéo est très supérieur au chiffre d'affaires du cinéma. De ce fait, un programmeur particulièrement doué ou chanceux peut littéralement gagner des centaines de millions d'euros s'il met sur le marché un jeu «best-seller». La même chose est vraie en ce qui concerne des programmes du style Skype ou Google. Autrefois, celui qui avait une idée était coincé dans un pays en raison du montant des investissements physiques indispensables à la réalisation de son projet. Les capitaines d'industrie avaient besoin de milliers d'ouvriers, d'usines gigantesques, de buildings de bureaux pour se créer des fortunes.

Rien de tel aujourd'hui.

Google et Skype ont été créés par deux copains dans des garages. L'entrepreneur domiciliera donc fiscalement son entreprise et lui-même dans un endroit où il aura l'impression

qu'il est imposé de façon équitable, selon son propre jugement<sup>38</sup>.

Les conséquences de ce que nous venons d'énoncer, et que l'expérience quotidienne vérifie, sont intéressantes, mais le plus souvent fort dérangeantes pour les pouvoirs en place. Au passage, mentionnons-en une sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir: l'impôt sur le revenu va devenir volontaire. Pour que les entrepreneurs restent dans le pays, il va falloir leur faire la cour et abandonner partout la progressivité de l'impôt et donc passer à la *flat tax*<sup>39</sup>. Si on indispose nos créateurs de richesse, ils s'en iront dans le pays d'à-côté où ils seront reçus avec des transports d'enthousiasme. Les deux fondateurs de Skype, l'un Suédois, l'autre Danois, ont domicilié leur entreprise en Lituanie, où le taux d'imposition marginal est de 10 %. Skype vient d'être vendu à eBay pour quatre milliards de dollars. Ni l'État suédois, ni l'État danois n'en ont rien vu. Si un pays passe à la *flat tax* en Euroland ou dans une autre grande nation d'Europe, tous les pays devront le suivre. Déjà dans plusieurs pays de l'ex-empire soviétique, le système fiscal est des plus simples: chacun paye un taux fixe (aux alentours de 20%) et c'est tout. Les entreprises du monde entier se pressent pour y investir. À Hongkong, le taux d'imposition sur le revenu est de 17%, tous les services publics marchent fort bien, l'éducation et les hôpitaux y sont organisés à la satisfaction des usagers et le budget de l'État est excédentaire, tandis que les

---

<sup>38</sup> Ce schéma existe depuis longtemps avec les artistes et les sportifs professionnels. Il va se généraliser à l'ensemble des entrepreneurs.

<sup>39</sup> La *flat tax* est une forme d'imposition où chacun dans un pays paye le même pourcentage en impôts que son voisin. De ce fait, si quelqu'un gagne dix fois plus que la moyenne, il paiera dix fois plus d'impôts et non pas cinquante ou cent fois plus. C'est le seul système fiscal qui ne défavorise pas les gens compétents, parce qu'ils sont compétents.

fonctionnaires, qui ne font jamais grève - ils n'en ont d'ailleurs pas le droit -, sont d'une courtoisie rare.

Je le répète: aujourd'hui, les entrepreneurs n'ont plus à accepter de se faire détrousser par des fonctionnaires incompetents, au nom de l'idée que ces braves gens, qui n'ont jamais pris un risque de leur vie et que personne n'a élus, se font de la justice sociale.

La principale justice sociale, c'est tout de même que ceux qui prennent des risques gagnent plus que ceux qui n'en prennent pas.

Le capitalisme est en train de remettre à l'honneur cette vérité trop longtemps oubliée par nos élites.

Les États devenaient des « cleptocraties » organisées au profit d'une classe de rentiers - fonctionnaires, syndicats - et au détriment des entrepreneurs et de ceux prêts à prendre des risques. Maintenant, les États se retrouvent en concurrence directe pour attirer les entrepreneurs créateurs de richesse.

Un ingénieur français qui a une idée innovante n'a aucun intérêt à la développer en France, et cela pour deux raisons: premièrement, il sera massacré fiscalement s'il réussit, ce qui l'empêchera de réinvestir dans son entreprise et donc freinera son développement; deuxièmement, son entreprise ne pourra pas se développer si, par hasard, elle se situe dans les secteurs de croissance, puisque tous ces secteurs y sont nationalisés et que l'État y refuse la concurrence. Que l'on essaye, par exemple, de créer, chez nous, une école ou une université !

Le capitalisme du troisième millénaire a découvert une façon pour les entrepreneurs de continuer à exercer leurs talents sans craindre d'être spoliés : ou les États et les administrations se réforment, ou ils s'expatrient, condamnant ces pays inhospitaliers à la décrépitude et à la faillite. Tant il est vrai que

la richesse d'un pays n'est pas constituée par ses fonctionnaires, mais par ses entrepreneurs, comme l'a abondamment prouvé l'exemple des pays communistes.

Cette idée de la mise en concurrence des États par les entrepreneurs est la quatrième idée-force de ce livre. J'y reviendrai. Comme l'avait dit le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, grand maître de la garde-robe du roi, à Louis XVI en le réveillant le matin du 15 juillet 1789: «Ce n'est pas une révolte, Sire, c'est une révolution. »



## CHAPITRE IX

### Le grand retour de Charles Maurras

La plupart des idées défendues dans les chapitres précédents sont bien connues de la plupart des observateurs avertis. Une nouvelle vague de globalisation commence à toucher l'Europe. Ce n'est cependant pas la première fois dans son histoire que la France doit faire face à une vague de mondialisation.

À la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, des phénomènes qui ressemblent beaucoup à ceux d'aujourd'hui se sont déroulés. Et cette première vague avait, déjà en son temps, déclenché des torrents de commentaires totalement inappropriés pour un pays qui, en d'autres époques, avait offert au monde de brillantes intelligences. Et pour être parfaitement honnête, je ne comprenais pas d'où venait cette haine des élites françaises non seulement pour la modernité, mais plus encore pour ce qui venait de l'étranger.

Jusqu'à ce que je tombe par hasard, il y a quelques mois, sur les écrits de Charles Maurras.

Charles Maurras ?

Qui se souvient de Maurras ?

À dire vrai, je me souvenais vaguement en avoir entendu parler lors d'un cours sur les idées politiques, il y a bien longtemps, à Toulouse, au début des années 1960. Apparemment, il avait eu une grande influence sur la droite « nationaliste » de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 1945 avec son journal L'Action française. Il avait mal tourné pendant la Seconde Guerre mondiale, avait été frappé d'indignité nationale à la

Libération et exclu de l'Académie française, laquelle avait cependant refusé d'élire son successeur...

Puis, un jour, j'ai été invité dans une de ces vieilles maisons de la province française où le temps est resté immobile. Là se trouvait une merveilleuse bibliothèque, dont le dernier livre acheté datait de 1950... et dans cette bibliothèque, la collection complète et reliée de L'Action Française, dans laquelle je me plongeai avec une curiosité décuplée par le manque de soleil. Quelle ne fut pas ma stupéfaction ! D'un seul coup, tout s'éclairait !

En fait, nul ne devrait chercher à expliquer la France d'aujourd'hui sans faire référence à Charles Maurras !

La pensée de Charles Maurras est en effet totalement dominante à tous les échelons des corps administratif, politique, diplomatique et médiatique en France, ce qui constitue enfin une explication rationnelle à nos malheurs actuels.

Cette pensée s'articulait autour de quelques postulats très forts, que je vais rappeler en quelques lignes pour ceux qui, comme moi, ne connaissaient pas Maurras.

Le cœur du système, c'est bien entendu la haine. Haine du capitalisme, haine de l'individualisme, haine de la démocratie représentative, tels sont les points d'ancrage de cette pensée. Toute haine a besoin de boucs émissaires pour s'y fixer. Dans le cas de Maurras, ils étaient tout trouvés: le monde anglo-saxon et les marchés financiers tombés, d'après lui, sous le contrôle des juifs, qui bien entendu représentaient la deuxième grande menace.

De ces haines découlent un certain nombre de principes d'actions.

Dans une discussion avec un adversaire intellectuel ou politique, le but n'est pas d'apprendre par un débat « socratique

», mais de détruire l'adversaire dont on sait, dès le départ, que c'est un salaud et un mauvais Français.

Une distinction est faite entre la «légalité», notion parfaitement compréhensible et opérationnelle, et la «légitimité», idée purement subjective, non démocratique et non vérifiable - la légitimité relève du droit divin ou est l'apanage exclusif de l'homme providentiel.

De ce fait, le recours à la violence est parfaitement justifié; les troupes de choc de l'Action française, les Camelots du roi, se déplaçaient avec des cannes plombées, pour taper sur leurs détracteurs. Il s'agissait, sans doute-là, d'une des manières les plus anciennes au monde pour faire entrer du plomb dans la cervelle de ceux qui ne sont pas d'accord avec vous. On en conviendra, guère démocratique !

Mais revenons au temps présent, car le but n'est pas d'exposer la pensée de Maurras, mais de montrer à quel point elle explique la France d'aujourd'hui.

Commençons par le plus évident: la haine du monde anglo-saxon. Là-dessus, Jean-François Revel a tout dit et fort bien, il n'est pas nécessaire d'y ajouter quoi que ce soit.

Continuons par l'antisémitisme, cette maladie de l'esprit. Dans l'imaginaire collectif, les juifs, - responsables, chez Maurras, de tous les malheurs de la France et éternels apatrides -, ont été remplacés par les Israéliens, responsables de tous les malheurs du Moyen-Orient - donc potentiellement de la France - et à qui on reproche curieusement aujourd'hui de ne plus être apatrides. Le feu vert pour cette résurgence fut donné par un fidèle lecteur de Maurras, Charles de Gaulle, lors d'une conférence de presse où il caractérisa les Israéliens de « peuple sûr de lui et dominateur ». Cette remarque fut le signal qu'il était permis de redevenir antisémite, comme l'avait très bien compris Raymond Aron à l'époque.

Je ne compte plus les dîners en ville où de grands esprits m'ont expliqué que je ne comprenais rien, qu'Israël ne tenait que grâce au soutien des États-Unis, eux-mêmes tenus par le « lobby juif » et que l'administration américaine ne menait la politique actuelle que pour plaire à la minorité juive fort influente dans la presse et à Wall Street. Les deux affirmations - contrôle de la démocratie par une minorité juive et influence des marchés financiers sur la politique - sont purement maurassiens. Tous les deux faux, puisque 80% des juifs aux États-Unis votent démocrate, et que le système financier outre-Atlantique est totalement décentralisé et se situe de moins en moins à New York. Cependant, tous ceux qui étaient à la fois antiaméricains - Israël, porte-avions des États-Unis au Moyen-Orient -, antidémocrates - Israël, seule démocratie au Moyen-Orient - et contre l'économie de marché et le libre-échange - Israël exporte plus que tous les pays arabes réunis, hors pétrole - purent réunir dans un seul bouc émissaire leur antisémitisme, leur anticapitalisme et leur haine de la démocratie, et comme c'étaient souvent les mêmes, le résultat fut celui que l'on voit tous les jours, c'est-à-dire un retour en masse de l'antisémitisme sous de nouveaux oripeaux. Fort naturellement, à la suite de trente ans de propagande ininterrompue, le pays considéré par 70% des Français comme le plus dangereux pour la paix mondiale est... Israël. Comme la Tchécoslovaquie en 1938?

Dans le système politique, nous avons assisté à une délégitimation totale de la représentativité des élus, d'abord au profit du monarque, oint par le peuple-dieu lors de l'élection présidentielle et donc intouchable (constitution de la Ve République, purement maurassienne, où la royauté est élective au lieu d'être héréditaire), ensuite des légistes (la technocratie énarquique) et plus récemment des organisations remplies de

personnalités non élues mais censées être «légitimes» (altermondialistes, écologistes, représentants de religions liberticides, etc.). Comme chacun sait, ni l'élection ni le marché n'assurent en aucune façon une bonne représentation de l'intérêt général - deux postulats dont Maurras était convaincu. Comme chacun sait encore, le roi, entouré de ses bonnes corporations et de ses légistes, a toujours été la meilleure solution aux problèmes de la France. Encore une fois, voilà une évolution qui aurait ravi Maurras, et dont on mesure les succès tous les jours !

En économie, rien ne nous a été épargné. Pour commencer, nous avons eu droit à une avancée en masse du protectionnisme - Maurras vomissait le libre-échange. L'exception culturelle française, le refus de la globalisation, la politique industrielle ne sont que des mots pour protéger de médiocres rentes en se servant de la puissance de l'État. Ensuite, nous avons eu une montée en masse des corporatismes, dont l'un des plus beaux fleurons est la politique agricole commune, et des monopoles publics inefficaces dissimulant leur recherche éperdue de rentes protégées sous le nom de «services publics». Enfin, nous avons eu la reconnaissance tant recherchée par Maurras des corporations sous le nom, ô combien révélateur, de «syndicats représentatifs». Représentatifs, sans aucun doute, comme certaines démocraties étaient populaires il y a peu. On compte à peine 10% de salariés syndiqués, et une grande partie de fonctionnaires.

Dans le monde des idées, la débâcle est là aussi totale, entérinée par les succès du Monde diplomatique, de *Courrier international* ou d'*Alternatives économiques*. Quand on voit qu'Alain Mine et Bernard-Henri Lévy ont remplacé Raymond

Aron, Alfred Sauvy, Bertrand de Jouvenel et Jean Fourastié comme phares de la pensée, on mesure l'étendue du déclin.

De ce fait, le maurrassisme triomphe partout: primauté à l'intuition, montée de la pensée magique, appel au communautarisme, refus de la science, retour à la nature, écologie, refus du progrès technique, de l'invention, utilisation de la violence (légitime, bien entendu !) dans les conflits sociaux ou dans les disputes. Telles les actions perpétrées par José Bové, aidé par des élus, contre les cultures transgéniques au nom du principe dit de précaution, digne de l'Inquisition. Ce principe a été introduit dans la constitution par notre président sans que personne ne proteste. Il paralyse toute recherche nouvelle et il aurait sans aucun doute interdit à Pasteur ou Marie Curie d'effectuer leurs expérimentations !

Un dernier détail : qu'aujourd'hui, la plupart de ceux qui revendiquent ces idées se disent de gauche ne change strictement rien à la démonstration. Ils sont maurras- siens. Comme Maurras, ils sont contre les États-Unis, contre la Grande-Bretagne, contre la dictature des marchés... Ils sont de gauche comme Castro ou Saddam Hussein sont de gauche !

Il existe cependant une différence essentielle entre nos « clercs » et Maurras.

Maurras écrivait dans un français merveilleux, et il avait une immense culture classique. Quand il ferrailait avec ses adversaires, il donnait vraiment l'impression d'être un escrimeur. Même si on détestait ses idées, on ne pouvait s'empêcher d'admirer ses joutes. La gauche ne manie pas l'épée, mais le tromblon. Et sa culture est celle de la vulgate marxiste.

La conclusion s'impose, hélas, d'elle-même. En France, la loi de Gresham<sup>40</sup> marche fort bien, les mauvaises idées chassent les bonnes. C'est en particulier dans l'expression des idées, que nous sommes à l'évidence en plein déclin... Et ce déclin intellectuel est le reflet d'une réalité très profonde et très préoccupante. Pour qu'un pays s'adapte, se réforme, il faut que ses élites le veuillent ou le puissent. Si elles ne le veulent pas, le peuple les évince lors des élections.

En France, les élites ne le veulent pas, puisqu'elles sont maurassiennes et qu'elles détestent ce monde nouveau. Elles ont donc organisé le pouvoir de façon à ce que le peuple ne puisse pas les virer - Maurras n'avait aucune confiance ni dans le peuple ni dans l'élection ou le référendum.

Cette affirmation est-elle quelque peu outrancière? Les différentes élections françaises donnent toujours lieu à des torrents d'analyses et de considérations. Que l'on veuille bien m'excuser d'ajouter un commentaire de plus.

Dans un article du Figaro paru en novembre 2003, j'attirais l'attention sur un fait tout simple: à l'intérieur de l'économie française coexistent deux secteurs de production organisés selon des principes totalement différents<sup>41</sup> :

- le secteur concurrentiel, organisé selon les principes du marché libre, et qui représente à peu près 60% du PNB et dont le taux de croissance - depuis 1984 - est inférieur à 1 % par an,

---

<sup>40</sup> Première loi économique jamais énoncée par un économiste, l'Anglais Gresham : « Dans un système monétaire où coexistent deux monnaies, la mauvaise monnaie chasse la bonne. » Les agents économiques utiliseront leur mauvaise monnaie pour les paiements et garderont la bonne pour leur épargne.

<sup>41</sup> Je reviendrai sur cette réalité dans la troisième partie.

- le secteur étatique, organisé selon le principe communiste de la «valeur travail» et qui compte pour les 40% restants. Son taux de croissance est de moins de 3 % par an.

Il faut rappeler, pour la bonne compréhension de l'explication, ce que veut dire «système de production organisé selon des principes communistes». Voici les principes de base:

### **Utilisation du capital dans le monde marxiste.**

La notion de coût du capital n'existe pas.

Le taux d'intérêt n'a aucune fonction dans une telle économie.

La rentabilité espérée du capital n'est ni calculée ni prise en compte avant d'effectuer un investissement.

La notion de profit est inconnue.

Ceux qui en ont besoin ont accès au capital au travers de processus politiques, par l'intermédiaire du budget de l'État, ou en émettant des emprunts garantis par le même État.

Il n'y a pas de faillites.

L'épargne a une rentabilité nulle ou négative.

### **Utilisation du travail dans une économie communiste**

Le travail est exploitation et doit donc être minimisé pour être partagé.

Le travail est fongible - tous les travailleurs sont égaux et immédiatement remplaçables.

L'emploi à vie est la règle.

Les syndicats sont étroitement liés à l'appareil politique et sont largement subventionnés par le gouvernement.

L'appartenance au syndicat est obligatoire.

La notion de productivité est inconnue.

### **Relation avec le monde extérieur.**

Les prix ne sont pas là pour équilibrer l'offre et la demande, mais sont fixés par le gouvernement ou par des décrets administratifs.

Dans la théorie, l'administration est supposée effectuer l'ajustement entre offre et demande.

Dans la pratique, une demande excessive crée des listes d'attente, une demande insuffisante des gaspillages perpétuels de ressources. La concurrence n'est pas acceptée, une économie communiste ne pouvant exister que dans le cadre d'un monopole. La notion de client n'existe pas et est remplacée par celle d'utilisateur. Un client a toujours raison, alors qu'un utilisateur a toujours tort. Si nous passons au crible de ces critères l'économie française, nous découvrons rapidement qu'un certain nombre de secteurs fonctionnent aujourd'hui en France selon les principes d'une économie communiste.

Les secteurs communisés ou étatisés sont à mon avis :

- le secteur de la santé,
- l'Éducation nationale,
- les administrations centrales, régionales et communales,
- le secteur de l'énergie,
- la Poste,
- une bonne partie des Télécommunications.

On peut penser qu'aujourd'hui au moins 40% de l'électorat en France occupe un emploi directement ou indirectement lié aux secteurs communistes.

Le personnel de ces secteurs présente deux caractéristiques supplémentaires.

Il est très fortement politisé et exerce son droit de vote à chaque élection, car il sait parfaitement que sa survie économique ne dépend que d'un exercice constant de son poids politique.

Il vote à gauche de façon écrasante, c'est-à-dire pour le maintien et la croissance de l'économie communiste. On sait par exemple que 80% du personnel de l'Éducation nationale vote à gauche ou à l'extrême gauche. Rappelons que la croissance de cette économie ne se fait qu'en prélevant de plus en plus sur l'économie de marché, ce qui n'est possible que si les représentants de la classe communiste se sont emparés de l'État, ou le contrôlent...

Et c'est de là que provient le problème.

La quasi-totalité du personnel politique, de droite comme de gauche, est issue du monde communiste, tel que je viens de le définir: ceux qui sont censés représenter les 60% restants - qui se disent à droite, mais qu'est-ce qu'un fonctionnaire de droite sinon un technocrate, c'est-à-dire un partisan de plus d'État? - sont tous des fonctionnaires, et ils ont tous les réflexes du monde communiste.

Si bien que la population de non-fonctionnaires ne se reconnaît absolument pas dans ses élus, lesquels trahissent leurs promesses électorales à chaque occasion.

Pour simplifier, entre M. de Villepin et Jospin, il n'y a aucune différence, et il n'y en aura jamais aucune.

En quarante ans d'exercice de mes droits électoraux, je n'ai jamais eu d'autre possibilité que de voter<sup>42</sup> pour un fonctionnaire de gauche ou de droite, souvent un politicien professionnel, mais jamais pour quelqu'un d'autre.

Dans la population qui, de fait, est non représentée à l'Assemblée nationale, le taux d'abstention est considérable, et une partie importante des votants va, fort naturellement, s'égarer sur les candidats du Front national, qui eux, au moins, ne sont pas tous issus du monde communiste.

---

<sup>42</sup> Au deuxième tour de la présidentielle ou aux législatives.

Cette brisure a des conséquences politiques considérables qu'une petite règle de trois va mettre en évidence. Si ceux qui embrassent l'idéologie communiste ont un taux de participation électorale de 90% et s'ils votent à 80% pour la gauche, cela veut donc dire que, dans toute élection, la gauche remportera  $100 \times 0,40 \times 0,90 \times 0,8 = 28,8\%$  des suffrages. Si les autres votent peu (60 %) et se répartissent entre la droite, à hauteur de 70%, et la gauche, à hauteur de 30%, le résultat est...  $100 \times 0,60 \times 0,60 \times 0,70 = 25,2 \%$  des suffrages pour la droite. Et voilà comment une droite majoritaire démographiquement perd les élections les unes après les autres.

Le vrai problème pour la France n'est donc pas que la gauche remporte des élections, mais que les électeurs de droite soient constamment représentés par des fonctionnaires qui n'ont pratiqué et ne comprennent que le mode d'organisation communiste et qui n'ont aucune affinité avec le secteur de production capitaliste qu'au fond d'eux-mêmes ils méprisent.

Toute alternance politique n'est donc qu'un mirage, une illusion, ce qui amène les électeurs non communistes à se désintéresser de plus en plus des élections, et renforce bien entendu le processus décrit. On peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que la France n'est plus une démocratie et que les réformes sont impossibles. En effet, elles consisteraient à faire reculer le mode de production communiste, ce qui est improbable puisque 100% du personnel politique en est issu. Le monde communiste - étatique - a réussi l'exploit de contrôler la totalité des leviers de commande, tant dans la politique que dans le monde culturel qui ne vit que des subventions accordées par les politiques. Avoir 60% de la population mise en coupe réglée par les 40% restants, et

empêcher par tous les moyens la majorité de s'exprimer est une politique à très hauts risques.

Je répète ce que le monde entier sait: toutes les aventures communistes et technocratiques se sont mal terminées, et il en sera de même pour la nôtre. L'écroulement de cette «dictature molle», pour reprendre l'expression de Tocqueville, va connaître une phase d'accélération foudroyante dans la décennie qui vient, tout simplement, parce que le secteur communiste ne pourra plus piller le secteur productif, les producteurs s'expatriant.

Il existe des pays en Europe où la démocratie fonctionne encore. Ces pays pourront se réformer, certains ont déjà commencé à le faire, et c'est tant mieux. D'autres en seront incapables. D'où ma cinquième et dernière idée-force:

Maintenir dans la même unité politique et monétaire des pays qui peuvent et veulent se réformer, et qui le font, et des pays qui ne le peuvent ni le veulent, est impossible sur le long terme. Nous allons vers des crises de nature politique, mais qui seront engendrées par des désastres économiques.

Les structures politiques européennes actuelles pourraient fort bien ne pas résister à ces tensions.

## Conclusion de la Deuxième Partie

Cinq « tendances lourdes » sont à l'œuvre dans le monde d'aujourd'hui.

La première, c'est la fin de l'idée, issue de la Révolution française, que l'État est la solution. Cette réalité trouve son origine dans la révolution de l'information. La grande affaire des temps qui viennent sera donc l'organisation de la décroissance du rôle de l'État.

La deuxième, c'est l'apparition d'un nouveau modèle d'organisation de la production et de la distribution que nous avons appelé les sociétés «plates-formes».

La troisième, c'est une nouvelle redistribution des cartes entre le capital et le travail à l'échelle mondiale, ce que la presse appelle la «mondialisation». Cette troisième tendance est la conséquence des deux premières.

La quatrième, c'est la rupture entre la création de richesse et une base géographique quelconque, au moins dans les pays développés. Les entrepreneurs sont en train de conquérir leur indépendance vis-à-vis des États. Ce simple fait amènera à la mise en concurrence des États les uns avec les autres, et condamne à terme tous les pays où l'État gaspille ou vole l'argent des contribuables et, sans doute aussi, les pays ayant des systèmes fiscaux assis sur la progressivité.

Ces quatre premières tendances sont toutes positives et potentiellement en mesure d'améliorer les conditions de vie des individus. Elles se sont développées en dehors de France, et l'opinion française les reçoit curieusement comme une menace.

Elles sont dangereuses pour les pouvoirs établis, et en cela, elles sont révolutionnaires.

La cinquième, plus politique, part d'une constatation: dans un certain nombre de pays «proclamés» démocratiques, les élites se sont organisé un monde où la concurrence ne peut pas jouer et où la population ne peut plus leur signifier leur congé, ce qui est pourtant l'essence même d'une démocratie fonctionnelle. Une élite qui ne se renouvelle pas devient une noblesse héréditaire, cramponnée à ses privilèges et dont le but ultime est d'empêcher toute réforme. La coexistence, dans la même structure politique ou économique, de systèmes bloqués et de systèmes ouverts<sup>43</sup> ne peut que déboucher, à terme, sur des crises dans les institutions telles que l'Europe de Bruxelles ou la monnaie unique.

Dans la troisième partie de cet ouvrage, je partirai d'un certain nombre de grandes structures existantes pour les passer au crible de ces cinq tendances. Ainsi, verra-t-on, je l'espère, celles qui sont les plus vulnérables et qui risquent de s'écrouler. Cette partie concerne l'avenir, et comme l'avenir est inconnaissable, c'est de loin la partie la plus sujette à caution. Je sollicite l'indulgence du lecteur qui, en reprenant les mêmes faits, arriverait peut-être à des conclusions différentes. Mais, à mon avis, ne pas faire ce travail au prétexte qu'il est difficile ou scientifiquement douteux reviendrait à laisser l'analyse au milieu du gué, et le lecteur sur sa faim.

---

<sup>43</sup> Pour reprendre l'analyse de Popper.

TROISIÈME PARTIE

# **UNE FORCE IRRÉSISTIBLE**

*"Quand une force irrésistible rencontre un objet inamovible."*

Isaac Asimov



# CHAPITRE X

## Ultra-Étatisme ou Ultralibéralisme ?

*"Le modèle social français n'est pas un modèle puisque personne ne veut l'imiter, n'est pas social puisqu'il provoque des records de chômage, n'est pas français puisque fondé sur la lutte des classes et le refus du réformisme."*

Patrick Devedjian, ancien ministre,  
membre de l'UMP.

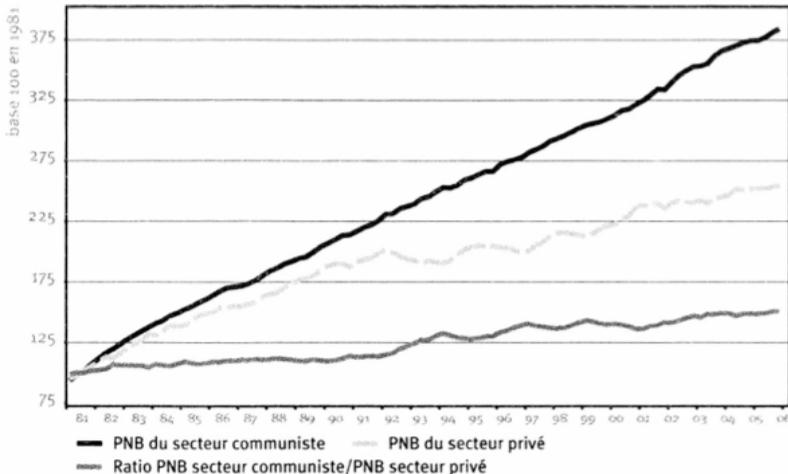
En Chine, dans les milieux politiques, court une plaisanterie sur la France: le parti communiste chinois aurait décidé d'envoyer une mission d'études en France pour savoir comment pouvait encore fonctionner le seul pays communiste au monde... Sous la plaisanterie, comme toujours, on découvre une réalité bien installée. Cette réalité est que la France est un pays en voie de collectivisation accélérée, laquelle me semble à l'origine de tous les problèmes dont nous souffrons.

La France crève de l'ultra-étatisme de ses classes dirigeantes. Le discours dominant de ces mêmes classes se concentre, à contre-courant de toute réalité empirique, sur les dégâts qu'aurait commis en France l'application sans pitié de ce qu'elles appellent, avec un sens de l'honnêteté intellectuelle qui ne se dément jamais, «l'ultrali- béalisme». Pour trancher le débat entre la réalité - l'ultra-étatisme - et la Fiction - l'ultralibéralisme -, j'utiliserai à nouveau la preuve par l'image.

Dans le graphique suivant, j'ai agrégé la valeur ajoutée, telle qu'elle est calculée par l'INSEE, des secteurs «communistes» - administration, santé, éducation, transports -

et des secteurs capitalistes - tout le reste ! - et le ratio entre économie communiste et économie capitaliste.

## Économie Communiste et capitaliste en France



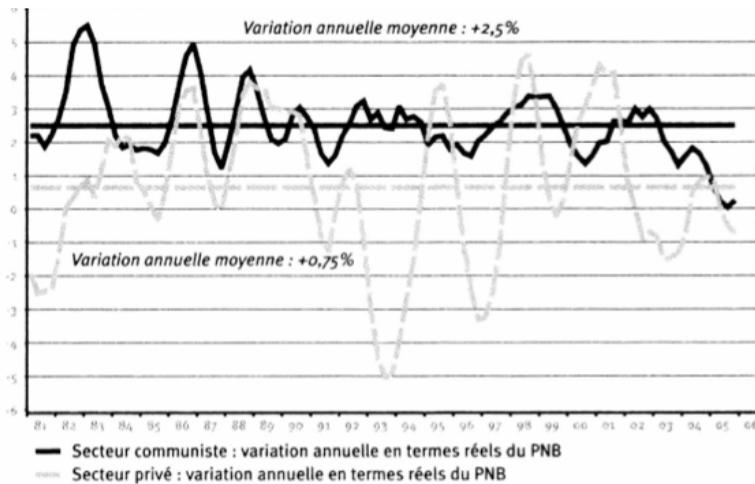
Quel est le résultat? En France, depuis 1981, le système communiste a connu une croissance très supérieure au système capitaliste. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les évolutions respectives des courbes noire continue - économie communiste - et gris clair en pointillé - économie capitaliste.

Pour ceux qui voudraient approfondir l'analyse, nous fournissons - gracieusement - le ratio entre les deux économies, c'est-à-dire l'évolution du poids respectif de l'une par rapport à l'autre. Depuis 1981, l'économie communiste a crû de 55% par rapport à l'économie capitaliste (courbe continue gris foncé).

C'est un fait, et il est indiscutable. A partir d'une base 100 en 1981<sup>44</sup> le ratio entre les deux systèmes est passé à 155, ce qui veut dire que le taux de croissance de l'économie communiste a été très supérieur à celui de l'économie capitaliste.

Allons un peu plus loin, et essayons de comparer les taux de croissance annuelle moyens de nos deux économies, si différentes, et pourtant habitant sous le même toit.

### Économie Communiste et capitaliste en France



<sup>44</sup> C'est un des lieux communs les plus courants en France que d'entendre dire que François Mitterrand a liquidé le parti communiste. Quand il est arrivé au pouvoir, l'économie communiste représentait moins de 40% de l'économie du secteur privé. Quand il est parti, elle était largement au-dessus de 70%. Jamais l'économie communiste n'avait progressé autant, en si peu de temps. Et ceci s'est passé à un moment où, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, le mouvement inverse avait lieu. Une victoire à la Pyrrhus, s'il en fut. De grâce, que l'on cesse de parler de l'ancien président comme du fossoyeur du communisme. Il en fut le fourrier.

L'image parle d'elle-même. Le taux de croissance moyen de notre économie communiste a été de 2,5 % par an (ligne noire continue), et elle n'a jamais subi une seule récession en vingt-quatre ans. Notre économie capitaliste a eu, par contraste, une croissance de 0,75 % par an et a été en récession six fois depuis 1981 (ligne grise en pointillé).

Ceux qui nous disent que l'économie française souffre d'un excès de libéralisme nous prennent vraiment pour des ignorants.

Quel est le problème? N'est-ce pas la preuve que l'économie communiste est plus efficace que l'économie capitaliste? Plus de croissance, moins de volatilité, et voilà pourquoi les Français plébiscitent l'économie communiste au détriment de sa rivale capitaliste<sup>45</sup>! Certes, mais comme nous le savons tous, la contrepartie

de la croissance de l'économie communiste est un déficit structurel, comblé par une dette émise en permanence. En fait, il n'y a pas de croissance, il n'y a que pillage du patrimoine de nos enfants et petits-enfants. Pour que le calcul du PNB reflète la réalité, il faut l'ajuster avec la croissance de la dette, ce que ne fait pas l'INSEE.

Après tout, si mon salaire augmente de 100 et ma dette de 200, je ne peux guère dire que je suis plus riche... Tout dépend de ce que j'ai fait avec ma dette.

---

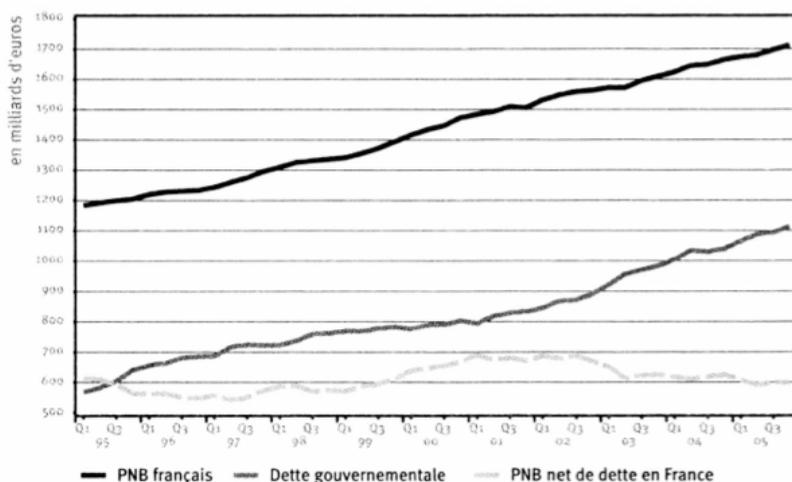
<sup>45</sup> D'après des sondages faits dans le monde entier par l'université du Maryland, les Français sont, de tous les peuples du monde, celui qui a le moins confiance dans le marché pour résoudre les problèmes économiques: 36% de nos concitoyens lui font confiance contre 50% qui ne lui font pas confiance. Compte tenu du bourrage de crâne qui règne dans l'éducation et les médias, je ne peux m'empêcher d'être émerveillé que 36% croient encore aux vertus du marché...

Si j'ai emprunté pour investir, peut-être suis-je plus riche. Si j'ai emprunté pour consommer, je suis plus pauvre.

Comme nous savons que la plupart des emprunts effectués par l'Etat servent à financer les dépenses courantes et le déficit du secteur communiste, il est fort probable que ces emprunts aient servi à la consommation.

Le graphique suivant montre l'évolution du PNB français, déduction faite de la dette accumulée depuis dix ans.

### PNB, Dette et PNB net de dette en France



Le PNB français (nominal) est passé de 1183 milliards d'euros il y a dix ans à plus de 1700 milliards aujourd'hui, tandis que la dette est passée de 581 milliards à 1096 milliards. La différence entre les deux était de 602 milliards en 1995, elle est de 604 milliards aujourd'hui. Le PNB français, net de dette, baisse depuis dix ans, ce qui confirme ma suspicion que la dette a été utilisée pour consommer, et non pour investir.

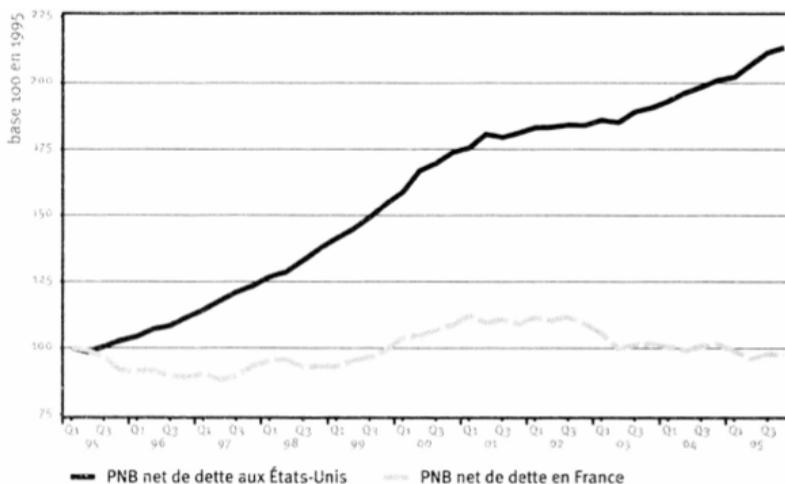
Depuis dix ans notre pays s'est appauvri, telle est la conclusion implacable, et cet appauvrissement n'est certainement pas dû à l'ultralibéralisme, puisque le poids du secteur privé a baissé dans l'économie française. Peut-être est-ce dû à l'ultra-étatisme et à son corollaire, l'intervention de l'État et l'endettement qui s'y attache.

On n'ose le croire.

Ce qui se passe dans les autres pays est-il différent ? Nos élites sont incompetentes, mais les leurs sont pires, lit-on fréquemment dans la presse, ce qui, curieusement, rassure beaucoup de gens. Ce qui ne cesse pas de m'étonner !

Examinons la situation des États-Unis.

### PNB net de dette en France et aux États-Unis



Le monde serait tellement plus simple s'il n'y avait pas les États-Unis ! Depuis 1995, le PNB net de dette aux États-Unis (courbe noire continue) augmente fortement. Il a doublé en termes nominaux, alors que le nôtre stagnait (courbe grise

en pointillé). Les citoyens américains s'enrichissent puisque leur richesse progresse plus vite que la dette publique, alors que les citoyens français s'appauvrissent proportionnellement à l'alourdissement de la dette de leur État.

Il convient d'ajouter que les chiffres officiels de la dette française sont très minorés par rapport à la réalité, comme l'a abondamment montré la commission Pébereau.

Dans cette dette ne sont, en effet, incluses ni les retraites à venir des fonctionnaires et assimilés, non provisionnées mais bien réelles, ni les dettes garanties par des sociétés nationalisées, du type SNCF, EDF, tout aussi réelles... Je ne suis pas loin de croire que dans la réalité, la dette française a donc crû beaucoup plus vite que ce que montrent les graphiques, et sa taille est certainement au moins deux fois et demie celle annoncée officiellement.

Le problème est beaucoup plus grave qu'il n'y paraît. Et gageons qu'il ne va pas s'améliorer. Si j'ai raison à propos de la contrainte que le nouvel ordre mondial va imposer à la croissance des États, alors nous pouvons affirmer sans crainte que la croissance ininterrompue du Moloch<sup>46</sup> français touche - enfin - à sa fin.

Pourquoi ?

Depuis 1995, nous avons eu l'une des plus grandes baisses des taux d'intérêt de toute l'Histoire. Cette année-là, le Trésor français payait en moyenne 7,5% par an sur l'ensemble de sa dette. En 2005, c'est-à-dire dix ans après, nous en sommes à 3,5 %.

Depuis dix ans, la dette a doublé, mais les taux d'intérêt ont diminué de moitié. Ce qui veut dire que la charge de la dette est la même qu'il y a dix ans, soit environ 42 milliards

---

<sup>46</sup> Moloch était ce dieu cananéen qui dévorait ses enfants.

d'euros par an. Ce chiffre est inscrit chaque année dans le budget. Depuis dix ans, la dette de la France a évolué dans un sens, les taux d'intérêt dans l'autre, et donc le service de la dette est resté au même niveau.

Donc, et c'est bien là le paradoxe de la situation française, nous n'avons même pas commencé à payer pour les folies de nos dirigeants

Imaginons que le tapis descendant des taux d'intérêt s'immobilise ou, pire encore, qu'il roule dans la direction opposée, c'est-à-dire à la hausse. La situation de nos finances publiques deviendrait rapidement désespérée... Or le tapis descendant va s'arrêter, et repartir dans le sens inverse. Après une longue période au cours de laquelle les pays d'Asie ont investi leur excédent d'épargne chez nous (faisant baisser nos taux), ils vont maintenant s'en servir pour développer les infrastructures dont ils ont cruellement besoin. Les taux réels vont donc monter dans le monde entier. La période de facilité se termine. Le moment des choix difficiles se rapproche.

Récapitulons:

Le service de la dette est resté stable depuis dix ans.

Cette stabilité touche à sa fin et le service de la dette va commencer à monter.

De toutes les dépenses, la dette est la première qu'il faut payer. Si l'État a 100 à dépenser, et que le service de la dette est de 10, cela veut dire que le Moloch peut effectivement dépenser 90, ce qui l'amuse.

Sous le double effet de l'accumulation du stock de dette (qui a doublé depuis dix ans, et qui continue à croître plus vite que le PNB) et de la hausse des taux d'intérêt, ces 10 vont devenir 11, 12, 13...

Si le service de la dette passe à 12, les dépenses de l'État doivent baisser de 2, et nous devons organiser une

récession dans notre économie communiste... à moins que l'État n'emprunte encore plus, ce qui aggravera la situation un peu plus, et s'appelle en bon français, de la cavalerie.

Si le pouvoir, coincé par la situation, décide d'augmenter les impôts (faisant payer une fois encore les folies de l'économie communiste à l'économie libre), eh bien dans le monde actuel, la rentabilité du capital baissant en France (du fait de l'augmentation des impôts), tout le monde ira investir ailleurs, et nous aurons une récession dans l'économie capitaliste et un accroissement du déficit budgétaire, donc davantage de dettes, et on repart pour un tour.

Comme le disait Churchill: «Les hommes politiques sont merveilleux. Ils trouvent toujours les bonnes solutions, après avoir essayé toutes les autres. »

La France n'est certes pas le premier pays à être confronté à cette situation. Le Canada, la Suède, l'Argentine dans un passé tout récent ont dû y faire face. Les deux premiers ont su réformer leur État, en réduisant son périmètre d'intervention d'au moins 20% (diminution du nombre de fonctionnaires, privatisations, etc.) et sont maintenant en excédent budgétaire. Ils ont donc retrouvé les marges de manœuvre qu'ils avaient perdues. Le dernier a préféré la faillite et ruiner ceux qui lui avaient prêté de l'argent...

À ce point de l'analyse, il faut rappeler quatre de nos tendances lourdes :

- la fin de l'Etat comme solution,
- le nouveau modèle industriel,
- la globalisation,
- la mise en concurrence des États par les entrepreneurs.

L'émergence de ces quatre tendances appellent à une mobilisation générale pour essayer de sauver ce qui peut l'être de la cohésion sociale française. Ce sauvetage implique, sans

doute, de changer d'élites, tant les problèmes actuels leur sont imputables.

Il serait en effet illusoire de s'imaginer qu'ils vont pouvoir les régler, alors que depuis trente ans ils s'efforcent de les dissimuler sous le tapis. Malheureusement, ces mêmes élites ont complètement verrouillé le système électoral. Une sortie par le changement d'élites à l'occasion d'une élection est peu envisageable.

La probabilité d'un changement quelque peu révolutionnaire ou émeutier est, donc, par voie de conséquence, loin d'être faible. Le modèle social français apparaît, quoi qu'il advienne, condamné. Voilà un barrage qui va s'effondrer. Au début de ce livre, je m'étais promis d'indiquer au lecteur les barrages derrière lesquels il ne devrait pas planter sa tente... Nous en avons déjà trouvé un !

L'État français est en situation de type argentin, surtout si rien n'est fait pour endiguer la crue qui s'annonce. Ceux qui achètent aujourd'hui des obligations garanties par l'État français font à l'évidence l'analyse que la solution « courageuse » sera retenue.

Ce qui est possible. La France a connu bon nombre de sursauts. Mais cela supposerait d'abord une révolution culturelle du type de celle que Margaret Thatcher a imposée à la Grande-Bretagne. En aucun cas la « dame de fer » n'aurait pu imposer ces changements s'il n'y avait pas eu d'abord la faillite de la Grande-Bretagne et la tutelle du FMI.

C'est un lieu commun de dire que la France est incapable de se réformer, et que c'est pour cela qu'elle va de révolution en révolution. Une réforme pour la France serait donc une grande première. On peut l'espérer, mais on ne peut en être sûr. Vendre ses obligations, même et surtout si elles sont intéressantes fiscalement, semble être une bonne idée. Après

tout, pourquoi l'Etat me donnerait-il un avantage fiscal si son papier avait de la valeur? Et aller planter sa tente ailleurs semble être la sagesse même.



## CHAPITRE XI

### **Où l'auteur démontre que l'euro est semblable au lit de Procuste<sup>47</sup> et inadapté à la période actuelle**

*"Le taux de change est l'égoût collecteur des droits collectifs non gagnés."*

Jacques Rueff<sup>48</sup>

Commençons par un rappel sur le rôle et les fonctions d'une Banque centrale<sup>49</sup>. Son seul pouvoir est celui de fixer le niveau des taux courts, taux sur les fonds fédéraux aux Etats-Unis, par exemple, ou bien taux d'intervention sur le marché monétaire en France.

Aussi curieux que cela paraisse, je le répète, là est son seul pouvoir, mais il est immense: c'est lui qui détermine la rentabilité du placement sans risque.

Ce faisant, la Banque centrale a une influence profonde sur le partage de la valeur ajoutée à l'intérieur de l'épargne, et, à terme, sur les flux d'épargne et d'investissement. En effet, toute structure financière repose sur un partage du risque. D'un côté, ceux qui acceptent de risquer leur capital, ce qui veut dire

---

<sup>47</sup> Procuste était ce bandit mythique qui arrêtaient les gens sur les routes dans la Grèce antique pour les allonger sur son lit. S'ils étaient trop grands, il coupait tout ce qui dépassait. S'ils étaient trop petits, il les faisait étirer par quatre robustes chevaux. Merveilleuse allégorie de la social-démocratie.

<sup>48</sup> Economiste français, à l'origine d'une des rares réussites de la réforme en France, entreprise par de Gaulle et Pinay, à la suite du rapport Rueff-Armand.

<sup>49</sup> Pour le lecteur inattentif qui aurait oublié ce que nous avons exposé dans notre quatrième chapitre.

qu'ils acceptent de le perdre en partie ou en totalité. Pour la commodité de l'analyse, je les appelle les entrepreneurs. Ils sont à l'origine de la croissance économique. De l'autre, ceux qui ne veulent pas risquer leur capital, mais qui exigent un loyer (taux d'intérêt) sur leur épargne, les rentiers.

Sur le long terme, les profits des entrepreneurs, dans un pays normal, ont un taux de croissance égal à celui du PNB, tandis que les rentiers encaissent les taux d'intérêt à court terme capitalisés - dans des fonds de trésorerie.

La rentabilité du rentier dépend donc exclusivement de la politique de taux à court terme suivie par la Banque centrale, tandis que la rentabilité du capital dépend du taux de croissance structurelle<sup>50</sup> de l'économie.

Imaginons une zone monétaire composée de deux pays: le premier a un taux de croissance de 4% par an et le deuxième de 1 %. Si la Banque centrale suit une politique fondée sur la moyenne de croissance de sa zone (2,5 %), le système ne peut pas ne pas imploser à terme.

Le premier pays connaîtra une forte croissance inflationniste.

Le deuxième fera inéluctablement faillite, surtout s'il a, au départ, des dettes et un déficit budgétaire élevés, puisque les rentiers gagneront toujours plus que les entrepreneurs. La dette de l'État se capitalisera, sans cesse, à un taux de croissance supérieur au taux de croissance de l'économie, le chômage montera, les déficits budgétaires exploseront, les réformes de

---

<sup>50</sup> Le taux de croissance structurelle est égal au taux de croissance de la population en âge de travailler auquel on ajoute un taux de croissance pour la productivité. En Allemagne, par exemple, la population décroît de 0,5% par an et l'augmentation de la productivité moyenne est aux alentours de 1,5% par an, ce qui nous donne une croissance structurelle de 1 %, si l'on accepte ces hypothèses.

structure requises seront impossibles à mettre en œuvre en raison de la récession perpétuelle, les mouvements sociaux seront permanents et violents...

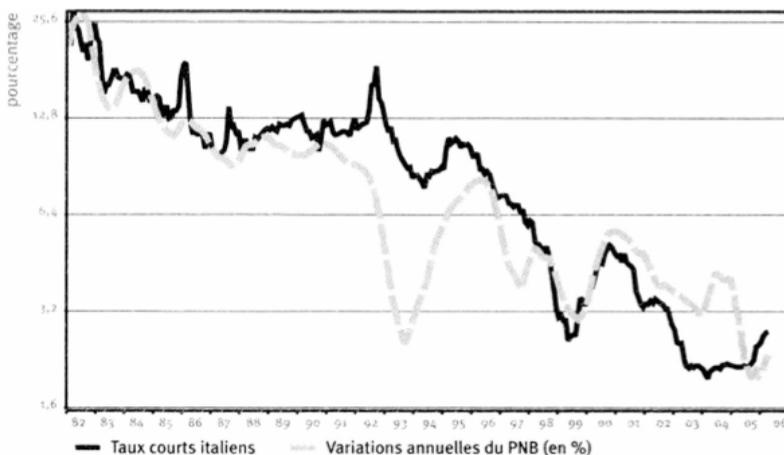
C'est pourquoi en tant que concept, l'euro me paraît éminemment critiquable sur deux points :

- le taux moyen retenu par la BCE est, par construction, supérieur au taux de croissance des pays à faible croissance (Italie, Portugal), puisque c'est une moyenne. Cela conduit inmanquablement ces pays à la faillite, par l'émergence inévitable de ce que Keynes appelait des « trappes à dette ».
- l'euro conduit à une très mauvaise allocation du capital entre les différents pays de la zone européenne. Les taux bas en Espagne stimulent la consommation et la spéculation immobilière, tandis que ces mêmes taux, trop hauts pour l'Allemagne, favorisent les rentiers, brident la consommation et asphyxient l'immobilier. L'Europe se retrouve ainsi avec des maisons vides sur la côte espagnole et des chômeurs en Allemagne.

Au regard de ces deux critiques, je voudrais préciser deux choses. D'une part, sur le long terme, la croissance des recettes fiscales est sensiblement égale à celle du PNB - sauf changement brutal du taux d'imposition marginal. D'autre part, si un pays a une dette de 100, et que les taux d'intérêt sont à 5%, le Trésor public paiera 5 aux détenteurs de la dette de cet État. C'est ce chiffre qui sera inscrit au budget. Pour un pays, le coût annuel de portage de sa dette est donc égal à la dette totale qu'il a émise multipliée par les taux d'intérêt. Le phénomène est identique pour un particulier, si ce n'est que ce dernier, à la fin, doit rembourser le capital alors que les États, en général, réémettent de nouvelles dettes au lieu de les rembourser.

Observons le cas de l'Italie.

## La trappe à dettes en Italie



Si les taux d'intérêt sont supérieurs au taux de croissance du PNB - courbe noire continue au-dessus de la courbe grise en pointillé -, lentement mais sûrement, le pays s'enfonce dans la dette.

La courbe grise en pointillé correspond à la croissance annuelle du PNB italien. La courbe noire continue représente simplement les taux courts imposés par la Banque centrale, aujourd'hui la BCE. Quand la courbe noire est au-dessus de la courbe grise, cela veut dire que les recettes fiscales augmentent moins vite que la dette ne se capitalise, et donc que la dette monte. Si la courbe grise est au-dessus de la courbe noire, la dette se stabilise ou baisse par rapport au PNB. La dette italienne représente 110% du PNB, c'est-à-dire que 1 % d'accroissement de la dette correspond à 1,10% du PNB, à peu de choses près. La BCE vient de remonter ses taux courts de 2% à 2,75%, la croissance italienne est à 1 %. L'Italie rentre à nouveau dans une « trappe à dette », la dette augmentant de près de 3% par an dans une économie où le secteur privé - celui qui

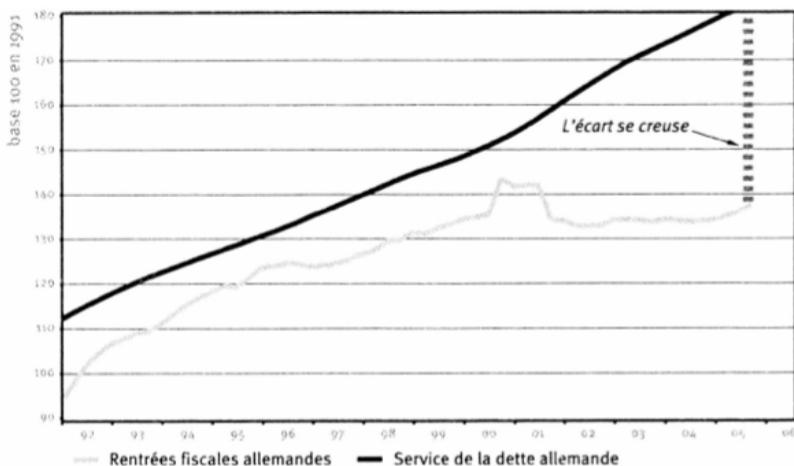
honorera la dette - ne progresse que de 1 % au mieux. Chaque année, la dette va s'accroître d'environ 2% de plus que le PNB. L'année suivante, nous serons à 112%, l'année suivante à 114% et ainsi de suite...

Quelle situation intéressante !

Chaque année, comme la dette monte plus vite que les impôts, et que les frais financiers doivent être payés prioritairement, cela veut dire qu'il y aura moins d'argent pour l'éducation, la police, la justice, l'armée, et qu'il va falloir y faire des coupes sombres. L'État italien est en voie de paupérisation rapide. Faire des réformes de structure dans ce scénario est complètement impossible. Les taux courts devraient être à 1 %, et au diable le taux de change...

La même situation prévaut pour la France et l'Allemagne, comme le montre le graphique suivant.

### La trappe à dettes en Allemagne



Depuis 2000, les rentrées fiscales en Allemagne croissent beaucoup moins vite que les taux d'intérêt ne se capitalisent, et notre voisin en est à sa quatrième année de dépassement des critères de Maastricht, en ayant un déficit budgétaire très supérieur à 3% du PNB.

Pour résoudre le problème, en bons sociaux-démocrates, les autorités allemandes augmentent les impôts sur... l'économie libre, tandis que la BCE, toujours prête à aider, augmente les taux d'intérêt. Intéressant...

C'est ce qu'un certain nombre d'économistes anglo-saxons ont appelé une politique économique néandertalienne, ce qui, à mon avis, n'était pas un compliment.

Au bout de cette logique, les déficits budgétaires continueront donc à se creuser, et la dette à s'accumuler.

Comment tout cela va-t-il se terminer pour certains des pays les plus fragiles? La réponse est toujours la même, avec des variantes.

Devant la détérioration des finances publiques, l'une des trois agences de notation<sup>51</sup> des dettes finira par baisser la note de l'un de ces pays. À ce moment-là, la BCE refusera de prendre la dette de ce pays en pension<sup>52</sup> - c'est-à-dire qu'elle refusera de l'escompter. Aujourd'hui, toutes les dettes sont escomptées au même taux ce qui, en soi, est bizarre. Les bons et les mauvais débiteurs sont escomptés au même taux ! Pourquoi ?

---

<sup>51</sup> Il y en a trois: Moody's, Standard&Poor's, et Fitch. Leur rôle est de noter la dette des émetteurs (de dette). Les notes s'échelonnent de « AAA » à « Junk » (poubelle) en passant par de savantes graduations.

<sup>52</sup> La BCE a annoncé cette décision il y a plusieurs mois. Ou elle la suit, et c'est l'éclatement, ou elle ne la suit pas et perd toute crédibilité sur les marchés. Dans le deuxième cas, l'euro s'écroule, ce qui serait à mon sens un moindre mal.

En tout cas, dans ce malheureux pays, les taux longs exploseront à la hausse, toutes les institutions du monde étant truffées de dettes émises par les services du Trésor local puisqu'il est en déficit chronique. Coincé entre une monnaie surévaluée et des taux à la hausse, ce pays, probablement en récession, n'aura d'autre choix que de rétablir sa monnaie nationale et de la laisser flotter. C'est ce qu'a fait l'Argentine en 2001, dans des circonstances similaires. La contagion gagnera le pays voisin, les pressions deviendront gigantesques sur un deuxième marché obligataire, et là encore la monnaie sera chassée de l'euro, ignominieusement.

Le premier pays à voir sa note baissée sera sans doute le Portugal et le pays le plus important qui suivra sera, incontestablement, l'Italie. En fin de parcours, on peut penser qu'il ne restera dans la zone euro que l'Allemagne, l'Autriche et le Bénélux...

Quand tout cela va-t-il se passer? Probablement dans les trois ans qui viennent, à l'occasion du prochain ralentissement cyclique mondial.

Les pratiques opérationnelles de la BCE conduisent inexorablement à ce résultat.

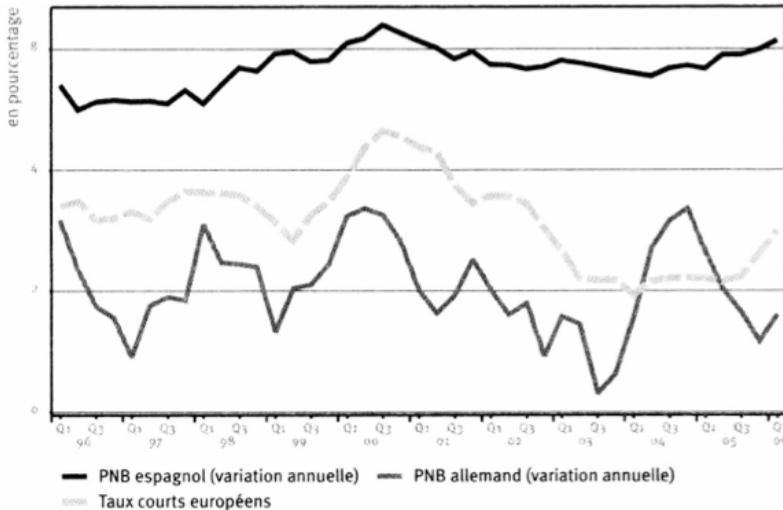
A cette critique, la BCE répond que les États en question n'ont qu'à se réformer, pour faire passer leur taux de croissance au-dessus des taux d'intérêt. Comment se réformer lorsque l'on est en récession et dans une «trappe à dette» provoquées par des taux d'intérêt inadaptés, répondent les États? Nous nous retrouvons devant le problème éternel de la poule et de l'œuf...

Non content d'amener un certain nombre de pays à la faillite, l'euro est également à l'origine d'une très mauvaise allocation du capital disponible à l'intérieur de l'Euroland, tant il envoie des faux signaux au marché. C'est le deuxième point,

qu'il faut traiter maintenant, en analysant la contradiction qui existe entre les taux de croissance structurelle de l'Allemagne et de l'Espagne, et les taux moyens maintenus par la BCE.

Depuis dix ans, l'Allemagne a un taux de croissance moyen de 2% par an, nominal, c'est-à-dire incorporant la hausse des prix. L'Espagne, quant à elle, connaît une croissance nominale de 7,5 %. Les taux courts depuis dix ans sont en moyenne à 3%, c'est-à-dire trop bas pour l'Espagne et trop hauts pour l'Allemagne, ce que montre ce graphique.

### Taux courts européens : trop hauts ou trop bas ?



Des taux trop bas entraînent toujours une spéculation immobilière qui dégénère habituellement en boom de la consommation, en déficits extérieurs importants et en hausse de l'inflation.

Tous ces éléments sont présents en Espagne: il faudrait donc monter les taux.

Des taux trop élevés conduisent à un effondrement de l'immobilier, une hausse du chômage, un écroulement de l'inflation et des excédents extérieurs considérables.

Tous ces éléments sont présents en Allemagne: il faudrait donc baisser les taux.

Il n'y a pas de politique monétaire qui puisse satisfaire à la fois aux besoins de l'Allemagne et aux besoins de l'Espagne. Les déséquilibres entre les pays à l'intérieur de l'Euroland vont donc continuer à s'aggraver, à cause de l'euro. Loin d'aider à les réduire, il les accentue et, pire, les masque.

Par exemple, plus personne<sup>53</sup> ne réclame de nos jours le blocage des prix pour lutter contre l'inflation ou la déflation. Tout le monde sait que ça ne marche pas. Et pourtant l'euro n'est rien d'autre qu'un système de blocage des prix, où le prix bloqué est l'un des plus importants qui soit, le taux de change. En bloquant ce prix, on envoie des signaux aux marchés et aux entrepreneurs qui ne correspondent pas à la réalité. De ce fait, le capital disponible s'investit en fonction de prémisses fausses. Pour ajouter l'insulte à l'injure, la BCE bloque les prix sur les obligations longues, en ne faisant pas de différences entre les bons et les mauvais émetteurs, ce qui envoie un deuxième signal, faux lui aussi.

L'euro est en fait la dernière grande tentative de la technocratie pour imposer sa volonté aux marchés. Il est à craindre que le résultat ne soit en tout point similaire à ceux

---

<sup>53</sup> A part quelques agriculteurs français armés de choux-fleurs chaque été en France.

obtenus lors des tentatives précédentes, ruinant au passage les gens qui y ont cru, ou qui ont été obligés d'y croire<sup>54</sup>.

Résumons: l'euro contribue à accroître les déséquilibres internes à chaque pays et ceux entre existant entre les pays de la zone.

Le plus grand reproche qu'on peut lui faire, cependant, est d'être complètement anachronique. C'est une construction directement issue des idées de la Révolution française - l'État comme solution, la technocratie comme moyen - et comme tel, il aurait peut-être été adapté en 1945... Certainement pas aujourd'hui où existe une énorme prime à la flexibilité.

Revenons à nos quatre tendances lourdes, pour constater que l'euro réussit l'exploit d'être en opposition avec chacune d'entre elles.

La fin de l'État comme solution. L'euro est la première étape vers la construction d'un État européen, dont nul peuple ne veut et dont on ne voit pas très bien à quoi il servirait. Dans un monde qui change très rapidement, introduire une rigidité de plus ne paraît pas indispensable.

Le nouveau modèle industriel. Pour le nouvel entrepreneur, ce n'est pas la monnaie qui compte, puisqu'il domiciliera la production là où elle est le moins cher, mais l'environnement légal, réglementaire et fiscal.

---

<sup>54</sup> Certains gouvernements européens se sont octroyé le droit de forcer les compagnies d'assurance et les caisses de retraite à acheter leurs obligations, en euros, pour faciliter le financement de leurs déficits budgétaires. Ne jamais acheter les obligations de ces pays est une règle à suivre avec beaucoup de discipline. Acheter des obligations d'Etats qui vont faire faillite, dans une monnaie qui va disparaître, voilà qui va garantir une retraite prospère. Mieux vaut acheter des actions européennes, le risque est beaucoup plus faible, et les affaires européennes sauront profiter de la croissance mondiale.

La globalisation. Là encore, il y a maldonne: en surpayant les travailleurs italiens ou espagnols, on force les entrepreneurs locaux à sortir encore plus vite du pays qu'ils ne l'auraient fait de toute façon; en sous-payant les travailleurs allemands, on assure le maintien en Allemagne d'activités qui n'ont rien à y faire...

La mise en concurrence des Etats par les entrepreneurs. Si un État de l'Euroland a un excédent budgétaire, il baissera ses impôts pour attirer les entrepreneurs des pays voisins, qui seront très sensibles à cet appel. De ce fait, le déficit augmentera dans le pays d'où seront partis les entrepreneurs, et le surplus augmentera dans le pays en excédent, qui pourra baisser à nouveau ses impôts... À la grande fureur des États en déficit, qui ne pourront regagner de la compétitivité en dévaluant. C'est ce que l'Irlande a commencé à faire...

Aucune de ces quatre tendances n'a besoin de l'euro pour se développer, au contraire. Toutes lui sont soit indifférentes, soit hostiles. En revanche, l'euro va aggraver les tensions entre les États capables de se réformer et ceux qui ne le sont pas, et par conséquent accroître les risques politiques à l'intérieur des structures européennes.

L'euro, aujourd'hui, est à la fois une solution à la recherche d'un problème et une monnaie à la recherche d'un État. Ce qui, convenons-en, fait beaucoup !

Quelque part, son existence empêche chacune des nations européennes de s'attaquer à ses problèmes structurels, dans la mesure où elles ont perdu la maîtrise du couple « taux d'intérêt - taux de change » sans laquelle il est bien difficile de mener un politique de réforme cohérente.

L'euro est, comme le lit de Procuste, trop petit pour certains, à qui il faut couper les jambes, trop grand pour les autres, qu'il faut allonger en les étirant. Frankenstein financier,

il ne doit son existence qu'à une volonté politique détachée des réalités économiques et engendre de graves problèmes qui n'iront qu'en s'accroissant.

Il est à craindre que sa disparition, inéluctable et déjà programmée<sup>55</sup>, n'entraîne quelques remous économiques ici ou là.

---

<sup>55</sup> Peu de gens le savent, mais chaque pays a un nombre distinctif quand il émet des billets. On peut donc repérer le pays émetteur de chacun des billets émis.

# CHAPITRE XII

## La revanche de l'individu

*"L'Europe est comme une bicyclette ;  
si elle cesse d'avancer, elle tombe."*

Proverbe bruxellois

Les conséquences des analyses d'Alvin Toffler sur la liberté individuelle sont profondes.

La première révolution, celle de l'agriculture, a libéré l'homme de la famine, mais en l'asservissant à la terre (la sortie du paradis terrestre...).

La deuxième, la révolution industrielle, l'a libéré de la terre, mais en lui donnant un patron. Le socialisme était une tentative pour remplacer ce patron par l'État, mais le XXème siècle a montré abondamment que l'État était bien pire que le pire des patrons.

La troisième, la révolution de la connaissance, lui permet enfin de se libérer complètement de toute tutelle, soit étatique, soit patronale, soit géographique.

Nous allons retrouver notre liberté originelle, notre paradis perdu de nomades dans la savane...

Nous aurons de ce fait, en quelques milliers d'années, fait le tour de tous les systèmes politiques, passant de l'aristocratie à la monarchie, puis à la démocratie pour terminer enfin avec le rêve de tous les libéraux : la liberté individuelle fondée sur le droit. Le seul système qui n'ait jamais vraiment été essayé, la technologie ne le permettant pas jusqu'à présent.

La concentration des pouvoirs politiques, militaires, économiques dans des structures pyramidales et hiérarchiques

de plus en plus grandes était la traduction pure et simple, dans ces domaines, de l'économie de la deuxième vague.

À ces immenses pyramides va succéder une forme d'organisation que, faute de mieux, nous appellerons «amibienne», une structure informelle se faisant et se défaisant avec une grande rapidité en fonction des circonstances et des opportunités...

On peut imaginer au plan politique, par exemple, un recours constant à la démocratie directe.

La démocratie représentative était nécessaire quand il fallait une semaine pour aller de Marseille à Paris. Aujourd'hui, avec Internet, cette justification n'existe plus.

La démocratie de proximité existe déjà dans beaucoup d'endroits, et elle nous amène à une curieuse constatation : sur les dix niveaux de vie les plus élevés au monde, neuf sont atteints par des pays ou des villes- Etats comptant moins de dix millions d'habitants, et où cette démocratie de proximité est pratiquée d'une façon ou d'une autre. Le dixième, ce sont les Etats-Unis, que l'on peut qualifier d'accumulation de démocraties de proximité, sur lesquelles s'est greffé un Etat central, un peu incongru, et qui laisse beaucoup d'Américains très indifférents. Très logiquement, au-dessus de dix millions d'habitants, la politique et l'administration semblent perdre leur efficacité, peut-être parce que trop éloignées du peuple et paralysées par la multiplication des coûts et des niveaux intermédiaires.

A la lumière de ce constat, quelles seraient les conséquences de nos quatre tendances lourdes pour chaque individu, et non pas pour la collectivité ?

*La fin de l'Etat comme solution.* C'est à la fois une très bonne et une très dangereuse nouvelle. Une société civilisée ne

peut pas fonctionner sans un État. Qu'il faille recentrer l'État dans ses fonctions régaliennes, tout le monde est d'accord. Mais tout est dans l'exécution de ce vaste projet. Le danger, c'est que l'on jette le bébé avec l'eau du bain, et si trop d'État est un problème, l'absence totale d'État est sans doute bien pire. Ce recul de l'État ne peut être que progressif et organisé démocratiquement. Rien ne serait pire qu'un effondrement total du type de celui que l'on constate tous les jours en Afrique. Si la transition se passe bien, cela ouvre des plages de liberté gigantesques au citoyen de base, qui pourra enfin mener sa vie comme il l'entend. Ce sera la grande revanche du citoyen sur le pouvoir.

*Le nouveau modèle industriel.* Dans la vie, il faut choisir : avoir des clients, ou avoir un patron (pas de troisième voie, ou on le saurait). La relation avec un patron est toujours hiérarchique et trouve son origine dans la première ou la deuxième révolution de Toffler. Dans les rapports entre individus, il y en a toujours un qui donne des ordres à l'autre, ce qui est désagréable pour au moins l'un des deux. Dans une relation de clients à fournisseurs, fondée sur la liberté (de l'échange), rien de tel. Il s'agit d'une relation d'égal à égal. Personne n'est contraint à quoi que ce soit. Nous passons d'un monde hiérarchique à un monde de libres échanges. Tant pis pour ceux qui aiment commander. Ils devront apprendre à persuader.

*La globalisation.* C'est le bonheur total. Les grandes périodes d'excitation intellectuelle se sont toujours produites aux confluent de civilisations, et souvent dans des ports ou dans des capitales d'empires ; Byzance, Venise, Amsterdam, Londres, Vienne...

Or le monde entier est en train de devenir un immense confluent de civilisations.

L'émergence d'une nouvelle civilisation qui emprunte à la fois aux États-Unis et à l'Asie, au bassin du Pacifique et à l'océan Indien est passionnante à observer (c'est d'ailleurs pourquoi je vis à Hong Kong qui risque d'être la nouvelle Venise).

Que l'on ne m'accuse pas d'optimisme béat, je sais que certaines civilisations sont très hostiles à ce métissage culturel, dans lequel elles voient une agression.

L'islam vient ici à l'esprit. Comme le faisait remarquer Samuel Huntington dans *Le Choc des civilisations*, les frontières de l'islam sont partout sanglantes. Ce n'est certainement pas un hasard. L'islam est une religion de nomades, antérieure intellectuellement à la première révolution. Lui demander de s'adapter à la troisième alors qu'elle n'a toujours pas intégré la seconde, c'est lui demander beaucoup.

*La mise en concurrence des États par les entrepreneurs et les créateurs.* Aussi curieux que cela paraisse, nous retrouvons là une des grandes constantes de l'Histoire... Autrefois, les rois, les princes se battaient pour attirer à coup de millions et de prébendes les meilleurs artistes et artisans. On se souvient de Colbert faisant venir à prix d'or les glaciers de Venise, de François Ier invitant Léonard de Vinci ou de Beethoven refusant de se découvrir devant l'empereur d'Autriche.

Le nationalisme, l'absence d'une *lingua franca* commune, les frontières, avaient cantonné tout le monde chez soi depuis plus de un siècle, ce qui était un grand recul pour la liberté de création et la liberté tout court. Voilà une parenthèse étatique qui s'interrompt, heureusement.

Tous les gouvernements européens sont parfaitement au courant des défis auxquels leurs États et leurs populations vont

devoir faire face. Et cette prise de conscience n'est pas nouvelle.

À Lisbonne, en 2000, tous ont solennellement signé l'acte dit de Lisbonne dans lequel il est précisé qu'il faut tout mettre en œuvre pour que l'Europe s'ouvre au nouvel ordre mondial fondé sur la connaissance. L'Europe doit redevenir le centre du savoir qu'elle est en passe de cesser d'être et s'ouvrir à une robuste concurrence.

Mais depuis 2000 ?

Une série de marches arrière, dont l'archétype est, bien entendu, la regrettable reculade sur la directive Bolkestein.

Un certain nombre de pays, incapables de se réformer, semblent vouloir empêcher le reste de l'Europe de changer, cherchant leur salut dans le statu quo.

Les autres, conscients du retard pris au niveau européen, ont décidé de se réformer eux-mêmes, sans attendre de feu vert de qui que ce soit.

Si bien qu'il apparaît clairement qu'il y a deux sortes de pays dans l'Union européenne: ceux qui sont aptes à la réforme, et ceux qui ne le sont pas.

Par exemple, la Finlande a profondément transformé son système d'éducation au cours des dix dernières années, et en a fait le meilleur du monde.

La Suède a bouleversé son système de retraite et remis à plat une grande partie des interventions de l'Etat. De nombreux services publics ont été privatisés. La Suède se retrouve avec un excédent de ses comptes courants, un excédent budgétaire, des retraites parfaitement capitalisées tandis que les sociétés suédoises sont à la pointe de la transformation en sociétés « plates-formes » et que le chômage est au plus bas. Il faut se souvenir qu'en 1992, la Suède était en quasi-faillite tandis que

le système bancaire sautait et que le taux de change s'écroulait. La réforme est possible.

La même chose se passe en Irlande, qui a décidé de favoriser les secteurs financiers et l'informatique (deux des quatre secteurs que nous avons mentionnés plus haut) par une politique de déréglementation et de taux d'imposition bas. Résultats: des excédents budgétaires et extérieurs, pas de chômage, une économie en pleine expansion...

Bref, comme le disait Thoreau: «Là où il y a une volonté, il y a un chemin. »

Transformer des systèmes en perte de vitesse est possible et c'est même la noblesse de l'homme politique que de le proposer et d'y arriver. Cela s'est passé au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande, trois pays ayant une tradition plutôt sociale-démocrate que capitaliste pure et dure.

Si, malgré tout, des pays en Europe refusent de se réformer, ils vont rapidement se retrouver dans une situation impossible, surtout si les autres continuent de se réformer.

Non seulement, ils vont être l'objet d'une pression immense de la part des pays émergents dans les secteurs où ils n'ont plus d'avantages comparatifs, mais les marchés nouveaux vont leur échapper les uns après les autres, la finance sera accaparée par la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Luxembourg, la santé par la Suède et la Suisse, l'électronique par l'Europe du nord, l'ingénierie par les Allemands et les Suédois.

Qui plus est, les systèmes sociaux et étatiques non réformés continueront d'aggraver leurs déficits, et donc leurs dettes sous le double effet des départs vers l'étranger de gens compétents et de la fuite du capital qui, petit à petit, va se libérer des endroits où il était coincé et se précipiter vers la porte de sortie. Vers laquelle, en France, on le pousse, de toute

façon, avec l'impôt sur la fortune, incommensurable erreur économique.

Si une compétition de course à pied a lieu entre obèses, il n'y a pas de raisons spéciales pour pronostiquer la victoire de l'un ou de l'autre. Mais si plusieurs des participants se mettent au régime, à ce moment-là, il ne faut pas être grand clerc pour savoir qui va perdre, c'est celui qui ne s'est pas mis au régime...

Ce qui se passe est simple : le système capitaliste du pays qui se réforme a des coûts beaucoup plus bas que le système capitaliste du pays qui ne réforme pas. Et les entreprises des pays qui ne se réforment pas ne peuvent combler leurs écarts de coûts, puisque cela ne dépend pas d'elles.

Elles vont donc être laminées par ces différences, sauf à les répercuter sur leurs employés qui, au bout d'un certain temps, iront travailler dans le pays voisin qui lui, justement, vient de baisser ses impôts...

Devant l'accumulation des pressions, le système politique aura le choix entre le déni et la réponse appropriée. Le déni consisterait à revenir au protectionnisme, à l'État national, au passé et à vouloir briser les outils qui forceraient aux changements.

Compte tenu des abandons de souveraineté consentis à Bruxelles depuis 1957 (traité de Rome), cela veut dire que ces pays récalcitrants vont faire des pieds et des mains pour essayer de reprendre les pouvoirs qu'ils avaient abandonnés pour bâtir une nouvelle ligne Maginot dans une tentative futile et vouée à l'échec. Les autres pays ne l'accepteront pas. D'où la crise politique institutionnelle qui couve, d'ores et déjà, dans l'Union européenne.

Par l'incapacité de certains Etats à se réformer, le rêve des pères fondateurs de l'Europe est en passe de se briser.

On ne peut s'empêcher d'être submergé de tristesse devant un tel gâchis.

# CONCLUSION

## Crise et opportunités

*"N'ayez pas peur."*

Jean-Paul II, le jour de son élection. Ce fut sa première phrase à la foule rassemblée sur la place Saint-Pierre. Elle marqua tout son pontificat.

La population française a des atouts incroyables pour prospérer dans la période où nous entrons.

Citons au hasard :

- tradition culturelle sans pareil,
- dévotion familiale à l'éducation des enfants,
- individualisme,
- haut niveau de formation,
- capacité mathématique très au-dessus de la moyenne, indispensable pour tout effort dans la logistique,
- tradition médicale forte,
- système juridique puissant et ancien,
- prodigieux domaine touristique,
- plaque tournante géographique,
- etc.

De tous les pays d'Europe, la France est celui qui aurait dû mener la charge vers la libéralisation des services, l'ouverture au monde, la prise de risque.

C'est de loin le mieux armé, et celui qui y gagnerait le plus.

Partout où je vais, dans le monde entier, je rencontre des Français, plus brillants les uns que les autres, qui réussissent prodigieusement, et qui tous ont mal à la France.

Il y a plus de 700 entrepreneurs français installés à Hongkong et qui, d'après l'attaché commercial de notre ambassade, refusent de se déclarer au consulat pour ne pas être embêtés quand ils rentrent en France.

C'est là tout le problème, nous avons une classe politique issue de l'administration, donc craintive et tatillonne.

Leur discours constant est donc de dire aux Français : «Ayez peur», «Vous êtes faibles», «Nous sommes là pour vous protéger»

Dans *Le Seigneur des anneaux*, la grande saga de Tolkien, Worm «le ver», le vendu aux forces du mal, le traître, passe son temps à expliquer à son maître, le noble roi des Rohan, qu'il est vieux, fatigué, qu'il doit se reposer, s'économiser, que de toute façon ça se terminera mal, et qu'il faut faire durer l'agonie et le déclin, plutôt que de se redresser et se battre. Jusqu'à ce que Gandalf arrive et réveille le vieux roi qui meurt au combat, en ayant assuré la survie de son peuple et sauvé son honneur.

La France a besoin de virer Worm et de se réveiller de sa longue torpeur.

Il faut libérer la France de son Etat et de la tyrannie qu'exerce sa fonction publique, couper les cordes qui la retiennent et laisser Gulliver se relever.





---

Nous sommes entrés, depuis un certain temps déjà, dans la troisième grande révolution technologique que l'humanité ait connue. Après être passés de la cueillette et du nomadisme à l'agriculture puis à l'ère industrielle, nous entrons dans l'économie de la connaissance. Cette révolution aura des conséquences incommensurables sur la société et l'organisation du monde : disparition du modèle social français ; affrontement direct entre le modèle individualiste anglo-saxon et le modèle communautariste religieux islamique ; faillite de l'euro, la dernière tentative de superstructure monétaire totalement archaïque ; fin de la plus-value industrielle au profit de la plus-value intellectuelle, etc. Mais les " princes " qui nous gouvernent refusent d'affronter cette réalité. Par méconnaissance ou par malhonnêteté, ils " vendent " encore au bon peuple une société déjà morte. Ils n'ont qu'un seul objectif : que le peuple continue de payer pour cette illusion. Et qu'une seule peur : que le " tiers-état " moderne se révolte comme en 89. Pourtant, qu'ils le veuillent ou non, la révolution a commencé !

Charles Gave pose son regard d'économiste et de financier international sur notre époque : ses analyses sont violentes, précises, argumentées et pleines d'humour ; ses solutions radicales et d'une redoutable logique.

---

*Charles Gave est économiste, entrepreneur et directeur de l'Institut des Libertés, un Think Tank déterminé à promouvoir les valeurs libérales.*

**[www.institutdeslibertes.org](http://www.institutdeslibertes.org)**